



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXI^e Année

Tome I N^o 4 - Avril 1986

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Le développement de l'Ecu privé et la politique monétaire.**
- 33 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de mars 1986.**
- 1 **Statistiques.**
- 169 **Législation économique.**
- 183 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ECU PRIVE ET LA POLITIQUE MONETAIRE

Le but de cette étude est de fournir une base d'analyse qui permette de mieux cerner les implications, pour la balance des paiements et la politique monétaire, du développement de l'Ecu privé.

Elle est divisée en quatre chapitres.

Le chapitre I rappelle le développement effectif de l'Ecu et les facteurs principaux qui l'ont favorisé (section 1.1); il examine ensuite les effets qu'a eus ce développement sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. (section 1.2).

Le chapitre II examine les conséquences que pourrait avoir, pour le marché des changes, une progression des contrats libellés en Ecu dans les relations commerciales internationales.

Le chapitre III envisage le cas d'école d'un usage généralisé de l'Ecu en Europe et en décrit les implications pour la politique monétaire.

Enfin, le chapitre IV énumère les problèmes majeurs que pourraient rencontrer les autorités monétaires belges, dans la phase transitoire qui précéderait un emploi généralisé de l'Ecu.

Une remarque s'impose. L'Ecu est une unité monétaire, c'est-à-dire une unité de mesure de la valeur des autres biens, y compris des monnaies. Cette unité a été créée et est d'ailleurs utilisée par les institutions communautaires. Sa définition, contenue dans un règlement du Conseil, en fait une unité constituée comme un panier des monnaies des Etats membres. Cette unité sert à libeller des dettes et des créances qui portent intérêt.

Il faut toutefois distinguer entre l'« Ecu officiel », unité monétaire dans laquelle sont libellés des actifs et des passifs détenus ou contractés par les banques centrales vis-à-vis du FECOM, et l'« Ecu privé », unité monétaire identique à l'Ecu officiel mais dans laquelle sont libellées d'autres dettes et créances. Il ne sera question ci-après que de l'Ecu privé. On notera à cet égard que si une banque centrale achète des Ecus sur le marché, ceux-ci, bien que faisant partie des réserves officielles, restent des Ecus privés.

CHAPITRE I

DEVELOPPEMENT EFFECTIF DE L'ECU ET EFFETS SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.

1.1 Développement effectif

Depuis 1981, l'Ecu s'est développé rapidement dans l'*activité bancaire internationale*, d'une part, et sur le *marché des euro-obligations*, d'autre part. Dans cette activité et sur ce marché, l'Ecu a attiré les prêteurs et les emprunteurs, en tant qu'unité de compte, par la stabilité relative de son cours de change, et en tant qu'instrument de placement (ou d'endettement) financier, par la stabilité relative de son taux d'intérêt; l'Ecu étant un panier de monnaies, son cours de change en particulier doit fluctuer moins que ceux des monnaies du S.M.E. entre elles ou vis-à-vis du dollar.

Par contre, l'Ecu ne s'est jusqu'à présent guère développé comme moyen de facturation voire de paiement dans le commerce extérieur ⁽¹⁾ et encore moins dans les transactions entre résidents d'un même pays.

1.11 *Activité bancaire internationale* ⁽²⁾

A la fin du mois de septembre 1985, les avoirs en Ecu des banques des treize pays repris au tableau 1 représentaient moins de 3 p.c. du total de leurs avoirs en monnaies étrangères. Mais ces avoirs ont augmenté fortement à partir de la fin de 1981, dans une période de ralentissement de la croissance de l'activité bancaire internationale et de diminution de l'importance relative des monnaies européennes (mark allemand et franc suisse).

L'impulsion de l'activité bancaire en Ecu est venue surtout des entreprises italiennes. A la fin de septembre 1985, celles-ci absorbaient 5,7 des 13,5 milliards (d'Ecus) de prêts en Ecu accordés par les banques à des utilisateurs finals, soit plus de 40 p.c. du total ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Il n'y a guère qu'en Italie que la part du commerce extérieur facturée en Ecu est devenue significative. Les modifications récentes des réglementations de change française et italienne, en faveur de l'Ecu (autorisation de couvrir à terme des paiements d'importations en Ecu en France, autorisation de détenir des avoirs en Ecu en vue de paiements d'importations d'énergie en Italie), pourraient toutefois développer l'usage de l'Ecu dans le commerce extérieur de ces pays.

⁽²⁾ Le marché de l'Ecu est formé de cinq centres principaux : l'U.E.B.L., la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Le tableau 1 donne, pour les banques de chacun de ces centres, le total de leurs avoirs et de leurs engagements en Ecu, exprimés en milliards d'Ecus, à la fin du mois de septembre 1985. Dans le total, on a distingué les avoirs et les engagements qui sont vis-à-vis de non-résidents, de ceux qui sont vis-à-vis de résidents; en outre, on a distingué dans les non-résidents et dans les résidents, ceux qui sont des banques, de ceux qui sont des non-banques.

⁽³⁾ Les entreprises italiennes absorbent, en effet, en plus du total des prêts des banques italiennes à leurs résidents (3,2 milliards), un tiers environ du total de la colonne (3) du tableau 1, c'est-à-dire des prêts accordés par les autres banques à des non-résidents non bancaires.

Tableau 1

TAILLE ET STRUCTURE DU MARCHÉ DES OPERATIONS BANCAIRES EN ECU

(encours à la fin de septembre 1985, en milliards d'Ecus)

	Avoirs					Engagements				
	Total	dont vis-à-vis de :				Total	dont vis-à-vis de :			
		Non-résidents		Résidents			Non-résidents		Résidents	
		Banques	Non-banques	Banques	Non-banques		Banques	Non-banques	Banques	Non-banques
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
<i>Banques de :</i>										
Belgique	9,7	6,5	1,4	1,7	0,1	7,2	4,2	0,9	1,7	0,4
Luxembourg	7,1	3,2	1,7	2,0	0,2	6,8	2,6	1,4	2,0	0,8
République Fédérale d'Allemagne	1,1	0,2	0,9	...	...	1,0	0,9	0,1	...	...
France	14,4	6,9	1,4	4,5	1,6	12,8	7,7	0,4	4,5	0,2
Italie	6,7	2,8	...	0,7	3,2	7,9	6,9	0,2	0,8	...
Pays-Bas	4,1	3,3	0,3	0,3	0,2	3,6	1,0	0,4	0,4	1,8
Royaume-Uni	11,5	7,3	1,4	2,4	0,4	10,5	7,7	0,2	2,4	0,2
Danemark et Irlande	0,7	0,5	...	0,1	0,1	0,6	0,4	...	...	0,2
Autres ¹	1,1	0,4	0,1	0,1	0,5	0,9	0,8	0,1	...	...
Total	56,4	31,1	7,2	11,8	6,3	51,3	32,2	3,7	11,8	3,6

Source : B.R.I., Statistiques trimestrielles de l'évolution bancaire internationale.

¹ Autriche, Japon, Espagne et Suède.

Tableau 2

PART RELATIVE DE DIVERSES MONNAIES DANS LES EMISSIONS D'EURO-OBLIGATIONS

(pourcentages du total des émissions)

	1981	1982	1983	1984	1985
Dollar des E.U.	82,3	83,9	78,3	80,0	71,2
Mark allemand	4,5	6,5	8,1	5,3	7,0
Dollar canadien	2,2	2,4	2,1	2,6	2,1
Livre sterling	1,7	1,7	4,3	4,9	4,3
Yen	1,3	1,2	0,5	1,5	4,8
Ecu	0,5	1,6	4,4	3,6	5,2

Source : O.C.D.E., Statistiques financières mensuelles.

Le recours des entreprises italiennes à des emprunts en Ecu s'explique notamment par le niveau plus bas du taux d'intérêt de ces emprunts par rapport au taux des emprunts en lire. En outre, la réglementation du change imposait aux exportateurs qui octroient des délais de paiement à l'étranger, de contracter des emprunts en devises auprès de banques résidentes, à concurrence d'un certain pourcentage du montant des créances commerciales nées de l'octroi des délais; quant aux paiements anticipés d'importations, ils devaient être financés par des emprunts en devises, à concurrence de 100 p.c. Pour les entreprises italiennes, des crédits en Ecu sont apparus comme un moyen de financement moins coûteux que des crédits en dollar.

Parallèlement à l'obligation précitée de contracter des emprunts en devises, la réglementation du change empêchait en pratique les résidents italiens de détenir des avoirs en devises. Pour financer ces emprunts, et notamment ceux en Ecu, les banques italiennes ont donc dû emprunter des devises à l'étranger; de leur côté, les entreprises ont dû céder les devises sur le marché des changes ou les utiliser à des paiements d'importations. Les emprunts en devises des entreprises italiennes, et notamment ceux en Ecu, ont ainsi permis de couvrir les sorties de capitaux au titre des créances commerciales sur l'étranger.

En France aussi, mais dans une moindre mesure, les entreprises (en fait, quelques grandes entreprises publiques) ont développé leur endettement en Ecu auprès des banques résidentes, suscité comme en Italie par le niveau relatif élevé des taux d'intérêt intérieurs. En France, la réglementation du change empêchait aussi les résidents de détenir des avoirs en devises auprès des banques; celles-ci ont dû par conséquent financer leurs avoirs en Ecu par des emprunts à l'étranger et ces emprunts ont contribué, comme en Italie, au financement du déficit courant extérieur. Toutefois, les banques françaises ont augmenté aussi leurs avoirs en Ecu sur l'étranger, auprès des banques italiennes surtout, pour le financement des prêts intérieurs de celles-ci.

Tandis que les prêts finals sont donc octroyés principalement par des banques italiennes et françaises, la base de dépôts est concentrée auprès des banques de l'U.E.B.L. : celles-ci collectent 3,5 des 7,3 milliards de dépôts de non-banques, soit près de la moitié du total. Ce montant de 3,5 milliards comprend, pour 2,3 milliards, des dépôts de non-résidents de l'U.E.B.L., principalement allemands et hollandais⁽¹⁾. Quant aux dépôts des résidents de l'U.E.B.L., ils atteignent 1,2 milliard, soit un sixième de la base de dépôts⁽²⁾. Par contre, les résidents de l'U.E.B.L. n'ont guère exprimé jusqu'à présent le désir de s'endetter en Ecu; leurs endettements en Ecu ne s'élevaient, en effet, qu'à 0,3 milliard d'Ecu à la fin de septembre 1985.

Entre les prêts finals en Ecu, soit 13,5 milliards [total des colonnes (3) et (5)], et les dépôts, soit 7,3 milliards [total des colonnes (8) et (10)], il existe un

⁽¹⁾ Si on ajoute aux dépôts que les résidents hollandais détiennent auprès des banques de l'U.E.B.L. (0,5 milliard), ceux qu'ils détiennent auprès des banques hollandaises (1,8 milliard), on constate que les résidents hollandais détiennent près d'un tiers de la base de dépôts en Ecu.

⁽²⁾ A la fin de 1984, cette part était de un quart.

écart important, de 6,2 milliards. Cet écart implique que, n'ayant pu s'appuyer sur une base de dépôts suffisante, les banques ont, en faisant la plupart de leurs prêts finals en Ecu, créé des Ecus, qu'elles ont financés soit en empruntant les diverses monnaies, qui composent l'Ecu, soit en cédant des avoirs existants en ces diverses monnaies, soit encore en couvrant le risque de change sur les marchés à terme lorsqu'elles ont financé, en monnaie nationale, le prêt final en Ecu. En pratique, ce sont les banques françaises et celles de l'U.E.B.L., les plus actives sur le marché interbancaire en Ecu, qui ont assuré cette création d'Ecus ⁽¹⁾.

1.12 *Marché des euro-obligations*

A la fin de septembre 1985, la part de l'encours des euro-obligations libellées en Ecu demeure modeste (environ 3 p.c.) dans l'encours total des euro-obligations. Mais, ainsi qu'il ressort du tableau 2, la croissance des émissions en Ecu a été forte entre 1981 et 1983 ; les émissions d'euro-obligations en Ecu, qui représentaient 0,5 p.c. du total des émissions d'euro-obligations en 1981, ont atteint 4,4 p.c. de ce total en 1983 ; après un repli en 1984, la part de l'Ecu a progressé à nouveau en 1985 pour atteindre 5,2 p.c. du total des émissions.

Les placeurs de l'U.E.B.L. ont pris une part prépondérante dans ce développement ⁽²⁾. Pour ceux qui ont une aversion pour le risque, l'Ecu limite les gains ou pertes en capital découlant des fluctuations des cours de change et l'obligation en Ecu offre un rendement d'intérêt relativement élevé, notamment par rapport au franc belge compte tenu de la possibilité d'éviter le précompte mobilier. Une diversification des placeurs est toutefois apparue au cours de la période récente ; elle a découlé notamment de l'apparition de placeurs français, grâce à la non-application du régime de la devise-titre aux émissions en Ecu d'institutions européennes, ainsi que de l'intérêt de placeurs institutionnels non européens (américains et asiatiques) pour l'Ecu ; l'Ecu apparaît à ceux-ci comme un moyen de sortir du dollar, par aversion pour le risque ou par souci de diversification, sans avoir à accepter le rendement d'intérêt relativement faible des obligations en mark allemand ou en franc suisse.

L'intérêt des prêteurs pour l'Ecu a permis aux emprunteurs de satisfaire leurs besoins de fonds plus aisément par des emprunts en Ecu. De plus, pour

⁽¹⁾ La position nette en Ecu des banques vis-à-vis des « non-banques » qui résulte des données du tableau 1 (6,2 milliards) devrait être corrigée pour tenir compte des Ecus privés détenus par les banques centrales sous forme de dépôts bancaires. En effet, d'après la B.R.I., ces dépôts seraient comptabilisés dans les engagements vis-à-vis de banques, alors qu'ils devraient l'être dans les engagements vis-à-vis de « non-banques » ; en effet, les banques centrales ne couvrent pas leur position en Ecu ; leurs dépôts en Ecu devraient donc réduire la position nette en Ecu du secteur bancaire vis-à-vis des « non-banques ». Toutefois, l'élimination des dépôts en Ecu des banques centrales des engagements des banques vis-à-vis de banques et leur addition aux engagements vis-à-vis de « non-banques » ne peut pas être effectuée à l'heure actuelle car on ne connaît pas la partie des Ecus privés détenus par les banques centrales qui est constituée sous la forme de dépôts bancaires.

⁽²⁾ En 1983 et 1984, près de 40 p.c. du total des euro-émissions en Ecu ont été souscrites par des résidents de l'U.E.B.L.

les emprunteurs aussi, l'Ecu est une unité de compte attractive dans un contexte où les cours de change peuvent fluctuer amplement. Enfin, les autorités ont favorisé les emprunts en Ecu ; une part notable des émissions d'obligations libellées en Ecu a été le fait d'institutions ou d'organes des Communautés européennes et d'organismes publics des Etats membres.

De nombreux Etats et des organismes internationaux ont émis des emprunts en Ecu sur le marché euro-obligataire. Sur le marché intérieur, au contraire, seuls les Etats italien et danois ont émis des obligations en Ecu. On notera que les obligations de l'Etat italien ont été payables en liras et peuvent être revendues, contre Ecus, à des non-résidents. Toutefois, dans le cas d'une telle revente, les résidents ne peuvent conserver les Ecus en raison de la réglementation du change ⁽¹⁾.

Les obligations émises par l'Etat danois, quant à elles, ont été accessibles à la fois aux résidents et aux non-résidents et payables en couronnes danoises. D'après la banque centrale du Danemark, l'intérêt des placeurs danois pour ces obligations a été très faible.

1.2 Effets sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.

La section 1.2 essaie d'apporter une réponse à la question suivante : le développement de l'Ecu a-t-il entraîné une augmentation de la demande nette de devises franc belge sur le marché des changes et occasionné, par là, des sorties nettes de capitaux hors de l'U.E.B.L. ?

1.21 *Activité bancaire internationale en Ecu*

Les dépôts en Ecu que les résidents non bancaires détiennent auprès des banques ne doivent pas être nécessairement affectés par les banques à des prêts en Ecu ; ils peuvent aussi être « éclatés » par les banques, c'est-à-dire être affectés à des prêts dans les diverses monnaies du panier. De même, les prêts en Ecu qui sont accordés par les banques ne doivent pas nécessairement être couverts par des dépôts en Ecu ; ils peuvent aussi être couverts par des emprunts des banques dans les différentes monnaies du panier. A l'heure actuelle d'ailleurs, pour l'ensemble du monde, les crédits en Ecu accordés par les banques à des agents non bancaires dépassent nettement, comme on l'a vu au point 1.11 ci-avant, les dépôts que ceux-ci détiennent auprès des banques.

(1) Pour le Trésor italien, des obligations à long terme en Ecu permettaient d'allonger la durée moyenne de sa dette, et de limiter la croissance de ses charges financières. Pour l'épargnant italien, des obligations en Ecu constituaient un moyen de diversification — la réglementation du change l'empêchant en pratique de détenir des avoirs en d'autres devises — et offraient une double protection contre l'inflation : un taux d'intérêt fixe, si le taux d'inflation baissait et une garantie de change si le taux d'inflation dépassait celui des autres pays du S.M.E. ; ces avantages devaient compenser l'écart négatif entre le taux de rendement des obligations en Ecu et celui des obligations en monnaie nationale.

C'est pourquoi, pour établir les effets de l'activité bancaire internationale en Ecu sur la balance des opérations en capital de l'U.E.B.L., on analysera d'abord l'effet d'un dépôt en Ecu, si ce dépôt n'est pas affecté par la banque à un prêt en Ecu, et l'effet d'un prêt en Ecu, si ce prêt n'est pas couvert par un dépôt en Ecu.

1.211 *Effet d'un dépôt en Ecu*

Si la banque n'affecte pas le dépôt en Ecu à un prêt en Ecu, elle formera, en contrepartie du dépôt, des avoirs dans les diverses monnaies qui composent l'Ecu; elle augmentera donc ses actifs en franc belge, à raison de 8,6 p.c. — la part du franc belge dans l'Ecu — du montant du dépôt, et ceux en devises, à raison de 91,4 p.c. — la part des devises dans l'Ecu ⁽¹⁾.

Dès lors, lorsqu'un *résident* constitue un dépôt en Ecu et si ce dépôt est préféré à un dépôt en franc belge, il en résulte une augmentation de la demande de devises contre franc belge correspondant à 91,4 p.c. du montant du dépôt et, par conséquent, une sortie équivalente de capitaux hors de l'U.E.B.L. ⁽²⁾. Au contraire, si le dépôt en Ecu formé par le résident est préféré à un dépôt en une devise autre que l'Ecu, il ramène à 91,4 p.c. du montant du dépôt la demande de devises qui, sinon, aurait correspondu à la totalité (100 p.c.) du dépôt: dans cette hypothèse, la sortie nette de capitaux est donc de 8,6 p.c. inférieure à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Ecu.

L'effet du dépôt en Ecu d'un *non-résident* dépend aussi du point de savoir si le dépôt en Ecu prend la place d'un dépôt en franc belge ou d'un dépôt dans une devise autre que l'Ecu.

Lorsqu'un non-résident se constitue un dépôt en franc belge, il doit acquérir les francs belges en vendant des devises sur le marché des changes ou, ce qui revient au même, il doit conserver un avoir en franc belge provenant, par exemple, d'une recette d'exportation en franc belge, au lieu de transformer cet avoir en devises. Dès lors, lorsqu'un non-résident forme un dépôt en Ecu, plutôt qu'un dépôt en franc belge, il réduit à 8,6 p.c. du montant du dépôt, l'augmentation de l'offre de devises contre franc belge sur le marché des changes qui, sinon, aurait correspondu à la totalité du dépôt; le dépôt en Ecu ramène dans ce cas l'entrée de capitaux à 8,6 p.c. du montant qu'elle aurait atteint en l'absence de l'Ecu. Par contre, lorsqu'un non-résident forme un dépôt en Ecu à la place d'un dépôt en une devise autre que l'Ecu, il occasionne une augmentation de l'offre de devises contre franc belge qui, sinon, ne se serait pas produite et dont le montant correspond à 8,6 p.c. du montant du dépôt.

⁽¹⁾ Ces pourcentages sont ceux qui étaient en vigueur avant le réaligement des cours-pivots des monnaies du S.M.E., intervenu le 6 avril 1986. Depuis le 7 avril 1986, la part du franc belge et luxembourgeois dans l'Ecu est de 8,8 p.c.

⁽²⁾ Toutes autres choses étant égales, les actifs en devises acquis par la banque sont des actifs sur l'étranger, et on doit considérer que l'étranger conservera les devises et ne les convertira pas à nouveau en francs belges.

Il est très difficile de dire, fût-ce au conditionnel, si les dépôts en Ecu détenus par les résidents ont été préférés à des dépôts en franc belge ou à des dépôts dans d'autres devises; on ne peut donc dire si ces dépôts ont provoqué des sorties de capitaux (à raison de 91,4 p.c. de leur montant) qui sinon ne se seraient pas produites ou s'ils ont, au contraire, diminué de 8,6 p.c. les sorties qui se seraient produites en l'absence de l'Ecu. Il faut cependant admettre que l'Ecu a élargi le choix de l'épargnant en lui offrant des possibilités nouvelles de placement et il serait logique de penser que ce « produit nouveau » a pris la place à la fois de placements en franc belge et de placements en devises. Quant aux dépôts formés en Ecu par les non-résidents, on peut admettre qu'ils ont sans doute été préférés à des dépôts en d'autres monnaies que le franc belge et ont, par conséquent, amené des entrées de capitaux qui ne se seraient pas produites en l'absence de l'Ecu.

1.212 *Effet d'un prêt en Ecu*

Si la banque ne couvre pas le prêt en Ecu qu'elle accorde par un dépôt en Ecu, elle le couvrira par des endettements dans les diverses monnaies qui composent l'Ecu; la banque aura donc des engagements en devises et en franc belge, respectivement à raison de 91,4 et 8,6 p.c. du montant du prêt.

Lorsque le prêt en Ecu est accordé à un *résident*, celui-ci obtient donc des devises à raison de 91,4 p.c. du montant de son emprunt. Or, le résident qui emprunte des devises cède normalement ces devises sur le marché des changes pour rentrer dans sa propre monnaie, le franc, ou il les utilise pour effectuer des paiements à l'étranger. Par conséquent, le prêt en Ecu à un résident entraîne une augmentation de l'offre ou une diminution de la demande de devises contre franc belge correspondant à 91,4 p.c. — la part des monnaies autres que le franc belge dans l'Ecu — du montant du prêt. A raison de 91,4 p.c. de son montant, le prêt en Ecu à un résident donne donc lieu à une entrée de capitaux.

Si le prêt en Ecu est accordé à un *non-résident*, celui-ci obtient, comme le résident, des devises et du franc belge respectivement à raison de 91,4 et 8,6 p.c. du montant du prêt. Or, on doit considérer — comme on a considéré que le résident qui s'endette en devises convertira celles-ci en franc belge ou les utilisera à des paiements à l'étranger — que le non-résident qui s'endette en franc belge, ne conservera pas les francs belges empruntés, mais les convertira en devises ou les utilisera à des paiements en franc belge. Le prêt en Ecu à un non-résident occasionnera donc une augmentation de la demande de devises contre franc belge qui est égale à 8,6 p.c. de son montant, ou, ce qui revient au même, dispensera, pour le même montant, le non-résident de céder des devises pour effectuer des paiements en francs belges. A raison de 8,6 p.c. — la part du franc belge dans l'Ecu — de son montant, le prêt en Ecu à un non-résident cause donc une sortie de capitaux ⁽¹⁾.

(¹) Toutefois, lorsque les Ecus empruntés par les non-résidents sont vendus sur les marchés des changes et rachetés par des banques centrales étrangères, les emprunts en Ecu des non-résidents ne causent pas de vente nette de francs belges contre devises, ni par conséquent, de sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L.

Deux dispositions de la réglementation du change de l'I.B.L.C., dont l'objet est de concilier le fonctionnement du double marché des changes avec l'unicité de l'Ecu, en dépit de la présence d'une composante franc belge dans le panier, peuvent influencer la mesure dans laquelle les prêts en Ecu à des non-résidents occasionnent des sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L.

La première disposition a pour effet, tout au moins en première analyse, de limiter la sortie de capitaux lorsque le prêt en Ecu est accordé par une *banque étrangère*. Pour couvrir la part franc belge de son prêt, la banque étrangère doit emprunter du franc convertible ⁽¹⁾. Or, la réglementation de l'I.B.L.C. interdit aux banques de l'U.E.B.L. de consentir des avances en franc convertible à des non-résidents. Les banques étrangères peuvent éventuellement liquider des avoirs en franc convertible, si elles en détiennent, mais au delà, elles ne peuvent se procurer, auprès des banques de l'U.E.B.L., les francs nécessaires au financement de leurs prêts en Ecu. En revanche, elles peuvent obtenir du franc convertible en concluant des « swaps » avec des banques de l'U.E.B.L., c'est-à-dire en vendant à celles-ci des devises contre franc belge, au comptant, et en rachetant les devises, à terme. Toutefois, en concluant des « swaps » avec les banques étrangères, les banques de l'U.E.B.L. augmentent leurs avoirs en devises au comptant sur le marché réglementé; or, on sait que la réglementation de l'I.B.L.C. impose par ailleurs aux banques de l'U.E.B.L. un plafond à leur position de change à la hausse au comptant sur le marché réglementé. Dès lors, deux situations peuvent se présenter.

- (a) Ou bien les banques de l'U.E.B.L. ne risquent pas d'atteindre les plafonds en question et peuvent prêter du franc convertible aux banques étrangères par des opérations de swap, en achetant des devises au comptant. Dans ce cas, et aussi longtemps que les plafonds ne sont pas atteints, la réglementation de l'I.B.L.C. n'empêche pas que les banques de l'U.E.B.L. mettent des francs convertibles à la disposition des banques étrangères; elle n'empêche donc pas la sortie de capitaux découlant de la vente de ces francs contre devises, après qu'ils ont été mis à la disposition d'emprunteurs non-résidents en Ecu.
- (b) Ou bien les banques de l'U.E.B.L. cessent de conclure des swaps avec les banques étrangères afin de ne pas dépasser les plafonds en question ou de maintenir une marge disponible sur ceux-ci. Dans ce cas, les banques étrangères ne peuvent plus couvrir la part franc belge de leurs prêts en Ecu qu'en vendant du franc à terme; en contrepartie, d'autres non-résidents devront acquérir du franc à terme. Dans l'hypothèse où la demande totale de franc belge par les non-résidents, comptant et terme réunis, est une donnée exogène, cette acquisition de franc belge à terme aura pour contrepartie une vente de franc belge au comptant par des non-résidents; les prêts en Ecu des banques étrangères se solderaient alors par une sortie de

(1) Si, pour le non-résident, le cours de change du franc belge dans l'unité monétaire de son pays a deux valeurs, l'une calculée sur le marché réglementé et l'autre sur le marché libre, par contre, le cours de change de l'Ecu a, pour le non-résident, une valeur unique qui est calculée sur la base du cours du franc belge sur le marché réglementé.

capitaux, pour l'U.E.B.L., comme c'est le cas lorsqu'ils sont financés par des opérations de swap. Toutefois, il est probable qu'une telle substitution par des non-résidents d'avoirs à terme à des avoirs au comptant ne se fera pas sans que les non-résidents y soient incités par une dépréciation du cours de change du franc belge à terme. Or, cette dépréciation elle-même peut entraîner une augmentation de la demande totale de franc belge par les non-résidents. Dans ce cas, l'acquisition de franc belge à terme par des non-résidents ne serait pas entièrement compensée par une réduction de leurs avoirs en franc au comptant et, donc, les prêts en Ecu des banques étrangères se solderaient par une sortie de capitaux hors de l'U.E.B.L. qui serait inférieure à 8,6 p.c. de ces prêts.

En conclusion, dans le cas où les banques étrangères couvrent leurs prêts en Ecu en vendant du franc belge à terme, l'effet de ces prêts sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. dépend du point de savoir dans quelle mesure une modification donnée du cours de change du franc belge à terme incite les non-résidents à remplacer des avoirs au comptant par des avoirs à terme sans modifier la quantité totale de franc belge qu'ils désirent détenir et dans quelle mesure elle les incite, au contraire, à augmenter cette quantité totale; s'il n'y avait que la première incitation, les prêts en Ecu des banques étrangères à des non-résidents causeraient des sorties de capitaux à raison de la part du franc belge dans l'Ecu; au contraire, s'il n'y avait que la seconde incitation, ces prêts seraient neutres pour la balance des paiements. La réalité se situe sans doute entre ces deux extrêmes.

La seconde disposition a pour effet, tout au moins en première analyse, de compenser la sortie de capitaux occasionnée par le prêt en Ecu au non-résident lorsque celui-ci est accordé par une *banque de l'U.E.B.L.* La réglementation de l'I.B.L.C. stipule, en effet, que les banques de l'U.E.B.L. doivent compter la part du franc belge dans l'Ecu pour le calcul de leur position de change à la hausse au comptant sur le marché réglementé, lorsqu'elles accordent un prêt en Ecu; en d'autres termes, lorsqu'une banque de l'U.E.B.L. accorde un prêt en Ecu de 100, ladite position au comptant sur le marché réglementé est censée augmenter de 100 et non de 91,4, au regard de la réglementation de l'I.B.L.C.; par conséquent, pour équilibrer sa position au regard de la réglementation, la banque qui accorde un prêt de 100 en Ecu devra emprunter des devises à raison de 100 et non de 91,4. La réglementation de l'I.B.L.C. provoquerait ainsi une augmentation de l'offre de devises contre franc belge à concurrence de la part de celui-ci dans l'Ecu (8,6 p.c.). Cette offre compenserait la vente de la part franc belge de l'Ecu par le non-résident bénéficiaire d'un prêt en Ecu. Au total, le prêt en Ecu au non-résident serait neutre pour le marché des changes.

Toutefois, en procédant de la façon décrite ci-avant, les banques qui accordent un prêt en Ecu augmentent en réalité leurs engagements en devises davantage que leurs avoirs en devises au comptant ⁽¹⁾. En finançant un prêt en Ecu de

(¹) En pratique, il ressortirait d'une enquête effectuée par la Banque que les banques recourent, effectivement, le plus fréquemment à des emprunts en devises pour financer la part franc belge de leurs prêts en Ecu, même lorsqu'elles ont une position de change à la baisse suffisante.

100 par des emprunts en devises de 100, la banque augmente, dans la réalité, ses engagements nets en devises au comptant de 8,6. Pour se couvrir, les banques vont donc devoir acheter des devises contre franc belge, à terme, pour un montant équivalent à la part franc belge de leurs prêts en Ecu. En contrepartie, quelqu'un, supposons un non-résident, doit acquérir du franc belge à terme. Dans l'hypothèse où la demande de franc belge, comptant et terme réunis, qui émane des non-résidents est une donnée exogène, le non-résident qui acquiert du franc belge à terme réduira, par exemple, ses avoirs en franc belge au comptant en contrepartie, occasionnant ainsi une sortie de capitaux hors de l'U.E.B.L. Dans cette hypothèse donc, en considérant l'Ecu comme une devise à part entière pour le calcul de la position de change à la hausse au comptant des banques, la réglementation de l'I.B.L.C. produirait deux effets qui s'annulent : d'une part, elle provoquerait une entrée de capitaux en obligeant les banques à emprunter des devises à raison de la part franc belge de l'Ecu et à céder ces devises sur le marché des changes, mais, d'autre part, elle conduirait à une sortie de capitaux par suite des opérations de couverture auxquelles elle oblige les banques.

Toutefois, comme dans le cas de vente de franc belge à terme par la banque étrangère qui accorde un prêt en Ecu (voir page 11 ci-avant), il est probable que les non-résidents ne substitueront des avoirs en franc à terme à des avoirs en franc au comptant que s'ils y sont incités par une dépréciation du cours de change du franc belge à terme. Dès lors, l'incidence finale des opérations de couverture des banques susmentionnées, dépendra en définitive du point de savoir dans quelle mesure une dépréciation donnée du cours de change à terme du franc belge incite les non-résidents à remplacer des avoirs au comptant par des avoirs à terme sans changer la quantité totale de franc belge qu'ils désirent détenir et dans quelle mesure elle les incite au contraire à augmenter leur demande totale — comptant et terme réunis — de franc belge. S'il n'y avait que la première incitation, les prêts en Ecu des banques de l'U.E.B.L. occasionneraient une sortie de capitaux hors de l'U.E.B.L. à raison de la part du franc belge dans l'Ecu, tandis que dans le cas inverse, ils seraient neutres pour la balance des paiements, la réalité se situant entre ces deux extrêmes.

1.213 *Effets de l'activité bancaire internationale dans son ensemble sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.*

On peut résumer les points 1.211 et 1.212 qui précèdent, comme suit :

- a). Un *dépôt* en Ecu de 100 formé par un résident cause une sortie de capitaux égale à 91,4 (l'Ecu étant constitué de devises à raison de 91,4 p.c.) lorsqu'il est préféré à un dépôt en franc belge ; il ramène au contraire à 91,4 une sortie de capitaux qui, en l'absence de l'Ecu, aurait été de 100 lorsqu'il est préféré à un dépôt en une autre devise.

Un *dépôt* en Ecu de 100 formé par un non-résident cause, quant à lui, une entrée de 8,6 (l'Ecu étant constitué de franc belge à raison de 8,6 p.c.) lorsqu'il est préféré à un dépôt en une monnaie autre que le franc — ce qui est le cas, sans doute, le plus souvent.

- b) Un prêt en Ecu de 100 occasionne une entrée de capitaux égale à 91,4 lorsqu'il est accordé à des résidents de l'U.E.B.L. ; quant au prêt en Ecu accordé à des non-résidents, son effet sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. — pouvant aller d'une sortie de capitaux à raison de la part franc belge de l'Ecu jusqu'à la neutralité — dépend de la manière dont les banques couvrent la part franc belge du prêt et de la réaction des non-résidents à une dépréciation donnée du cours de change du franc belge à terme lorsque le mode de couverture utilisé s'accompagne d'une telle dépréciation.

En faisant certaines hypothèses, on peut essayer de chiffrer l'ampleur des sorties nettes de capitaux hors de l'U.E.B.L. qu'aurait occasionnées l'activité bancaire internationale en Ecu, entre la fin de 1981 et la fin du mois de septembre 1985.

Durant cette période, les *résidents* non bancaires de l'U.E.B.L. ont augmenté les dépôts en Ecu de 54 milliards de francs et leurs endettements en Ecu, de 13 milliards. Si on fait l'hypothèse que du côté tant des dépôts que des endettements, les résidents de l'U.E.B.L. ont préféré l'Ecu au franc belge, les dépôts auraient entraîné des sorties de capitaux de $54 \text{ milliards} \times 0,914 = 49 \text{ milliards}$, et les endettements, des entrées de $13 \text{ milliards} \times 0,914 = 12 \text{ milliards}$. Au total, les opérations en Ecu des résidents non bancaires de l'U.E.B.L. auraient donc occasionné une sortie nette de capitaux de 37 milliards.

Durant la même période, les *non-résidents* (non bancaires) de l'U.E.B.L. ont augmenté leurs dépôts en Ecu de 274 milliards ⁽¹⁾ et leurs endettements en Ecu de 592 milliards. Si on fait l'hypothèse que tant du côté des dépôts que des endettements, les non-résidents ont préféré l'Ecu à une monnaie autre que le franc belge et si on suppose aussi que les prêts en Ecu aux non-résidents ont occasionné des sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L. à raison de la part du franc belge dans l'Ecu, on aboutit aux résultats suivants : les dépôts en Ecu des non-résidents auraient alors provoqué des entrées de capitaux en U.E.B.L. de $274 \text{ milliards} \times 0,086 = 24 \text{ milliards}$ et les endettements en Ecu des non-résidents, des sorties de $592 \text{ milliards} \times 0,086 = 51 \text{ milliards}$. Au total, les opérations en Ecu des non-résidents auraient entraîné des sorties nettes de capitaux de 27 milliards.

L'ensemble de l'activité bancaire internationale en Ecu (résidents et non-résidents de l'U.E.B.L. réunis) aurait donc entraîné des sorties nettes de capitaux hors de l'U.E.B.L. pour un montant de 64 milliards, entre la fin de 1981 et la fin du mois de septembre 1985. Ce montant doit évidemment être considéré comme un maximum en raison du caractère « maximaliste » des hypothèses sur lesquelles son calcul repose ; en effet, on a supposé, d'une part, que les résidents ont préféré l'Ecu au franc belge dans tous les cas et, d'autre part, que les prêts en Ecu aux non-résidents ont provoqué, dans tous les cas aussi, des sorties de capitaux à raison de la part du franc belge dans l'Ecu.

⁽¹⁾ A ce chiffre, il conviendrait d'ajouter les dépôts en Ecu des banques centrales qui ne sont pas compris, mais dont le montant n'est toutefois pas connu [cf. note (1), p. 7].

1.22 *Marché des euro-obligations*

Sur le marché des euro-obligations en Ecu, les achats des résidents ⁽¹⁾ sont neutres du point de vue des sorties de capitaux s'ils se substituent à des placements en d'autres devises : s'il est vrai que, dans ce cas, le résident limite sa demande de devises à 91,4 p.c. du montant de l'obligation, les 8,6 p.c. restants, qui représentent la part franc belge, sont nécessairement mis à la disposition d'emprunteurs non-résidents qui, selon l'hypothèse générale que nous avons faite, ne conservent pas les francs.

Dans la même hypothèse générale, les achats d'euro-obligations en Ecu par les résidents occasionnent, par contre, des sorties de capitaux pour la totalité du montant des achats, si les obligations en Ecu sont préférées à des actifs financiers en francs belges.

Enfin, les achats des non-résidents sur le marché des euro-obligations sont neutres pour la balance des opérations en capital de l'U.E.B.L., toujours dans la même hypothèse générale.

1.3 **Conclusion du chapitre I**

Le développement de l'Ecu a sans doute favorisé des sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L. D'une part, en effet, les résidents de l'U.E.B.L. détiennent, on l'a dit, davantage d'actifs en Ecu — dépôts et obligations — qu'ils n'ont contracté d'endettements en Ecu et l'Ecu a, au moins dans une certaine mesure, pris la place du franc belge. D'autre part, le développement de l'activité bancaire internationale en Ecu a permis à des emprunteurs étrangers, en particulier les entreprises italiennes, de recourir plus facilement, à travers l'Ecu, à des emprunts en franc belge et, sans doute, la vente des ressources en francs belges ainsi empruntées par des non-résidents n'a-t-elle pu être entièrement compensée par une augmentation *ceteris paribus* de la préférence des non-résidents pour le franc belge.

Dans le premier cas, celui des placements de résidents en Ecu, des considérations de rendement net ont certainement contribué à leur succès, du moins à celui des euro-obligations en Ecu. Ces achats peuvent donc, dans une certaine mesure, être découragés par une politique de taux d'intérêt appropriée sur les placements correspondants en franc belge. Il n'en va pas de même dans le second cas, c'est-à-dire celui des sorties de capitaux liées au contenu en franc belge des emprunts en Ecu effectués par des étrangers. Dans le contexte institutionnel et réglementaire actuel, il n'existe pas de moyen de prévenir de telles sorties.

⁽¹⁾ Entre la fin de 1981 et la fin de septembre 1985, ces achats ont atteint 171 milliards, ce qui représente la moitié du total des achats de valeurs mobilières étrangères par les résidents.

CHAPITRE II

UTILISATION DE L'ECU DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

L'Ecu n'est que peu utilisé à l'heure actuelle dans les contrats et les paiements relatifs au commerce extérieur de l'U.E.B.L. et, selon des renseignements obtenus auprès de firmes, son développement dans un avenir prévisible semble devoir être modeste.

Un usage plus intensif de l'Ecu dans le commerce extérieur n'aurait d'ailleurs pas d'influence notable sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. Sans doute, l'existence de contrats en Ecu rendrait-elle inutiles certaines opérations de couverture qui ont lieu actuellement; ainsi dans les contrats d'exportation par exemple, le remplacement d'une monnaie étrangère plus faible par l'Ecu pourrait-il conduire l'exportateur belge à ne plus vendre à terme ses recettes d'exportation pour se couvrir contre le risque de change; ou encore, le remplacement du franc belge par l'Ecu dans un contrat d'exportation pourrait-il conduire l'importateur étranger à ne plus se couvrir en achetant à terme des francs belges, s'il considère que l'Ecu est une monnaie plus faible que le franc belge. Toutefois, la disparition de telles opérations de couverture n'aboutirait tout au plus — en supprimant les mouvements bancaires de capitaux au comptant liés à ces opérations — qu'à différer quelque peu dans le temps des entrées de devises résultant d'exportations ou des sorties de devises résultant d'importations.

Une plus grande utilisation de l'Ecu dans le commerce extérieur pourrait influencer aussi, en plus des opérations de couverture, l'encours des avoirs que les résidents et les non-résidents détiennent en comptes réglementés et en comptes convertibles, en tant qu'encaisses de transaction. Une utilisation plus grande de l'Ecu, à la place du franc belge, dans les contrats d'exportation de l'U.E.B.L. devrait ainsi normalement faire diminuer la demande de francs convertibles de la part des non-résidents. En revanche, une plus grande utilisation de l'Ecu, à la place de monnaies autres que le franc belge, dans les contrats commerciaux des pays autres que l'U.E.B.L., devrait faire augmenter, via l'Ecu, la demande de francs convertibles par des non-résidents.

Si, à l'avenir, l'utilisation de l'Ecu dans les contrats commerciaux avec l'étranger s'étendait, les banques pourraient escompter des effets commerciaux libellés en Ecu, et les financer, si nécessaire, par des emprunts dans les diverses monnaies qui composent l'Ecu. La Banque admettrait toutefois que les banques réescomptent auprès d'elle des effets libellés en Ecu et représentatifs d'exportations payables à court terme ⁽¹⁾; ce réescompte aurait lieu, comme pour les effets libellés en d'autres devises, sous la forme d'une opération d'achat et de vente

⁽¹⁾ La possibilité de réescompte d'effets en Ecu est identique à celle qui existe pour les effets libellés dans les monnaies des pays membres de la C.E.E. autres que la Belgique.

en franc belge à échéance conventionnelle ; lors de l'échéance, l'opération serait dénouée au même cours que celui utilisé lors de la mobilisation ⁽¹⁾.

Un usage important de l'Ecu dans les paiements du commerce extérieur de l'U.E.B.L. provoquerait une offre ou une demande nette importante d'Écus sur le marché des changes. La Banque pourrait, dans ce cas, intervenir par des achats ou ventes d'Écus privés sur le marché.

CHAPITRE III

CONSEQUENCES POUR LA POLITIQUE MONETAIRE D'UN USAGE GENERALISE DE L'ECU EN EUROPE

Le présent chapitre examine les conséquences pour la politique monétaire d'une situation, extrême, où les marchés auraient généralisé l'usage de l'Ecu, en dehors de l'action des autorités officielles.

3.1 Description du cas d'école envisagé

Ce cas d'école est basé sur les *deux hypothèses* extrêmes suivantes :

- a) Dans tous les pays du S.M.E., les unités monétaires nationales continuent d'exister légalement mais, dans la réalité, les marchés financiers et monétaires ont remplacé l'usage de ces unités par celui de l'Ecu. L'Ecu libelle donc l'ensemble des actifs et passifs financiers qui, sinon, auraient été libellés dans les monnaies nationales des pays du S.M.E. Pour qu'une telle évolution puisse se produire, il faudrait toutefois que les obstacles actuels découlant de réglementations nationales (en matière de change notamment) soient levés.

De plus, l'Ecu sert d'unité de compte dans tous les pays du S.M.E. : dans tous ces pays, les prix et les revenus, en particulier, sont exprimés en Ecu.

- b) L'usage d'une monnaie commune sur les marchés ne va pas de pair avec l'intégration politique des Etats. Les pouvoirs publics restent nationaux et conservent l'autonomie de leurs politiques budgétaire, fiscale et de revenus. Dès lors, il n'existe pas à l'intérieur de la « zone S.M.E. », comme c'est le cas à l'intérieur d'un Etat, de « built in stabilizers » tels le budget ou la sécurité sociale qui permettent d'atténuer les déséquilibres régionaux.

⁽¹⁾ En ce qui concerne les effets représentatifs d'exportations payables à moyen et long terme et libellés en Ecu, leur mobilisation auprès du pool de Créditexport et ensuite auprès de l'I.R.G. et de la Banque requerrait que des acceptations bancaires soient émises en franc pour la contre-valeur du montant de l'effet en Ecu. Il en irait de même en ce qui concerne les effets représentatifs d'importations. Par contre, les effets émis à l'occasion d'opérations de commerce entre résidents belges doivent être libellés en franc belge pour être réescomptables auprès de la Banque.

Comme les pouvoirs publics, les banques centrales restent nationales ; chacune d'entre elles conserve donc la disposition des instruments traditionnels de la politique monétaire : le taux d'intérêt et les instruments quantitatifs.

En plus de ces deux hypothèses, on suppose aussi que le contexte monétaire international est inchangé en ce sens que le cours de change de l'Ecu par rapport aux autres monnaies (dollar, yen, ...) flotte « proprement » ⁽¹⁾ ; par conséquent, le solde des opérations courantes et le solde des opérations en capital de la zone S.M.E. avec le reste du monde ne peuvent pas être, par des interventions des banques centrales sur les marchés des changes, à l'origine d'une création ou d'une destruction d'Ecus ; en régime de cours de change flottants, ces soldes s'équilibrent par les mouvements de ces cours.

L'hypothèse b) d'absence d'intégration politique des Etats implique que la balance courante de chaque Etat du S.M.E. continuerait d'être déséquilibrée lorsque le besoin net de financement des secteurs en déficit excède la capacité nette de financement des secteurs en surplus, ce qui pourrait être le cas par exemple lorsque la compétitivité des entreprises de cet Etat s'est détériorée par suite d'une hausse des coûts intérieurs plus rapide que dans les autres Etats ; une telle hausse pourrait découler de causes internes (fiscalité, indexation, ...) ou externes (prix des matières premières importées, ...). En revanche, la monnaie étant commune [hypothèse a)], certains instruments destinés à réduire le déficit courant, en particulier, la dévaluation du taux de change de la monnaie nationale, ne seront plus disponibles. De plus, certains indicateurs actuels de l'existence d'un déséquilibre extérieur (interventions sur les marchés de changes, emprunts en devises du secteur public, indicateur de divergence) auront aussi disparu. En l'absence de ces indicateurs, les autorités nationales pourraient être incitées à mettre en oeuvre, avec plus de retard, les mesures destinées à corriger le déséquilibre.

Par contre, l'usage par les marchés d'une monnaie commune accroîtrait encore la mobilité internationale des capitaux ⁽²⁾ et permettrait de financer, plus aisément encore qu'aujourd'hui, les déficits des uns par l'épargne financière formée par le surplus des autres. Ce financement serait réalisé, à travers les marchés, du moins dans un premier temps ; l'offre nette d'Ecus dans les pays en excédent servirait, directement ou à travers l'activité bancaire internationale en Ecu, à satisfaire la demande nette des pays en déficit. Ce financement par les marchés obéirait sans doute à la « loi des débiteurs », c'est-à-dire qu'il serait accordé par les pays créanciers sans que ceux-ci ne l'aient subordonné à la mise en oeuvre, par les pays débiteurs, de mesures visant à éliminer leurs déficits. Dans un second temps, toutefois, il se pourrait que les créanciers perdent leur confiance dans certain(s) débiteur(s) et que le financement des déficits ne puisse plus se réaliser que sous la « loi des créanciers », c'est-à-dire ne puisse être accordé qu'à la condition que les pays en déficit réduisent celui-ci. Dans ce cas,

⁽¹⁾ On néglige le cas particulier de la livre sterling qui entre dans la composition de l'Ecu, mais qui ne participe pas aux mécanismes de changes du S.M.E.

⁽²⁾ En fait, on présume ici que les autorités des divers pays membres du Système n'auront pas recours au contrôle des changes.

les prêts aux pays en déficit se feraient par l'intermédiaire des institutions officielles, dont les banques centrales, à défaut de pouvoir l'être par l'intermédiaire des marchés de fonds.

Enfin, dans le cas d'école répondant aux hypothèses décrites plus haut, les taux d'intérêt nominaux en vigueur sur les marchés financiers et monétaires des différents Etats du S.M.E. seraient identiques pour une même catégorie d'instruments, une même durée et une même qualité de débiteur, car ces marchés seraient intégrés. Cette identité des taux nominaux s'imposerait dans tous les Etats, quand bien même les situations conjoncturelles et les hausses de prix divergeraient d'un Etat à l'autre. Dès lors, une hausse de prix plus forte dans un Etat que dans les autres aurait pour effet que les *taux réels* seraient plus bas dans cet Etat ; un tel écart pourrait stimuler la demande intérieure dans celui-ci, par rapport aux autres Etats et, par conséquent, augmenter encore l'écart d'inflation.

3.2 Conséquences pour la politique monétaire

3.21 *Politique du taux d'intérêt*

Les conséquences du cas d'école décrit au point 3.1 pour la politique du taux d'intérêt dépendent de l'attitude des banques centrales. Face à la généralisation de l'usage de l'Ecu par les marchés, les banques centrales ont en effet le choix entre deux attitudes. Ou bien, elles conservent l'usage exclusif de leur monnaie nationale ; dans ce cas, les billets et les crédits des banques centrales continuent d'être émis et accordés dans les monnaies nationales. Ou bien, elles décident, à l'instar des marchés, de remplacer leur unité monétaire nationale par l'Ecu dans l'émission de leurs billets et l'octroi de leurs crédits. Toutefois, une telle décision constituerait un engagement politique important de la part des banques centrales.

Ci-après, on examine les conséquences que chacune de ces deux attitudes aurait pour la politique de taux d'intérêt.

a. *Les banques centrales continuent d'émettre des billets et d'accorder des crédits dans leur monnaie nationale*

Une telle attitude des banques centrales aurait deux conséquences importantes pour le marché de l'Ecu.

Premièrement, les banques auraient toujours la possibilité de financer des crédits dans une monnaie nationale en recourant, au besoin, à la banque centrale émettrice de cette monnaie ; de même, les banques auraient toujours la possibilité d'utiliser des dépôts bancaires dans une monnaie nationale pour se désengager envers la banque centrale émettrice de cette monnaie. Dès lors, les monnaies nationales continueraient de pouvoir être utilisées, sur les marchés, comme instrument de placement ou d'endettement ; la généralisation de l'usage de l'Ecu ne serait donc pas définitive : les marchés pourraient « défaire » ce qu'ils ont fait.

Les passages de l'Ecu à une monnaie nationale, en tant qu'instrument de placement ou d'endettement financier, ne seraient plus cependant déterminés que

par les écarts entre les taux d'intérêt nominaux des monnaies. Ils ne pourraient plus être influencés par des anticipations de modifications des cours de change des monnaies nationales entre elles. En effet, si les prix et les revenus sont fixés dans une même unité de compte — l'Ecu — dans l'ensemble de la zone S.M.E., de telles modifications, qui ne servent en principe qu'à corriger des écarts de prix et de coûts, seraient sans objet et ne devraient dès lors plus être anticipées.

Deuxièmement, l'Ecu conserverait sa définition actuelle de panier d'unités monétaires nationales; son taux ne pourrait guère s'écarter de la moyenne pondérée des taux des crédits des banques centrales. En effet, les banques qui seraient à court de ressources en Ecu auraient toujours la possibilité de composer les Ecus en recourant, auprès des diverses banques centrales, à des crédits dans les diverses monnaies nationales.

Dans ces conditions, est-il possible que chaque banque centrale mène une politique de taux d'intérêt indépendante?

Imaginons, pour faciliter la réponse à cette question, que le S.M.E. soit composé de deux pays, la Belgique et l'Allemagne. Initialement, dans les deux pays, le taux officiel de la banque centrale est égal à 8 p.c. Imaginons que la Banque Nationale de Belgique juge opportun d'abaisser le taux de ses crédits en franc belge à 5 p.c., tandis que la Deutsche Bundesbank maintient le taux de ses crédits en mark à 8 p.c. Si les taux des actifs et passifs financiers en franc belge et en mark sont respectivement à 5 et 8 p.c., les agents économiques qui utilisaient l'Ecu auront intérêt à substituer des dettes en franc belge à leurs dettes en Ecu, et des actifs financiers en mark à leurs actifs en Ecu.

L'ensemble des banques du S.M.E. verrait alors sa situation évoluer comme suit :

Banques du S.M.E.			
Crédits en Ecu	-	Dépôts en Ecu	-
Crédits en FB	+	Dépôts en DM	+

Une telle évolution ne serait pas satisfaisante pour les banques dont les emplois procureraient un rendement (5 p.c.) inférieur au coût (8 p.c.) des ressources. La seule possibilité pour les banques d'éviter un tel revenu net négatif est d'augmenter leur endettement en franc belge envers la Banque Nationale dont le coût des crédits est de 5 p.c., et de diminuer celui en mark envers la Bundesbank dont le coût des crédits est de 8 p.c. A cette fin, les banques emprunteront des francs auprès de la Banque Nationale ⁽¹⁾, vendront ces francs

⁽¹⁾ La question reste évidemment ouverte de savoir si la Banque Nationale — ou toute autre banque centrale — serait obligée de prêter sans limite sa monnaie nationale à toutes les banques commerciales des divers pays. Il est vrai cependant que le refinancement par le prêteur en dernier ressort du pays où les taux ont été abaissés peut s'organiser indirectement par le marché monétaire; dans l'exemple donné, on verrait les banques belges encaisser des certificats de trésorerie, pour prêter aux banques allemandes; ce faisant, elles forceraient le Trésor à emprunter à la Banque Nationale. Les banques allemandes obtiendraient les fonds à court terme à un taux légèrement supérieur au taux d'escompte belge.

contre marks sur le marché des changes et utiliseront ces marks à rembourser leurs dettes envers la Bundesbank.

Dans ce cas, la Banque Nationale serait donc contrainte d'intervenir sur le marché des changes pour fournir les marks demandés et de diminuer, par conséquent, ses réserves de change. La Banque Nationale ne pourrait disposer toutefois que d'une quantité de réserves limitée. Par conséquent, elle ne pourrait pas maintenir longtemps une politique de taux d'intérêt plus bas et serait obligée de ramener son taux officiel au niveau, plus élevé, de celui de la Bundesbank. On peut conclure de ce qui précède que, si les opérations de crédit des banques centrales continuent d'être effectuées en monnaie nationale, les banques centrales devront aligner leur politique de taux d'intérêt sur celle qui pratique le taux le plus élevé.

b. Les banques centrales émettent leurs billets et accordent leurs crédits, en Ecu

Si les banques centrales décidaient de ne plus effectuer leurs opérations dans leur monnaie nationale, les monnaies nationales cesseraient définitivement de pouvoir être utilisées comme instrument de placement ou d'endettement financier. Il ne serait en effet plus possible aux banques de recourir aux banques centrales, par exemple, pour financer des crédits dans une monnaie nationale. L'Ecu, de son côté, aurait acquis une existence autonome; il cesserait d'être défini comme un panier d'unités monétaires nationales et son taux ne dépendrait plus que des conditions de l'offre et de demande sur les marchés de fonds et des politiques des banques centrales.

Est-il possible que, dans ce cas, chaque banque centrale applique à ses prêts en Ecu un taux d'intérêt différent de celui appliqué par les autres banques centrales?

Reprenons notre modèle simplifié de deux pays, la Belgique et l'Allemagne, et supposons qu'initialement, dans les deux pays, le taux officiel de la banque centrale et celui des certificats émis par le Trésor, soient égaux à 8 p.c. Supposons qu'alors, la Banque Nationale juge opportun d'abaisser son taux officiel et celui des certificats du Trésor belge à 5 p.c., tandis qu'au contraire, la Bundesbank et le Trésor allemand maintiennent leurs taux à 8 p.c. Dans ce cas, la baisse des taux en Belgique aura les conséquences suivantes :

- 1) Les banques allemandes emprunteront des fonds auprès de la Banque Nationale au taux de 5 p.c., par exemple en réescomptant des effets commerciaux ⁽¹⁾, en vue de rembourser le total de leur endettement envers la Bundesbank, dont le coût est de 8 p.c. Cet arbitrage effectué par les banques allemandes modifiera les bilans de la Banque Nationale, de la Bundesbank et des banques allemandes comme suit :

⁽¹⁾ Voir remarque au bas de la page précédente.

Réescompte des banques allemandes auprès de la Banque Nationale de Belgique :

Banque Nationale de Belgique	
Effets réescomptés par les banques allemandes + 100	Engagements à vue envers les banques allemandes + 100

Banques allemandes	
Effets commerciaux - 100	
Avoirs libres sur la B.N.B. + 100	

Remboursement par les banques allemandes de leur endettement envers la Deutsche Bundesbank (Dbb) :

Banque Nationale de Belgique		Deutsche Bundesbank	
	Engagements à vue envers les banques allemandes - 100	Avoirs libres sur la B.N.B. + 100	
	Engagements à vue envers la Dbb + 100	Créances sur les banques allemandes - 100	

Banques allemandes	
Avoirs libres sur la B.N.B. - 100	Endettement envers la Dbb - 100

Les banques allemandes ayant ainsi remboursé le total de leurs dettes envers la Bundesbank, celle-ci aura dû remplacer à son actif le total de ses créances sur les banques allemandes, qui lui procuraient un rendement de 8 p.c., par un montant correspondant d'avoirs libres auprès de la Banque Nationale, dont le rendement est nul. La Banque Nationale, de son côté, en ouvrant un crédit illimité aux banques allemandes, aura augmenté ses actifs, dont le rendement est de 5 p.c., d'un montant correspondant à l'endettement des banques allemandes envers la Bundesbank.

- 2) Le taux des certificats du Trésor belge ayant été abaissé à 5 p.c. et celui des certificats du Trésor allemand maintenu à 8 p.c., les banques belges cesseront d'acquiescer des certificats du Trésor belge et souscriront à ceux du Trésor allemand. Au fur et à mesure de l'échéance de ses certificats, le Trésor belge devra donc faire appel à la Banque Nationale pour rembourser les banques belges. Dans les situations de la Banque Nationale, du Trésor belge et des banques belges, on aura donc les évolutions suivantes :

Banque Nationale de Belgique		Trésor belge	
Crédit à l'Etat	+ 100		Certificats souscrits par les banques belges
			- 100
			Endettement envers la B.N.B.
			+ 100
Banques belges			
Certificats du Trésor belge	- 100		
Avoirs libres sur la B.N.B.	+ 100		

Et, lorsque les banques belges souscriront à des certificats émis par le Trésor allemand, dont le rendement est supérieur, les bilans de la Banque Nationale, des banques belges et du Trésor allemand évolueront comme suit :

Banque Nationale de Belgique		Trésor allemand	
			Certificats souscrits par les banques belges
			+ 100
Banques belges			
Certificats du Trésor allemand	+ 100	Avoirs libres sur la B.N.B.	+ 100
Avoirs libres sur la B.N.B.	- 100		

Si une telle évolution se poursuivait jusqu'à sa limite, les banques belges remplaceraient le total de leur encours de certificats de trésorerie belges par des certificats allemands. La Banque Nationale augmenterait ses actifs sur le Trésor belge du même montant que le total précité ; et, dans le bilan de la Banque, l'augmentation des actifs sur le Trésor belge aurait pour contrepartie une augmentation des engagements à vue envers le Trésor allemand. Une telle évolution ne serait toutefois pas satisfaisante pour le Trésor allemand. Celui-ci serait, en effet, « inondé » de fonds et acquerrait, en contrepartie de l'émission de certificats de trésorerie dont le coût est de 8 p.c., des fonds sous forme d'avoirs libres auprès de la Banque Nationale, dont le rendement est nul. Dès lors, l'évolution décrite plus haut ne pourra pas se produire : le Trésor allemand devra abaisser le taux de ses émissions, lorsque celles-ci lui procurent des fonds dont il n'a pas besoin et qu'il ne peut donc que conserver sous la forme d'avoirs non productifs d'intérêts, situation qui perdurera nécessairement jusqu'au moment où le taux des certificats du Trésor allemand aura été ramené à 5 p.c.

En définitive, les taux de marché de l'Ecu, tant celui des émissions de certificats du Trésor allemand que celui des certificats du Trésor belge, se situeront à 5 p.c. ; ils s'aligneront ainsi sur le taux officiel le plus bas, celui pratiqué par la Banque Nationale. De son côté, la Bundesbank peut persister à maintenir son taux officiel à 8 p.c. Dans ce cas toutefois, lorsque l'ensemble de ses créances sur les banques allemandes auront été transférées à l'actif de la Banque Nationale par l'effet de l'arbitrage des banques allemandes décrit plus haut, et remplacées par des actifs non rémunérateurs, la Bundesbank sera mise « hors marché » ; lorsque les banques allemandes auront besoin de recourir à la banque centrale, c'est à la Banque Nationale qu'elles le feront car le taux officiel de celle-ci est plus bas. Si, au contraire, la Bundesbank aligne, comme le Trésor allemand, son taux officiel sur les taux pratiqués par les autorités monétaires belges, en l'abaissant à 5 p.c., la situation créée par l'apparition d'un écart entre le taux officiel de la Banque Nationale et celui de la Bundesbank se résorbera ; les banques allemandes rembourseront les effets réescomptés à la Banque Nationale lorsque ceux-ci viendront à échéance ; toutes choses restant égales, pour effectuer ce remboursement, elles réescomptent des effets commerciaux auprès de la Bundesbank. Ainsi, les actifs rémunérateurs qui, un temps, auront été transférés de l'actif de la Bundesbank à celui de la Banque Nationale, se retrouveront finalement à nouveau dans le bilan de la Bundesbank.

On peut donc conclure que, si les opérations de crédit des banques centrales sont effectuées en Ecu, le taux de marché de l'Ecu s'alignera sur le taux officiel de la banque centrale qui est « la moins chère ». Les autres banques centrales ne pourraient pas empêcher cet alignement.

De l'ensemble de ce qui précède, on doit conclure à l'impossibilité pour les banques centrales du S.M.E. de mener des politiques de taux d'intérêt indépendantes, si les marchés généralisent l'usage de l'Ecu.

Dans le cas où elles continueraient d'utiliser, chacune, leur monnaie nationale [voir a) ci-avant], les banques centrales devraient aligner leur politique de taux d'intérêt sur celle d'entre elles qui pratique le taux le plus élevé. Cette contrainte s'explique par la possibilité de sorties de capitaux hors des monnaies nationales, celles-ci continuant d'être utilisées par les banques centrales, et par la quantité limitée de réserves de change dont les banques centrales disposeraient pour financer ces sorties. En l'absence d'anticipations cambiales, la réponse des mouvements de capitaux à un différentiel de taux d'intérêt est, en effet, immédiate et n'est limitée dans son volume que par le stock d'actifs financiers liquides à un moment donné. Dans la pratique, cela veut dire que la parfaite mobilité des capitaux combinée à l'absence d'anticipations cambiales rend presque impensable le recours à des mesures de politique monétaire pour résorber des déséquilibres intérieurs. En effet, un pays, même de faible dimension, qui subirait des pressions inflationnistes, par exemple parce que sa demande intérieure s'est accrue trop rapidement, et qui voudrait utiliser le taux d'intérêt pour freiner cette demande, forcerait immédiatement l'ensemble des autres pays du S.M.E. à s'aligner sur sa politique de taux, même si dans ces pays aucun déséquilibre intérieur n'est apparu. Supposons que la hausse des prix et des salaires soit de 10 p.c. en Italie et de 5 p.c. dans les autres pays : à l'heure

actuelle, une hausse des taux d'intérêt — disons de 5 p.c. — en Italie n'entraînerait probablement pas les autres pays à s'aligner car le dérapage des coûts et des prix aurait modifié les anticipations cambiales, disons dans le sens d'une dévaluation de la lire de 5 p.c. par rapport aux autres monnaies du S.M.E. En revanche, dans une situation où l'Ecu se serait généralisé, tous les autres pays du S.M.E. devraient aligner leur taux immédiatement sur les taux italiens. Une telle situation ne paraît pas acceptable par ces autres pays : elle n'est pensable à la limite que si c'est le pays le plus fort économiquement qui pratique les taux d'intérêt nominaux les plus élevés, ce qui est assez paradoxal.

Dans le cas où elles auraient remplacé leur monnaie nationale par l'Ecu dans leurs opérations [voir b)], les banques centrales seraient au contraire contraintes d'aligner leur politique de taux d'intérêt sur celle d'entre elles qui pratiquerait le taux le plus bas. Cette contrainte s'expliquerait par la possibilité que chaque banque centrale aurait, les monnaies nationales ayant disparu, d'augmenter ses actifs sur ceux qui recourraient à son crédit « meilleur marché ». Plus encore peut-être que dans le cas précédent, il n'est guère imaginable qu'une banque centrale, surtout d'un petit pays, puisse, pour des raisons qui lui sont propres, dicter une politique de taux nominaux « bas » à l'ensemble des banques centrales des autres pays.

3.22 *Mise en oeuvre des instruments quantitatifs*

La généralisation de l'usage de l'Ecu augmenterait sans doute les possibilités pour les entreprises de contourner, par des emprunts à l'étranger, la raréfaction de l'offre intérieure de crédits provoquée par un encadrement du crédit intérieur ou l'imposition d'une réserve monétaire ; ces emprunts à l'étranger seraient en effet rendus plus accessibles par la plus grande mobilité internationale des capitaux et par l'absence de risques de change résultant de l'usage d'une monnaie commune.

Les entreprises toutefois n'auraient la possibilité d'augmenter le recours au crédit de l'étranger que si, à l'étranger, des mesures de restriction analogues ne sont pas prises aussi. L'utilisation d'instruments quantitatifs pour freiner la demande intérieure ne serait donc efficace que si elle était décidée et appliquée de commun accord entre toutes les banques centrales du S.M.E. Il convient toutefois de souligner qu'actuellement déjà, l'existence d'euro-marchés développés permet aux entreprises, du moins aux plus importantes, de compenser une limitation de l'offre intérieure des crédits en franc belge par des emprunts extérieurs en devises et même en franc belge. De plus, les instruments quantitatifs, qui ne sont pas « market-oriented », ont une efficacité temporaire car ils tendent à être rapidement contournés par les agents économiques qui, au besoin en innovant, empruntent des canaux de financement qui ne sont pas encadrés — le cas échéant, en dehors des intermédiaires financiers.

Dans un système d'utilisation généralisée de l'Ecu, le recours, par une banque centrale, aux mesures quantitatives de limitation des crédits (encadrement) ou de la capacité de prêt des banques peut toutefois être extrêmement utile pour favoriser le financement d'un déficit courant par tel canal plutôt que par

tel autre : ainsi en encadrant le crédit aux entreprises et particuliers accordé par les banques établies en Belgique, la Banque Nationale pourrait forcer les entreprises à s'endetter envers l'étranger, dans l'hypothèse où ce mode de financement serait, par exemple, préféré à celui de l'endettement du Trésor envers l'étranger.

CHAPITRE IV

PROBLEMES DE LA PHASE TRANSITOIRE PRECEDANT L'EMPLOI GENERALISE DE L'ECU

Au chapitre III, on a envisagé le cas extrême dans lequel les marchés auraient généralisé l'usage de l'Ecu, à la place des monnaies nationales du S.M.E., en tant qu'unité de compte et instrument de placement et d'endettement financier. Si une telle évolution se produit, il est peu probable qu'elle s'opère de façon linéaire dans tous les pays du S.M.E. et à un même rythme du côté des actifs et des passifs financiers. Dans la période transitoire précédant l'usage généralisé de l'Ecu, des évolutions discordantes risquent donc de se produire, entre les pays et entre les actifs et passifs financiers.

Le présent chapitre considère certains problèmes auxquels les autorités monétaires belges pourraient être confrontées, dans cette période transitoire, du fait de ces évolutions discordantes, et envisage les moyens qu'elles auraient d'y faire face.

4.1 Dans la phase transitoire, les placeurs de l'U.E.B.L. pourraient, comme c'est le cas aujourd'hui, manifester une préférence pour l'Ecu au détriment du franc belge, qui est plus forte que celle que les placeurs étrangers pourraient manifester au détriment des autres monnaies nationales.

Dans ce cas, le développement de l'Ecu continuerait de déséquilibrer le solde des opérations en capital de l'U.E.B.L. avec l'étranger. Le déséquilibre serait d'autant plus grand que dans certains pays étrangers, la réglementation du change continuerait d'empêcher les résidents de préférer l'Ecu à leur monnaie.

Divers moyens de faire face à un tel déséquilibre peuvent être envisagés. Un premier moyen est de relever les taux d'intérêt des placements en franc belge à court ou à long terme, selon que la préférence pour l'Ecu des résidents se manifeste pour des actifs à court ou à long terme. Il est possible toutefois que des contraintes internes amènent les autorités monétaires à ne pas relever suffisamment les taux d'intérêt en franc belge pour décourager la préférence des résidents. Dans ce cas, les autorités doivent accepter soit que la préférence des résidents pour l'Ecu entraîne des pertes de réserves de change, soit que des agents économiques — pouvoirs publics ou entreprises — augmentent leur endettement en devises.

S'il est vrai qu'une perte de réserves de change ne diminuerait pas le stock d'actifs financiers nets de l'économie sur l'étranger — la diminution des réserves de change étant la contrepartie d'une augmentation des actifs financiers détenus

par le secteur privé sur l'étranger —, elle détériorerait par contre la liquidité de ce stock, c'est-à-dire la possibilité de puiser dans ce stock les moyens de faire face à un déséquilibre sur le marché des changes.

Quant à l'endettement des agents économiques résidents envers l'étranger, il devrait sans doute, si les besoins de fonds des entreprises ne progressent pas plus qu'au cours des dernières années, être le fait des pouvoirs publics. On peut concevoir que cet endettement s'opère selon le scénario actuel; les pouvoirs publics empruntent auprès de l'étranger l'épargne financière des résidents qui s'y est placée. Mais on peut concevoir aussi un autre scénario, dans lequel les pouvoirs publics décideraient d'aller au devant de la préférence pour l'Ecu des placeurs belges, en émettant des emprunts en Ecu sur le marché intérieur. Un tel endettement sur le marché intérieur supposerait que le Trésor assortisse ses émissions en Ecu d'un rendement qui, net de précompte mobilier, soit comparable au taux des émissions en Ecu à l'étranger. Il aurait, sur l'endettement extérieur, l'avantage de ne pas faire apparaître un endettement officiel extérieur qui peut à un moment donné susciter, au niveau international, des craintes quant aux capacités de remboursement du débiteur. Par contre, la décision des pouvoirs publics d'émettre en Ecu sur le marché intérieur aurait sans doute pour effet d'inciter les résidents à augmenter encore leur préférence pour l'Ecu.

4.2 Dans la phase transitoire, les non-résidents de l'U.E.B.L. pourraient continuer de développer leurs endettements nets en Ecu, les forces de marché (niveaux des taux d'intérêt, attentes concernant les cours de change) et les réglementations nationales favorisant ces endettements.

Au chapitre I (section 1.212), on a vu que les prêts bancaires en Ecu à des non-résidents occasionnent des sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L. à raison de la part du franc belge dans l'Ecu, à moins que les banques ne couvrent cette part en vendant du franc belge à terme et que la dépréciation du cours de change du franc à terme qui, ceteris paribus, accompagne cette vente, incite les non-résidents à augmenter leur demande totale de franc belge. Lorsque tel n'est pas le cas, les prêts bancaires en Ecu aux non-résidents, qui ne sont pas couverts par des dépôts en Ecu de non-résidents, déséquilibrent le solde des opérations en capital de l'U.E.B.L. avec l'étranger. Les autorités n'ont alors guère d'autre moyen de faire face à ce déséquilibre, que celui de l'endettement en devises des pouvoirs publics dont les modalités possibles ont été discutées ci-avant.

4.3 Le développement de l'Ecu n'empêchera pas, dans la période transitoire, que certaines monnaies continueront d'être plus demandées que d'autres et fassent, de temps à autre, l'objet de spéculations à la hausse.

La situation dans laquelle ces monnaies seraient demandées à la place du franc belge, c'est-à-dire dans laquelle des actifs financiers à court terme en franc belge seraient remplacés par des actifs en mark, par exemple, par des résidents ou par des non-résidents, ne différerait pas de l'actuelle.

Par contre, le développement de l'usage de l'Ecu aurait créé une situation nouvelle dans laquelle les détenteurs d'Ecus pourraient, par exemple en période d'attente d'appréciation du mark par rapport aux autres monnaies du S.M.E., remplacer des dépôts en Ecu par des dépôts en mark.

A cet égard, il faut distinguer suivant que ces détenteurs d'Ecus seraient des résidents ou des non-résidents ⁽¹⁾.

Cas des résidents

Si les dépôts en Ecu détenus par les résidents ont été acquis au détriment de dépôts en franc belge, ils ont causé, au moment de leur formation, des sorties de capitaux égales à 91,4 p.c. de leur montant. Par contre, le remplacement de dépôts en Ecu par des dépôts en mark, en période de spéculation en faveur de cette monnaie, ne causerait plus des sorties de capitaux hors du franc qu'à concurrence de 8,6 p.c. seulement du montant des avoirs en Ecu. L'acquisition de dépôts en mark au moyen de dépôts en Ecu, affecterait donc moins la balance des paiements que l'acquisition de dépôts en mark au moyen de dépôts en franc belge.

Si, au contraire, les dépôts en Ecu détenus par les résidents ont été acquis au détriment de dépôts en d'autres devises, ils ont économisé, au moment de leur formation, une sortie de capitaux égale à 8,6 p.c. de leur montant. Dans ce cas, le remplacement de dépôts en Ecu par des dépôts en mark — qui provoquerait une sortie de capitaux dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. à raison du même pourcentage — ne ferait que « reprendre », peut-être très rapidement, à la balance de l'U.E.B.L., les gains que l'acquisition des dépôts en Ecu lui avait procurés.

Cas des non-résidents

Si des non-résidents remplaçaient des dépôts en Ecu par des dépôts en mark, en période de spéculation en faveur du mark, il en résulterait, pour l'U.E.B.L., des sorties de capitaux égales à 8,6 p.c. du montant des dépôts en Ecu. Ces sorties seraient au maximum égales au montant total des entrées enregistrées lorsque des non-résidents avaient acquis des Ecus.

Il n'est pas possible de dire quel serait, par solde, l'effet sur la balance des paiements de l'U.E.B.L. d'une conversion de dépôts en Ecu en dépôts en mark par exemple, en période de spéculation en faveur de celui-ci, par rapport à une situation où l'Ecu n'aurait pas existé. Quoiqu'il en soit, les sorties nettes de capitaux que ces conversions engendreraient ne pourraient guère être freinées par un relèvement des taux d'intérêt sur les placements en franc belge, comme l'expérience l'a déjà prouvé.

En conclusion, si l'usage de l'Ecu s'étendait, la balance des paiements de l'U.E.B.L. avec l'étranger pourrait être déséquilibrée par des changements que des non-résidents apporteraient à la composition de leur épargne financière en monnaies autres que le franc belge, alors qu'en l'absence de l'Ecu, de tels changements ne pourraient affecter cette balance. Par ailleurs, les évolutions envisagées au point 4.1 (la préférence des résidents pour l'Ecu au détriment du

⁽¹⁾ On suppose ici que la réduction des avoirs en Ecu n'est pas compensée par une réduction équivalente des endettements en Ecu.

franc dépasse celle que les non-résidents manifestent pour l'Ecu au détriment d'autres monnaies que le franc) et au point 4.2 (les non-résidents augmentent davantage leurs endettements financiers en Ecu que les actifs financiers en Ecu) ne feraient qu'accentuer des déséquilibres qui existent déjà actuellement. Cependant, rien ne dit que ces déséquilibres se maintiendront à l'avenir. On pourrait imaginer que la préférence des non-résidents pour l'Ecu, au détriment d'autres devises, se développe davantage que la préférence des résidents pour l'Ecu au détriment du franc belge; l'évolution récente aux Pays-Bas montre que cette hypothèse n'est pas irréaliste; de même, on pourrait envisager que les non-résidents réduisent à l'avenir leurs endettements nets en Ecu. Dans de telles hypothèses, l'extension de l'usage de l'Ecu ne poserait pas de problèmes aux autorités monétaires belges, mais aurait, au contraire, des effets positifs sur la balance des paiements de l'U.E.B.L.

CONCLUSIONS

L'Ecu a été créé par les institutions communautaires mais ce sont les marchés qui en ont développé l'usage comme instrument d'endettement et de placement financiers. La raison principale est probablement la stabilité plus grande des taux d'intérêt et des cours que pour des endettements et placements en d'autres monnaies. Mais des réglementations ou attitudes des autorités nationales ont développé une situation asymétrique où les endettements en Ecu dépassent nettement les actifs financiers en Ecu: des dispositions réglementaires prises dans certains pays ont obligé ou encouragé les résidents de ces pays à s'endetter en d'autres monnaies que la monnaie nationale tandis qu'elles ont interdit ou découragé la formation d'actifs financiers en devises; de même l'interprétation restrictive d'une loi monétaire nationale dans un pays à monnaie forte a empêché les intermédiaires financiers de ce pays de collecter des ressources en Ecu auprès de leurs résidents. En U.E.B.L., en revanche, dans un système de liberté des changes, c'est la situation inverse qui a prévalu, les agents économiques ayant eu une propension beaucoup plus forte à se constituer des avoirs en Ecu qu'à s'endetter en Ecu.

La situation en U.E.B.L. présente des inconvénients. Dans la mesure où les résidents ont préféré l'Ecu au franc belge, la constitution d'actifs financiers nets en Ecu des résidents a occasionné des sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L. à concurrence de 91,4 p.c. (part des monnaies autres que le franc belge et luxembourgeois dans l'Ecu) de leur montant. La situation en dehors de l'U.E.B.L. présente aussi des inconvénients. En effet, dans la mesure où les non-résidents ont préféré (ou ont été forcés de préférer) l'Ecu à des monnaies autres que le franc, les endettements financiers nets des non-résidents ont procuré à ceux-ci des francs belges et luxembourgeois à concurrence de 8,6 p.c. (part du franc belge et luxembourgeois dans l'Ecu) de leur montant.

Au total donc, le développement de l'Ecu a vraisemblablement élargi les sorties de capitaux hors de l'U.E.B.L. Ces sorties ont accru la pénurie de fonds

sur le marché intérieur qui frappe essentiellement les pouvoirs publics, accentué la contrainte extérieure sur le niveau relatif des taux d'intérêt des placements en franc belge et rendu plus difficile la conciliation des objectifs interne et externe de la politique monétaire. Toute initiative des marchés qui aggraverait encore le déséquilibre actuel entre les avoirs en Ecu des résidents de l'U.E.B.L. et leurs endettements en Ecu est de nature à alourdir encore la tâche des autorités monétaires et ne devrait donc pas être encouragée. Concrètement, si ce développement asymétrique persistait, on pourrait, par exemple, concevoir que les autorités ne permettent la collecte de nouvelles formes de ressources en Ecu par les intermédiaires financiers auprès de résidents que pour autant que la contrepartie des ressources ainsi collectées soit constituée par des créances sur des résidents. En revanche, les autorités devraient être favorables à toute initiative prise à l'étranger, qui serait de nature à y réduire l'excédent des endettements en Ecu sur les actifs financiers en Ecu.

Un système généralisé d'usage de l'Ecu allégerait-il, par rapport à la situation actuelle, la tâche des autorités monétaires en Belgique ou au contraire, la compliquerait-il ?

Au chapitre III, on a répondu à cette question en partant d'un cas d'école dans lequel l'Ecu aurait remplacé, dans l'ensemble des pays du S.M.E., les unités monétaires de ces pays, dans toutes les fonctions de la monnaie, tandis que les pouvoirs économiques et monétaires seraient restés nationaux. L'analyse de ce cas a conduit aux constatations suivantes.

- a) L'intégration des marchés monétaires et financiers par l'Ecu faciliterait — du moins aussi longtemps que les créanciers n'y verraient pas de risque d'insolvabilité — les financements des déficits courants de la balance des paiements et donc, dans un premier stade, la poursuite de politiques économiques divergentes. A un deuxième stade toutefois, la loi des créanciers et la « remise en ordre » s'imposeraient aux débiteurs.
- b) Les autorités des différents pays seraient moins rapidement alertées des déséquilibres qui apparaîtraient dans leurs économies parce qu'un certain nombre d'indicateurs que donnait le marché des changes disparaîtraient. Elles disposeraient aussi de moins d'instruments pour lutter contre ces déséquilibres puisque les dévaluations ou réévaluations seraient rendues inopérantes et que les taux d'intérêt réels évolueraient dans un sens opposé à celui qui serait indiqué pour résorber ces déséquilibres.
- c) Un alignement *de facto* des taux d'intérêt des banques centrales s'imposerait, si l'Ecu se généralisait. Toutefois, cet alignement se ferait à des niveaux différents, selon que l'on suppose que les banques centrales continueraient d'effectuer leurs opérations dans leur unité monétaire nationale ou qu'au contraire — ce qui constituerait un engagement politique important de leur part — elles renonceraient à leur unité monétaire nationale et utiliseraient l'Ecu ; dans le premier cas, l'alignement se ferait sur les tarifs de la banque centrale qui appliquerait les taux d'intérêt nominaux les plus élevés ; dans le second cas, il se ferait sur les tarifs de la banque centrale qui appliquerait les taux nominaux les plus bas. Toutefois, cet alignement ne correspondrait

que par hasard, à ce qu'il serait désirable de faire, dans l'intérêt de la Communauté dans son ensemble. A partir de cette constatation, deux scénarios sont dès lors possibles.

Le premier scénario suppose que les autorités réagiraient au nivellement de fait, par les marchés, des taux d'intérêt, par une coordination *délibérée* de leur politique monétaire, en fonction d'objectifs qu'elles auraient consciemment adoptés, dans l'intérêt de la Communauté. Ceci implique que le ou les pays qui, par rapport à l'ensemble des autres pays, mènerai(en)t une politique de taux plus agressive (ou moins agressive) pour compenser un maniement plus laxiste (ou plus contraignant) des autres instruments de la politique économique devrai(en)t, sous peine qu'apparaissent de nouveaux déséquilibres, faire de ces autres instruments le même usage que l'ensemble des autres pays. Ce scénario suppose donc que le développement spontané de l'Ecu, jusqu'à sa généralisation complète, conduirait les autorités à coordonner l'ensemble de leur politique économique et monétaire. Le processus d'intégration économique de l'Europe se développerait donc en trois étapes : intégration des marchés monétaires et financiers, unification des politiques monétaires, unification des politiques budgétaires, sociales, de revenus ... Ce scénario est évidemment très optimiste : *c'est un pari sur l'avenir qui suppose que*, à l'inverse de ce qui s'est passé dans le cas de la politique agricole, une unification de facto de la politique monétaire entraînerait une intégration *volontariste* de toute la politique économique au sens large.

Le second scénario suppose au contraire que les banques centrales (ou seulement l'une d'entre elles) refuserai(en)t toute discussion communautaire sur les taux d'intérêt ou de façon plus large sur la politique monétaire et qu'a fortiori, les autorités de ce(s) pays ne désirerai(en)t nullement harmoniser l'ensemble de leur politique économique avec celle des autres pays. Dans ces circonstances il est clair que l'alignement de fait des taux d'intérêt, imposé par l'Ecu, donnerait de moins bons résultats que les politiques monétaires actuelles, mieux adaptées aux divergences qui subsistent dans les autres domaines de la vie économique, et qu'il conduirait à des incohérences au niveau des pays pris individuellement, entre leurs situation et politique économiques, d'une part, et la politique de taux d'intérêt qu'ils seraient forcés de suivre, d'autre part, incohérences qui ne pourraient que conduire à des conflits au niveau européen. Cet alignement des politiques monétaires, imposé par les marchés, ne serait qu'une mauvaise et dangereuse esquisse de ce que devrait être une véritable unification européenne, c'est-à-dire une unification construite consciemment, de façon rationnelle et harmonieuse, par les Etats.

En conclusion, il serait hasardeux de croire que la Belgique, parce qu'elle est actuellement gênée dans sa politique monétaire par la situation asymétrique qui existe entre pays et entre avoirs et engagements en Ecu dans l'U.E.B.L., ait intérêt à promouvoir la généralisation de l'Ecu au delà de l'élimination des réglementations qui sont à l'origine de cette asymétrie. Cette généralisation ne présenterait un intérêt pour la Belgique, comme pour d'ailleurs chacun des pays européens, que si elle conduisait à une coordination *délibérée* de l'ensemble de la politique économique, coordination qui exigerait, au niveau politique, un très grand saut de qualité par rapport à la situation existante. Si au contraire, le

développement de l'Ecu devait conduire à des incohérences entre politique monétaire et politique économique et, par conséquent, à des conflits entre Etats et à la remise en cause des réalisations déjà accomplies en ce qui concerne l'équilibre extérieur des pays de la Communauté, il vaudrait mieux en tirer rapidement les conclusions qui s'imposent, c'est-à-dire ne rien faire qui puisse encourager l'Ecu et éventuellement prendre des mesures qui freinent son développement.

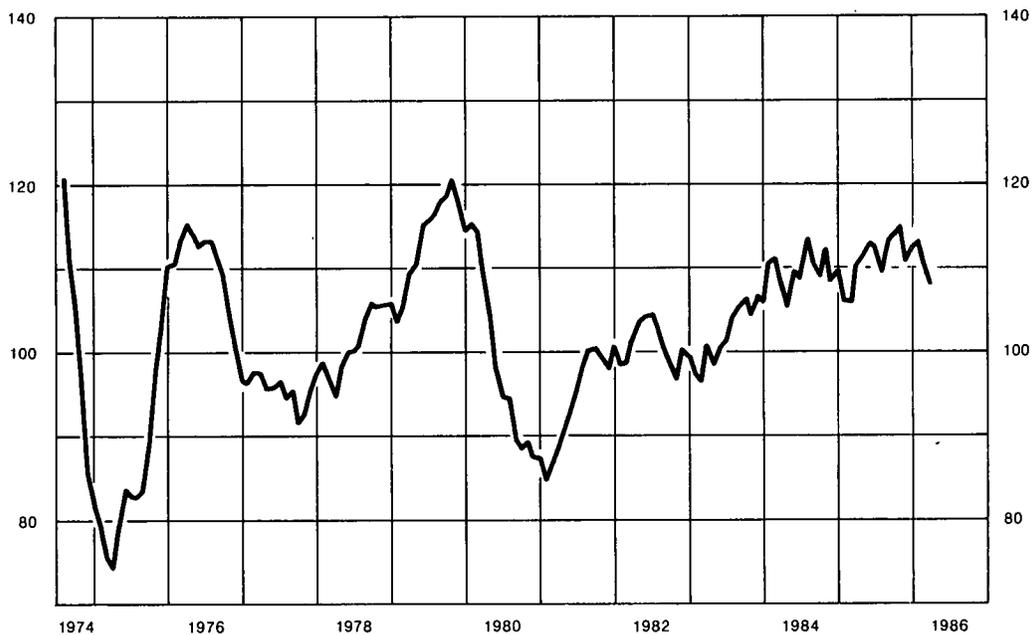
Dans le court terme, et nonobstant ce que l'avenir peut réserver, les autorités monétaires de l'U.E.B.L. devront, si les tendances actuelles se poursuivent, continuer à faire face aux implications, pour la balance des paiements de l'U.E.B.L., de la propension assez forte des résidents à détenir de l'Ecu tandis que les résidents de grands pays européens n'ont pas la liberté d'exercer cette propension et que certains sont « invités » à emprunter en devises, c'est-à-dire, en l'occurrence, aussi en Ecu et donc, via l'Ecu, en franc belge.

Une politique de taux d'intérêt rencontre vite ses limites : d'une part, pour des raisons intérieures il est difficile d'élever suffisamment les taux, surtout à long terme et, d'autre part, les taux d'intérêt sur le franc belge sont quasi sans effet sur les taux des prêts en Ecu et donc sur la propension des non-résidents à s'endetter en Ecu. Freiner les mouvements de capitaux par la réintroduction de mesures coercitives de contrôle des changes soulève d'autres problèmes d'efficacité et d'opportunité, qui n'ont pas été analysés dans cette étude.

Dans le cadre actuel des réglementations nationale et étrangères, la meilleure solution de principe pour minimiser l'incidence, sur la balance des paiements de l'U.E.B.L., d'un développement substantiel de l'Ecu serait sans doute de susciter, en U.E.B.L., des emprunteurs en Ecu. Comme le seul emprunteur important est le secteur public, ce sont des titres d'endettement de ce dernier en Ecu qui formeraient nécessairement, dans la logique de cette solution, la contrepartie des créances en Ecu des résidents. Mais, dans la pratique, toute décision de ce type n'inciterait-elle pas les résidents, vu la qualité et l'importance du débiteur, à accroître encore leur propension à se constituer des actifs financiers en Ecu, au détriment du franc belge ?

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE MARS 1986
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique a baissé de nouveau en mars. La diminution de 2,30 points ramène ainsi la valeur de la courbe à 107,95 points.

La détérioration du climat conjoncturel se situe dans l'industrie manufacturière et le commerce, où tous les indicateurs sont orientés à la baisse. Par contre, la conjoncture s'est redressée dans la construction, après le recul anormal enregistré en février suite aux conditions climatiques, mais cette amélioration ne suffit pas à compenser la détérioration enregistrée dans les branches susmentionnées.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	4. Système Monétaire Européen :	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	5. Cours de change effectifs	X - 5
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	XI. — Finances publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
5. Construction	IV - 5	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours :	
c) Navigation intérieure	V - 1c	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
4. Chambres de compensation :		b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
a) Nombre d'opérations	V - 4a	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
b) Montant des opérations	V - 4b	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans :	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Prix à la consommation en Belgique :		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	4. Stock monétaire :	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	b) Total	XIII - 4b
		5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.338,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	60,8	62,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	236,0	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	350,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	607,0	623,3	663,4
5. Corrections et compléments	59,8	64,7	69,4	74,1	79,1	93,8	108,6	118,3
Ajustement statistique	- 4,6	8,6	- 7,3	2,0	- 24,7	2,1	33,2	35,8
Total ...	1.655,1	1.779,2	1.902,0	2.074,6	2.157,0	2.296,1	2.410,5	2.568,9
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	47,1	50,7	46,4	48,7	57,2	64,3	74,9	72,9
2. Professions libérales ¹	84,4	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,9	134,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	218,3	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	238,6	250,7
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,9	20,4	23,3
Ajustement statistique	- 1,0	1,8	- 1,5	0,4	- 4,7	0,4	6,5	6,8
Total ...	360,6	383,4	389,6	395,3	408,1	433,8	468,3	488,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	179,6	196,7	232,7	274,7	318,0	358,5	386,8	445,3
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	66,7	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,6	142,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,5	63,0	61,5	67,0	80,0	106,6	130,5	161,6
Total ...	304,8	333,5	372,7	426,7	496,9	573,8	642,9	749,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	11,1	24,6	25,9	21,5	9,8	30,9	47,6	57,7
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,1	135,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,4	31,5	33,2
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,2	- 4,3	0,7
Total ...	2,3	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,6	27,2	33,9
G. Intérêts de la dette publique	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,0	- 367,2	- 395,5	- 451,9
Revenu national net au coût des facteurs	2.294,1	2.463,9	2.620,9	2.816,7	2.901,1	3.125,9	3.315,1	3.581,9
H. Amortissements	262,3	281,4	302,5	312,2	332,1	366,6	402,2	421,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.556,4	2.745,3	2.923,4	3.128,9	3.233,2	3.492,5	3.717,3	4.003,4
I. Impôts indirects	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	476,0	505,2	522,2
J. Subventions	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,2
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

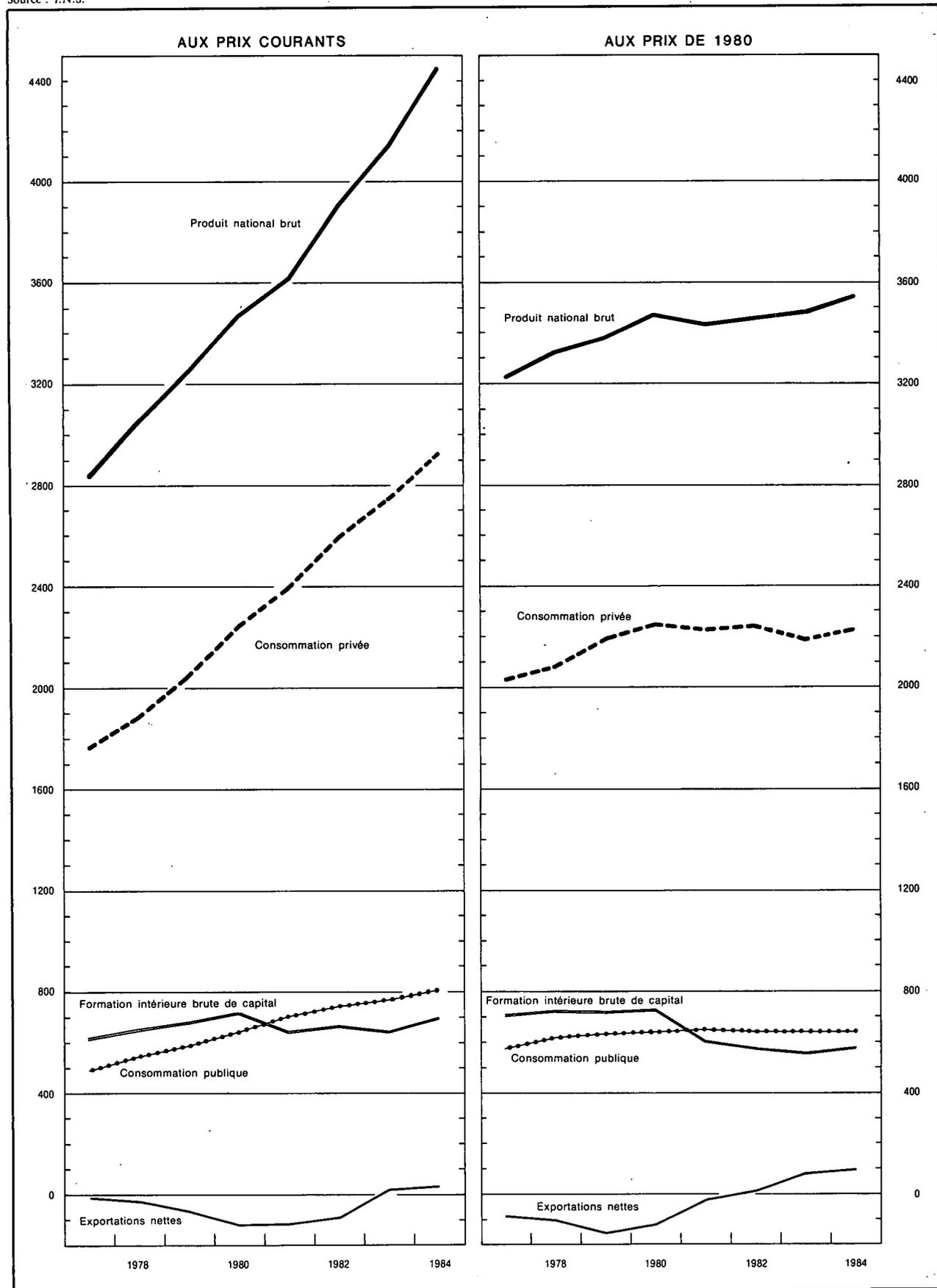
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Agriculture, sylviculture et pêche	71,4	78,6	75,6	79,4	88,6	97,9	111,1	112,3
2. Industries extractives	18,2	17,2	15,9	18,8	20,1	25,3	25,4	26,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	135,5	147,0	151,1	157,4	164,8	186,4	201,6	216,5
b) Textiles	37,5	37,1	37,7	40,6	39,2	40,9	46,7	51,7
c) Vêtements et chaussures	24,1	23,1	23,4	22,7	22,9	25,8	26,9	27,3
d) Bois et meubles	36,6	36,4	37,7	40,3	39,5	40,1	41,6	42,8
e) Papier, impression, édition	39,4	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	51,4	55,6
f) Industrie chimique et activités connexes	74,2	82,6	101,5	99,9	90,0	104,4	114,7	126,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	38,4	37,7	41,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux	41,4	51,4	59,4	54,8	54,4	60,6	68,4	80,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	236,3	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	274,9	283,3
j) Industries non dénommées ailleurs ...	100,6	108,0	116,0	122,5	121,6	130,8	144,8	157,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	763,3	805,5	849,6	869,9	839,3	933,5	1008,7	1.082,8
4. Construction	212,9	228,5	233,7	263,0	229,8	237,9	241,3	244,4
5. Electricité, gaz et eau	86,1	93,5	105,7	110,1	120,9	121,2	146,3	165,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	539,2	569,2	609,8	665,1	696,3	777,7	839,5	887,3
b) Services financiers et assurances	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	214,0	231,6
c) Immeubles d'habitation	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	780,9	840,5	910,7	994,2	1.084,1	1.211,4	1.287,7	1.376,6
7. Transports et communications	215,7	234,8	255,5	279,6	285,1	301,8	316,4	354,6
8. Services	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,8	1.136,8	1.201,5	1.268,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,5	5,6	5,8
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-63,1	-67,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-30,3	-32,0	-34,8	-47,3	-53,6	-66,7	-70,7	-75,2
Ajustement statistique	-5,8	-10,1	-10,6	0,3	10,9	10,3	-10,3	-8,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.838,3	3.052,3	3.258,8	3.508,9	3.636,6	3.953,2	4.199,9	4.486,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,1	10,1	-3,5	-18,3	-22,9	-38,3	-36,7	-27,6
Produit national brut aux prix du marché ..	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	349,4	365,3	379,8	399,8	413,6	469,8	514,0	559,8
2. Boissons	79,4	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,9	124,8
3. Tabac	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4
4. Vêtements et effets personnels	137,1	143,9	156,1	173,2	175,8	198,3	205,4	209,3
5. Loyers, taxes, eau	167,7	187,2	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	340,9
6. Chauffage et éclairage	91,5	100,4	118,2	138,3	164,5	182,3	187,8	207,0
7. Articles ménagers durables	185,0	186,7	192,8	216,0	218,4	227,6	228,7	239,4
8. Entretien de la maison	75,8	82,1	88,2	94,8	100,1	107,5	114,7	121,1
9. Soins personnels et hygiène	183,5	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	305,6	323,8
10. Transports	194,7	212,1	233,4	254,7	274,5	301,0	327,6	352,3
11. Communications : P.T.T.	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,3	27,2
12. Loisirs	152,0	163,4	176,7	194,4	208,0	230,1	249,0	268,0
13. Enseignement et recherches	3,7	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6
14. Services financiers	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	116,2	127,0
15. Services divers	15,3	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,9	24,6
16. Dépenses personnelles à l'étranger	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0
Ajustement statistique	8,5	- 0,2	14,5	- 2,0	14,6	- 10,2	- 23,9	- 27,2
<i>Total ...</i>	<i>1.764,1</i>	<i>1.887,5</i>	<i>2.048,0</i>	<i>2.212,3</i>	<i>2.388,6</i>	<i>2.591,8</i>	<i>2.739,1</i>	<i>2.930,3</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,6	564,6	591,6
2. Achats courants de biens et services	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	154,1	158,4
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2
4. Loyer payé	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,4	6,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6
6. Amortissement mobilier et matériel	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2
<i>Total ...</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,9</i>	<i>767,7</i>	<i>802,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4
2. Industries extractives	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	4,5
3. Industries manufacturières	81,2	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	127,7	142,3
4. Construction	12,6	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	10,1
5. Electricité, gaz et eau	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	43,4
6. Commerce, banques, assurances	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,2
7. Immeubles d'habitation	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,5
8. Transports et communications	61,7	73,6	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	98,5
9. Pouvoirs publics et enseignement	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	115,5	106,5
10. Autres services	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5
11. Variations de stocks	7,9	8,4	19,9	29,2	- 6,1	- 1,5	- 25,2	- 2,4
Ajustement statistique	2,9	- 0,1	4,8	- 0,7	3,9	- 2,6	- 5,6	- 6,5
<i>Total ...</i>	<i>614,0</i>	<i>655,2</i>	<i>686,2</i>	<i>756,9</i>	<i>642,0</i>	<i>667,2</i>	<i>641,0</i>	<i>697,0</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	326,5	386,1
2. Exportations de biens et services	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.713,7	3.004,1	3.374,1
Exportations totales	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.118,9	3.330,6	3.760,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	363,2	413,7
4. Importations de biens et services	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,4	2.952,0	3.317,5
Importations totales	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.204,9	3.315,2	3.731,2
Exportations nettes	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 86,0	15,4	29,0
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

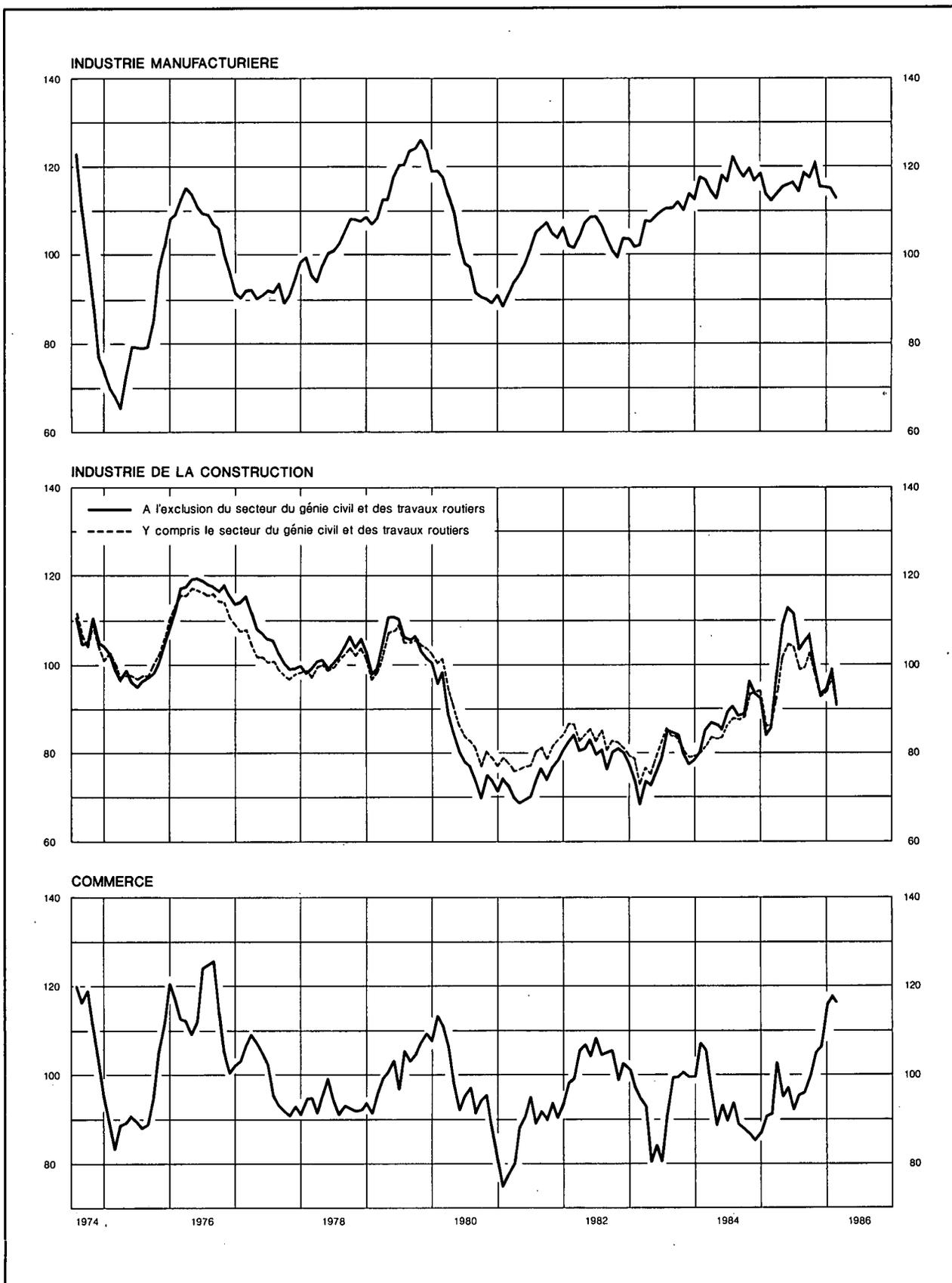
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	93	96	99	100	98	102	101	103
2. Boissons	89	91	94	100	96	98	97	95
3. Tabac	107	96	100	100	98	105	102	103
4. Vêtements et effets personnels	92	90	94	100	98	104	101	97
5. Loyers, taxes, eau	90	93	97	100	104	106	108	110
6. Chauffage et éclairage	93	101	105	100	98	95	92	95
7. Articles ménagers durables	90	89	91	100	98	98	92	93
8. Entretien de la maison	96	97	99	100	100	102	100	100
9. Soins personnels et hygiène	92	96	98	100	104	106	108	107
10. Transports	95	98	102	100	98	99	99	100
11. Communications : P.T.T.	87	89	96	100	107	108	110	111
12. Loisirs	92	91	96	100	101	107	107	108
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	77	85	94	100	110	115	108	107
15. Services divers	93	99	105	100	98	97	98	101
16. Dépenses personnelles à l'étranger	82	84	95	100	105	93	92	93
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	92	83	94	100	116	139	164	169
<i>Total ...</i>	92	94	98	100	100	101	99	100
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	98	100	102	101	102	103
2. Achats courants de biens et services	94	103	102	100	101	96	97	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	85	91	95	100	97	92	89	88
<i>Total ...</i>	91	96	98	100	101	100	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	105	119	107	100	88	90	89	92
2. Industries extractives	72	86	103	100	93	101	136	128
3. Industries manufacturières	81	77	78	100	90	103	102	110
4. Construction	112	108	113	100	110	84	62	68
5. Electricité, gaz et eau	108	110	110	100	93	94	89	90
6. Commerce, banques, assurances	90	91	100	100	89	94	97	105
7. Immeubles d'habitation	110	117	101	100	59	55	54	53
8. Transports et communications	78	90	90	100	111	104	93	92
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	91	89	92	100	88	80	69	63
10. Enseignement	100	94	95	100	98	90	89	74
11. Autres services	93	85	101	100	94	87	88	93
<i>Total ...</i>	93	96	96	100	80	79	73	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	52	59	66	100	156	169	129	145
2. Exportations de biens et services	86	89	96	100	103	105	109	114
Exportations totales ...	82	86	93	100	108	111	111	116
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	49	62	100	153	171	132	143
4. Importations de biens et services	86	90	98	100	99	98	98	103
Importations totales ...	82	86	95	100	104	105	101	107
Produit national brut aux prix du marché	92	95	97	100	99	100	100	101

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1983 Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de - production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	cajnet de commandes total	cajnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondé- ration	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1983 Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	- 29	- 25	- 23	- 20	- 24	- 27	- 26	- 29	- 27	- 28	+ 15	+ 15	+ 5	+ 8	+ 8
I. Biens de consommation	- 22	- 23	- 18	- 14	- 9	- 19	- 18	- 17	- 6	- 10	+ 24	+ 28	+ 15	+ 10	+ 12
II. Biens d'investissement	- 43	- 35	- 29	- 31	- 40	- 37	- 35	- 42	- 45	- 47	+ 8	+ 5	- 1	+ 1	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 31	- 28	- 28	- 21	- 29	- 33	- 32	- 33	- 32	- 34	+ 7	+ 7	+ 5	+ 5	+ 9
Industrie textile	- 36	- 30	- 31	- 26	- 27	- 47	- 35	- 32	- 24	- 30	+ 18	+ 22	+ 16	+ 9	+ 14
dont : Laine	- 50	- 41	- 55	- 36	- 36	- 45	- 49	- 68	- 32	- 37	+ 32	+ 25	+ 21	+ 8	+ 10
Coton	- 45	- 42	- 33	- 25	- 36	- 61	- 50	- 32	- 24	- 40	+ 12	+ 19	+ 18	+ 13	+ 14
Bonneterie	- 8	+ 2	- 8	- 13	- 10	- 10	- 5	+ 8	+ 17	- 5	+ 18	+ 24	+ 12	+ 5	+ 12
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 30	- 37	- 28	- 28	- 23	- 25	- 21	- 25	- 16	- 37	0	+ 9	+ 8	+ 5	+ 3
dont : Chaussures	- 54	- 44	- 58	- 60	- 33	- 65	- 38	- 59	- 72	- 91	- 35	+ 17	- 7	- 14	+ 6
Habillement	- 25	- 35	- 20	- 21	- 21	- 22	- 20	- 24	- 13	- 33	+ 7	+ 7	+ 12	+ 8	+ 3
Industrie du bois et du meuble en bois	- 57	- 39	- 28	- 18	- 23	- 57	- 46	- 22	- 21	- 27	+ 39	+ 31	+ 28	+ 20	+ 18
dont : Bois	- 54	- 17	- 12	+ 5	- 12	- 67	- 30	- 15	- 3	- 19	+ 39	+ 15	+ 3	- 6	- 11
Meubles en bois	- 60	- 53	- 39	- 34	- 32	- 51	- 55	- 26	- 32	- 32	+ 39	+ 42	+ 45	+ 40	+ 39
Papiers et cartons	- 33	- 42	- 33	- 33	- 35	- 33	- 61	- 35	- 34	- 33	+ 3	+ 19	+ 8	+ 7	+ 8
dont : Production de papier et carton	- 38	- 58	- 47	- 63	- 67	- 34	- 72	- 38	- 43	- 44	+ 8	+ 33	+ 31	+ 34	+ 28
Transformation de papier et carton	- 29	- 29	- 23	- 10	- 12	- 29	- 31	- 26	- 11	- 6	- 1	+ 10	- 9	- 14	- 7
Industrie du cuir	+ 8	- 49	- 41	- 30	- 79	+ 5	- 57	- 84	- 89	- 86	- 6	+ 59	+ 18	+ 53	+ 51
Transformation de matières plastiques	- 3	- 5	- 4	- 9	- 30	+ 20	- 12	- 7	- 6	- 30	- 9	- 6	+ 3	- 1	+ 7
Raffinage de pétrole	- 24	- 57	+ 22	+ 25		- 14	- 56	+ 40	+ 11	- 20	- 14	- 30	- 26	- 55	- 40
Production et première transformation des métaux	- 44	- 40	- 42	- 32	- 42	- 44	- 41	- 46	- 50	- 45	+ 6	+ 4	- 1	+ 9	+ 13
dont : Métaux ferreux	- 44	- 40	- 44	- 31	- 33	- 48	- 45	- 54	- 58	- 46	0	- 1	+ 1	+ 14	+ 1
Métaux non ferreux	- 47	- 39	- 34	- 40	- 87	- 19	- 24	- 5	- 9	- 44	+ 23	+ 16	- 5	- 3	+ 44
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 38	- 16	- 7	- 20	- 36	+ 8	- 4	- 13	- 24	- 24	+ 19	+ 13	+ 8	- 7	+ 9
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 35	- 17	- 4	- 16	- 39	+ 6	- 17	- 7	- 23	- 23	+ 17	+ 13	+ 1	- 17	+ 3
Industrie chimique	+ 7	+ 7	0	+ 4	+ 4	+ 7	+ 11	+ 3	+ 7	+ 5	+ 3	- 3	+ 1	+ 4	+ 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 18	- 13	+ 13	+ 19	+ 19	+ 13	+ 13	+ 13	+ 9	+ 15	- 18	+ 39	+ 37	- 2	+ 33
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 15	- 20	- 10	- 26	- 21	- 33	- 18	- 21	- 29	- 31	+ 4	+ 33	+ 7	- 9	- 5
Construction de machines et de matériel mécanique	- 29	- 21	- 28	- 28	- 32	- 34	- 29	- 42	- 40	- 40	- 12	- 27	- 11	0	- 14
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 64	- 36	- 57	- 98	- 98	- 63	- 34	- 65	- 83	- 99	+ 20	+ 20	+ 6	+ 1	0
Machines-outils	+ 56	+ 85	+ 41	+ 59	+ 22	+ 12	+ 53	+ 7	0	0	- 50	- 100	- 100		- 100
Machines textiles	- 51	- 53	- 53	- 17	0	- 52	- 58	- 58	- 18	0					
Moteurs, compresseurs, pompes	- 26	- 21	- 18	- 15	- 29	- 9	- 5	- 14	- 17	- 19	0	- 4	+ 2	- 4	- 13
Construction électrique et électronique	- 60	- 56	- 51	- 42	- 49	- 53	- 51	- 58	- 60	- 65	+ 28	+ 36	+ 8	+ 25	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 70	- 64	- 53	- 41	- 53	- 71	- 63	- 67	- 73	- 82	+ 19	+ 28	0	+ 28	+ 24
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 29	- 29	- 41	- 40	- 32	- 25	- 25	- 39	- 36	- 30	+ 100	+ 100	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	+ 38	+ 38	0	0	0	+ 38	+ 38	+ 40	+ 27	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 62	- 74	- 75	- 64	- 54	- 82	- 91	- 94	- 85	- 75	+ 15	0	+ 10	- 25	0
dont : Construction navale	- 94	- 95	- 92	- 79	- 82	- 99	- 100	- 100	- 95	- 100					
Construction de cycles et motocycles	+ 21	- 42	- 55	- 27	+ 38	+ 44	- 29	- 71	- 23	+ 100	+ 15	0	+ 10	- 25	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1984		1985			1984		1985			1984		1985			1984		1985		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	7	3	4	9	7	81	82	81	75	77	2	2	4	4	4	6	9	7	8	9
I. Biens de consommation	13	4	6	15	11	78	82	86	69	74	2	2	3	6	5	2	7	1	10	10
II. Biens d'investissement	8	4	7	5	3	83	83	75	80	80	3	3	8	4	5	6	10	14	8	9
III. Biens intermédiaires	4	2	3	7	2	79	77	80	76	82	1	1	1	2	1	8	8	7	6	6
Industrie textile	7	5	9	16	9	74	78	78	71	78	2	3	4	2	1	8	7	5	5	7
dont : Laine	6	8	11	12	21	59	66	72	76	63	3	5	2	0	2	14	9	2	2	12
Coton	10	3	4	4	4	84	87	92	88	90	0	1	1	1	1	2	5	2	5	4
Bonneterie	0	0	1	28	1	78	72	72	50	72	3	7	16	5	2	7	8	7	5	12
Industrie des chaussures et de l'habillement	11	7	11	8	11	64	73	72	76	78	9	7	6	7	2	2	1	1	4	1
dont : Chaussures	1	0	29	0	46	90	91	62	91	54	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0
Habillement	12	9	7	10	4	59	69	75	73	83	11	8	7	9	2	3	1	2	3	1
Industrie du bois et du meuble en bois	23	8	6	10	13	68	77	83	77	76	1	0	1	3	2	5	7	7	6	4
dont : Bois	28	10	5	19	22	55	59	75	56	58	3	0	0	4	2	11	15	16	14	9
Meubles en bois	19	7	7	6	8	78	90	89	90	89	0	0	2	2	1	1	1	1	0	0
Papiers et cartons	0	3	0	1	1	84	83	89	92	91	4	0	1	1	2	8	10	4	6	3
dont : Production de papier et carton	0	6	7	0	0	78	73	84	90	98	0	0	0	0	0	16	21	4	10	2
Transformation de papier et carton	1	2	0	2	1	88	90	93	93	87	6	0	1	2	3	1	2	4	4	3
Industrie du cuir	0	0	29	12	12	93	86	71	76	88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	1	27	0	72	72	87	73	75	0	0	0	0	0	28	28	12	0	25
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	0	0	0	83	78	79	77	87	0	0	0	1	1	3	3	3	2	0
dont : Métaux ferreux	0	0	0	1	0	82	77	85	82	91	0	0	0	1	1	3	2	1	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	89	84	48	48	68	0	0	0	0	0	0	5	11	11	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	11	3	3	9	0	75	76	75	65	75	1	0	11	1	1	14	21	21	19	18
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	14	0	4	11	0	80	82	74	62	73	1	0	12	1	1	6	17	22	20	21
Industrie chimique	0	0	0	0	1	96	93	96	96	95	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	1	0	0	29	2	21	22	3	0	27	0	0	0	0	0	78	78	97	71	71
Fabrication d'ouvrages en métaux	8	6	9	13	11	82	70	67	56	56	1	1	7	6	3	5	20	15	21	25
Construction de machines et de matériel mécanique	5	7	9	3	4	83	78	73	84	81	10	11	13	9	11	6	9	9	8	8
dont : Machines et tracteurs agricoles	10	0	0	1	0	89	100	99	99	100	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	50	22	22	22	22	50	78	78	78	78	50	78	78	78	78
Machines textiles	25	18	18	16	16	75	82	82	84	84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	12	24	2	1	100	77	65	86	78	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	4	4	4	6	95	92	92	78	79	0	0	0	16	15	1	4	4	16	13
dont : Construction électrique d'équipement	0	1	1	0	3	98	93	93	93	94	0	0	0	4	3	2	6	6	4	0
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	0	1	1	100	100	99	60	60	0	0	0	39	39	0	0	1	39	39
Construction d'automobiles et pièces détachées	38	0	0	38	38	62	100	100	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	6	6	6	0	100	94	94	94	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	36	36	36	0	100	64	64	64	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1984		1985			1984		1985			1985				1986
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	+ 29	+ 31	+ 31	+ 26	+ 24	77,4	78,7	79,1	80,6	79,8	3,25	3,45	3,40	3,30	3,24
I. Biens de consommation	+ 28	+ 31	+ 37	+ 27	+ 17	79,7	82,0	81,8	83,6	84,1	2,40	2,56	2,43	2,45	2,46
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 42	+ 31	+ 34	+ 40	72,8	73,3	75,5	76,1	74,3	4,79	5,10	5,07	4,90	4,76
III. Biens intermédiaires	+ 31	+ 27	+ 22	+ 22	+ 35	75,6	77,3	77,6	80,1	72,4	3,16	3,27	3,30	3,18	3,09
Industrie textile	+ 26	+ 28	+ 26	+ 33	+ 31	77,9	77,5	76,6	75,8	76,7	2,05	2,15	2,05	2,06	2,03
dont : Laine	+ 14	+ 24	+ 15	+ 31	+ 34	83,4	81,8	78,6	79,7	80,5	1,99	2,04	1,94	1,92	1,89
Coton	+ 36	+ 40	+ 29	+ 35	+ 35	76,2	76,3	75,5	74,4	73,2	2,08	2,11	2,08	2,17	2,07
Bonneterie	+ 36	+ 24	+ 28	+ 29	+ 23	71,0	73,1	74,6	72,8	75,9	2,32	2,57	2,19	2,21	2,26
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 23	+ 29	+ 32	+ 46	+ 46	81,8	84,0	81,5	84,9	82,4	1,68	2,04	1,74	1,94	1,82
dont : Chaussures	+ 53	+ 64	+ 25	+ 33	+ 40	78,1	84,0	74,4	82,2	80,9	1,17	1,81	1,28	1,47	1,70
Habillement	+ 17	+ 23	+ 33	+ 49	+ 46	82,5	84,0	83,0	85,4	82,7	1,78	2,09	1,84	2,04	1,84
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 28	+ 43	+ 43	+ 27	+ 40	83,2	79,0	81,9	83,4	82,0	1,41	1,54	1,64	1,55	1,43
dont : Bois	+ 17	+ 27	+ 33	+ 13	+ 25	84,7	82,0	82,6	84,7	80,8	1,66	1,98	2,13	2,00	1,69
Meubles en bois	+ 35	+ 54	+ 51	+ 37	+ 50	82,2	76,8	81,4	82,4	82,8	1,22	1,22	1,29	1,22	1,25
Papiers et cartons	+ 11	+ 33	+ 29	+ 37	+ 41	86,3	86,4	84,2	85,3	82,9	1,69	1,50	1,31	1,27	1,48
dont : Production de papier et carton	- 12	+ 24	+ 33	+ 55	+ 63	94,7	93,5	89,9	91,9	86,2	2,34	1,77	1,43	1,28	1,62
Transformation de papier et carton	+ 29	+ 40	+ 25	+ 23	+ 25	80,0	81,0	79,8	80,3	80,3	1,20	1,29	1,22	1,27	1,38
Industrie du cuir	+ 14	+ 7	+ 7	+ 61	+ 72	87,1	91,0	87,8	88,2	87,0	2,67	2,36	2,12	2,07	2,05
Transformation de matières plastiques	- 12	- 18	+ 25	- 4	- 22	75,3	82,0	79,2	84,0	84,3	2,57	2,65	2,76	2,90	2,63
Production et première transformation des métaux	+ 60	+ 42	+ 23	+ 22	+ 59	67,4	70,7	72,4	77,1	60,0	1,62	1,91	1,90	1,71	1,76
dont : Métaux ferreux	+ 62	+ 49	+ 26	+ 25	+ 67	64,9	68,5	70,3	75,9	55,5	1,51	1,80	1,81	1,57	1,63
Métaux non ferreux	+ 25	+ 11	+ 8	+ 8	+ 17	80,0	81,9	83,1	83,1	82,6	2,15	2,46	2,39	2,43	2,39
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 31	+ 28	+ 16	+ 17	+ 45	76,7	78,1	81,2	82,4	81,7	2,03	1,94	1,87	1,70	1,87
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 38	+ 26	+ 15	+ 16	+ 47	75,4	76,7	80,2	81,5	80,7	1,84	1,84	1,79	1,60	1,75
Industrie chimique	+ 7	+ 12	+ 14	+ 14	+ 4	80,4	79,6	80,3	80,3	81,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 18	- 18	- 23	+ 31	- 19	99,6	99,6	99,6	100,0	98,6	2,21	2,12	2,16	2,14	2,12
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 50	+ 41	+ 34	+ 33	+ 32	72,0	77,7	81,1	81,4	75,5	3,78	3,91	3,64	3,67	3,55
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 26	+ 24	+ 26	+ 17	+ 18	74,1	75,7	75,5	76,8	74,6	5,30	5,08	4,88	4,65	4,72
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 67	+ 80	+ 57	+ 50	+ 52	57,9	75,9	76,0	70,5	55,0	6,37	6,46	6,33	6,87	6,93
Machines-outils	- 50	- 78	- 78	- 78	- 78	87,5	97,7	96,6	97,7	97,7	10,56	7,80	7,66	6,81	7,11
Machines textiles	+ 51	+ 57	+ 51	0	0	85,9	84,4	85,5	89,8	90,5	5,34	5,43	5,33	5,20	5,72
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 36	+ 35	+ 44	+ 40	+ 16	67,9	65,6	66,3	67,1	69,7	3,87	3,57	3,48	3,58	3,55
Construction électrique et électronique	+ 57	+ 68	+ 55	+ 37	+ 20	72,7	73,1	72,3	77,8	79,7	5,60	6,09	6,59	6,52	6,33
dont : Construction électrique d'équipement	+ 50	+ 68	+ 47	+ 61	+ 52	66,3	66,5	65,5	72,6	74,4	4,94	5,54	6,47	6,24	5,75
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 76	+ 76	+ 75	0	- 39	81,6	82,3	81,7	85,0	87,3	7,37	7,72	7,20	7,51	8,03
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	- 38	87,2	90,7	91,5	91,5	93,1	2,60	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 74	+ 68	+ 82	+ 85	+ 81	65,6	66,3	64,7	61,8	62,5	9,67	11,54	10,67	9,99	9,42
dont : Construction navale	+ 79	+ 73	+ 94	+ 85	+ 91	70,3	67,2	63,7	60,7	61,7	5,18	9,42	7,81	7,11	5,16
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 15	+ 31	+ 64	+ 20	63,2	80,7	81,5	74,3	77,8	2,64	2,24	2,26	1,88	2,32

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	- 3	- 10	- 3	- 7	+ 1	- 8	- 10	- 9	- 10	- 7	+ 22	+ 18	+ 15	+ 15	+ 3
I. Biens de consommation	+ 4	- 12	+ 4	+ 1	+ 15	- 7	- 5	- 3	- 2	- 4	+ 16	+ 22	+ 26	+ 23	+ 8
II. Biens d'investissement	0	- 5	- 3	- 11	- 5	- 5	- 11	- 12	- 13	- 2	+ 22	+ 23	+ 25	+ 27	+ 12
III. Biens intermédiaires	- 15	- 13	- 6	- 12	- 11	- 16	- 14	- 16	- 17	- 16	+ 32	+ 15	+ 7	+ 1	- 8
Industrie textile	- 20	- 14	- 8	- 13	+ 2	- 12	- 5	- 12	- 8	- 12	+ 20	+ 13	+ 6	+ 10	- 12
dont : Laine	- 49	- 30	- 8	- 23	- 23	- 20	- 22	- 20	- 14	- 25	+ 24	+ 12	+ 4	+ 18	- 24
Coton	- 19	- 14	- 1	- 12	- 1	- 5	+ 1	0	- 5	- 24	+ 20	+ 9	- 5	- 2	- 17
Bonneterie	+ 1	+ 11	- 17	- 28	+ 38	- 8	+ 14	- 23	- 13	+ 10	+ 29	+ 27	+ 24	+ 18	+ 14
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 8	- 18	- 10	- 17	- 5	- 3	- 5	- 9	- 4	- 2	+ 30	+ 36	+ 28	+ 29	+ 20
dont : Chaussures	- 6	- 40	- 9	- 15	- 19	- 8	+ 7	- 16	- 17	+ 19	+ 29	+ 22	+ 40	+ 15	+ 6
Habillement	- 9	- 14	- 10	- 17	- 3	- 2	- 7	- 8	- 1	- 7	+ 30	+ 39	+ 27	+ 32	+ 23
Industrie du bois et du meuble en bois	- 10	- 23	- 1	- 13	- 4	- 12	- 12	- 12	- 13	- 2	+ 15	+ 16	+ 28	+ 31	+ 24
dont : Bois	- 8	- 21	- 2	- 8	+ 10	- 9	- 3	+ 3	- 12	- 1	+ 18	+ 25	+ 40	+ 40	+ 30
Meubles en bois	- 11	- 24	0	- 18	- 14	- 15	- 19	- 20	- 13	- 2	+ 13	+ 9	+ 19	+ 26	+ 18
Papiers et cartons	- 19	- 22	- 20	- 20	- 11	- 9	- 10	- 11	- 23	- 5	+ 21	+ 2	- 23	- 26	+ 11
dont : Production de papier et carton	- 33	- 36	- 23	- 41	- 41	- 16	- 12	- 12	- 50	- 10	+ 3	- 26	- 47	- 51	+ 39
Transformation de papier et carton	- 7	- 12	- 17	- 4	+ 12	- 4	- 7	- 10	- 4	- 1	+ 34	+ 23	- 7	- 7	- 12
Industrie du cuir	+ 54	- 24	- 24	+ 11	- 18	- 7	- 39	- 57	- 45	- 68	0	- 27	- 35	+ 13	- 30
Transformation de matières plastiques	- 11	+ 11	- 5	+ 10	+ 35	- 24	+ 8	- 13	+ 6	+ 2	+ 18	+ 18	+ 22	+ 31	+ 30
Raffinage de pétrole	- 60	+ 22	- 13	- 4	+ 14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 17	- 20	- 5	- 21	- 27	- 30	- 29	- 29	- 31	- 30	+ 52	+ 17	+ 5	- 11	- 25
dont : Métaux ferreux	- 17	- 19	- 5	- 24	- 31	- 34	- 34	- 33	- 36	- 34	+ 60	+ 22	+ 16	- 7	- 24
Métaux non ferreux	- 16	- 20	- 6	- 3	- 7	- 9	- 2	- 5	- 9	- 12	+ 15	- 5	- 42	- 26	- 31
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 29	0	+ 3	- 1	+ 7	0	- 13	- 14	- 25	- 1	+ 3	+ 37	+ 31	+ 41	+ 29
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 20	0	+ 6	+ 2	+ 2	- 2	- 15	- 15	- 27	0	+ 16	+ 41	+ 36	+ 39	+ 36
Industrie chimique	+ 7	+ 1	+ 2	+ 4	+ 5	+ 1	0	0	+ 1	0	+ 7	+ 8	+ 4	+ 2	- 8
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 18	+ 63	+ 50	+ 54	+ 70
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 1	- 7	+ 2	- 1	- 14	0	- 6	- 4	- 17	- 17	+ 24	+ 35	+ 23	+ 17	+ 9
Construction de machines et de matériel mécanique	- 7	- 9	- 21	- 17	- 20	- 2	+ 3	0	- 3	+ 11	+ 27	+ 19	+ 23	+ 27	+ 19
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 22	+ 42	- 65	- 52	- 98	+ 23	- 18	- 50	- 15	+ 3	0	0	+ 40	+ 50	0
Machines-outils	0	0	0	+ 7	0	+ 13	+ 85	+ 41	+ 7	0	+ 13	+ 78	+ 59	+ 48	+ 78
Machines textiles	- 51	- 53	- 36	- 2	- 7	- 7	- 2	+ 17	+ 32	0	+ 18	+ 18	0	0	+ 7
Moteurs, compresseurs, pompes	- 6	- 3	- 8	- 4	- 10	- 4	- 1	+ 14	+ 6	+ 2	+ 27	+ 3	- 3	+ 12	+ 2
Construction électrique et électronique	+ 3	- 8	+ 10	- 4	+ 15	- 11	- 27	- 24	- 16	- 20	+ 20	+ 5	+ 18	+ 17	- 12
dont : Construction électrique d'équipement	+ 4	- 3	+ 16	- 10	+ 8	- 9	- 32	- 30	- 11	- 6	+ 28	+ 8	+ 24	+ 24	- 19
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	- 30	- 12	+ 18	+ 22	- 19	- 19	- 4	- 37	- 65	0	0	+ 7	- 9	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	+ 34	+ 38	+ 63	0	0	+ 25	+ 38	+ 38	+ 38	+ 21	+ 47	+ 17	0
Construction d'autre matériel de transport	- 22	- 32	- 35	- 24	- 8	- 30	- 7	- 6	- 3	- 24	+ 30	+ 32	+ 28	+ 39	+ 17
dont : Construction navale	- 17	- 18	- 6	+ 1	+ 7	- 61	- 13	+ 4	+ 3	- 64	+ 10	+ 26	+ 5	+ 24	0
Construction de cycles et motocycles	+ 33	- 24	- 83	- 38	+ 34	0	- 12	- 45	- 27	+ 54	+ 49	+ 16	+ 46	+ 54	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».
² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1983 Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1983 Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1983 Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985				1986	1985				1986
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 25	- 24	- 21	- 20	- 19	+ 17	+ 17	+ 8	+ 6	+ 8
I. Biens de consommation	- 19	- 21	- 18	- 18	- 10	+ 28	+ 23	+ 10	+ 9	+ 11
II. Biens d'investissement	- 49	- 44	- 37	- 37	- 47	+ 22	+ 21	+ 9	+ 5	+ 10
III. Biens intermédiaires	- 9	- 12	- 14	- 8	- 7	+ 1	+ 2	+ 6	+ 3	+ 3
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 31	- 34	- 28	- 24	- 20	+ 16	+ 22	+ 17	+ 11	+ 12
Industrie de la transformation du bois	- 63	- 44	- 31	- 25	- 27	+ 47	+ 39	+ 39	+ 30	+ 30
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 13	- 30	- 32	- 25	- 28	- 14	+ 7	+ 6	+ 1	- 8
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 8	+ 1	0	+ 2	- 1	- 3	- 5	+ 1	+ 2	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 60	- 6	- 3	- 1	- 31	+ 19	+ 13	- 3	- 5	+ 15
Industrie des fabrications métalliques	- 29	- 31	- 29	- 31	- 29	+ 24	+ 21	+ 5	+ 2	+ 3
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 39	- 39	- 36	- 38	- 45	+ 16	+ 8	+ 2	+ 7	+ 8
I. Biens de consommation	- 32	- 34	- 38	- 44	- 42	+ 10	+ 12	+ 12	+ 6	+ 8
II. Biens d'investissement	- 36	- 35	- 21	- 40	- 38	+ 19	+ 6	0	- 8	+ 11
III. Biens intermédiaires	- 45	- 43	- 44	- 33	- 47	+ 11	+ 4	+ 2	+ 11	+ 3
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 37	- 38	- 60	- 67	- 63	+ 18	+ 9	+ 20	+ 11	+ 15
Industrie de la transformation du bois	- 45	- 7	- 44	- 33	- 34	.	- 5	+ 11	+ 10	- 16
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 44	- 58	- 29	- 43	- 41	+ 13	+ 33	+ 15	+ 24	+ 15
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 9	+ 6	- 1	- 1	- 9	+ 15	- 2	- 4	- 8	- 10
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 34	- 31	+ 6	- 48	- 25	+ 18	+ 10	+ 14	- 19	+ 19
Industrie des fabrications métalliques	- 40	- 37	- 35	- 39	- 46	+ 32	+ 22	+ 3	+ 20	+ 17
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 53	- 36	- 35	- 33	- 13	+ 24	+ 23	+ 23	+ 33	+ 35
I. Biens de consommation	- 38	.	.	.	.	+ 17	.	.	.	.
II. Biens d'investissement	- 62	- 39	- 37	- 40	- 22	+ 30	+ 21	+ 26	+ 40	+ 37
III. Biens intermédiaires	- 31	- 3	- 7	- 1	+ 56	.	.	.	.	.
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 100	- 34	- 46	.	.	- 47	- 22	- 45	.	.
Industrie des fabrications métalliques	- 50	- 34	- 33	- 35	- 5	+ 30	+ 27	+ 26	+ 45	+ 40

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1984	1985				1984	1985				1985				1986
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Févr.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Févr.
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 27	+ 35	+ 34	+ 29	+ 25	79,6	79,5	80,3	81,5	80,5	3,40	3,62	3,44	3,32	3,25
I. Biens de consommation	+ 28	+ 32	+ 33	+ 22	+ 16	83,6	82,9	84,3	84,5	85,0	2,85	2,97	2,84	2,86	2,98
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 51	+ 42	+ 40	+ 39	72,1	73,0	75,2	77,2	75,0	5,04	5,64	5,32	4,94	4,61
III. Biens intermédiaires	+ 18	+ 26	+ 31	+ 29	+ 25	82,9	82,9	81,1	82,4	81,4	4,20	4,12	4,09	4,01	3,88
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 26	+ 30	+ 31	+ 39	+ 34	80,8	80,2	80,2	80,2	79,6	2,02	2,14	2,04	2,11	2,09
Industrie de la transformation du bois	+ 26	+ 46	+ 49	+ 31	+ 45	83,3	78,3	82,2	83,2	81,8	1,44	1,64	1,73	1,60	1,47
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	0	+ 19	+ 39	+ 33	+ 39	85,5	86,2	83,1	85,7	83,7	2,34	2,86	1,47	1,43	1,73
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 62	+ 40	+ 36	+ 29	+ 39	69,5	72,7	80,7	82,2	79,5	2,68	2,66	2,65	2,26	2,36
Industrie des fabrications métalliques	+ 34	+ 41	+ 35	+ 29	+ 20	78,4	79,0	79,4	81,0	80,2	4,72	5,13	4,83	4,61	4,47
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 40	+ 48	+ 41	+ 45	+ 55	71,9	73,5	73,1	73,7	73,7	3,00	2,92	2,85	2,71	2,85
I. Biens de consommation	+ 39	+ 64	+ 56	+ 64	+ 85	72,1	73,5	72,8	73,9	74,7	1,52	1,65	1,57	1,31	1,31
II. Biens d'investissement	+ 36	+ 43	+ 42	+ 39	+ 52	73,8	73,8	73,6	74,0	75,0	4,96	4,48	4,32	4,31	4,61
III. Biens intermédiaires	+ 61	+ 44	+ 18	+ 23	+ 66	65,9	69,1	71,3	75,4	57,5	1,38	1,63	1,65	1,46	1,48
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 4	+ 11	+ 14	+ 33	+ 44	77,7	71,9	73,4	60,2	63,6	2,03	2,39	1,73	1,48	1,22
Industrie de la transformation du bois	+ 79	+ 85	+ 84	+ 35	+ 89	67,1	67,8	65,6	69,7	73,1	1,25	1,24	1,47	1,48	1,44
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 30	+ 43	+ 15	+ 43	+ 40	88,9	88,4	85,1	86,1	82,1	1,38	1,30	1,40	1,22	1,27
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 19	+ 27	+ 30	+ 32	+ 74	84,1	83,6	86,8	85,5	85,2	2,02	1,78	1,75	1,66	2,19
Industrie des fabrications métalliques	+ 45	+ 53	+ 52	+ 45	+ 49	69,2	70,9	69,9	72,0	72,3	5,13	4,74	4,59	4,55	4,73
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 53	+ 50	+ 14	+ 50	+ 67	75,0	75,7	81,8	79,5	79,1	3,34	4,29	5,98	5,67	4,55
I. Biens de consommation	+ 54					66,4									
II. Biens d'investissement	+ 50	+ 54	- 8	+ 52	+ 73	81,3	79,3	82,6	78,6	79,3	4,40	5,55	8,04	7,60	5,96
III. Biens intermédiaires	+ 78	+ 63	+ 83	+ 65	+ 60	60,7	57,0	78,1	76,5	77,0	1,11	1,69	1,56	1,47	1,77
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 12	+ 12	+ 27	- 11		77,5	84,4	79,8	85,0		1,40	1,75	1,67		
Industrie des fabrications métalliques	+ 60	+ 59	+ 7	+ 59	+ 77	74,9	75,5	82,3	77,9	78,6	3,95	5,06	7,11	6,70	5,36

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	0	- 7	- 6	- 8	+ 2	0	- 6	- 10	- 5	- 3	+ 22	+ 18	+ 14	+ 18	+ 4
I. Biens de consommation	- 3	- 9	- 1	- 3	+ 15	- 8	- 8	- 11	- 9	- 6	+ 7	+ 14	+ 20	+ 21	+ 6
II. Biens d'investissement	+ 10	- 3	- 12	- 17	- 13	+ 10	- 14	- 15	- 4	+ 3	+ 37	+ 31	+ 28	+ 34	+ 12
III. Biens intermédiaires	- 7	- 7	- 7	- 2	+ 2	- 2	0	- 4	- 2	- 3	+ 24	+ 12	- 1	+ 1	- 5
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 15	- 12	- 5	- 10	0	- 8	- 8	- 12	- 5	- 10	+ 17	+ 22	+ 13	+ 21	+ 3
Industrie de la transformation du bois	- 17	- 25	- 3	- 15	- 14	- 15	- 16	- 14	- 15	- 2	+ 11	+ 12	+ 26	+ 27	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 19	- 12	- 18	- 23	- 2	- 11	+ 1	- 8	- 18	- 15	+ 24	+ 21	- 6	- 13	- 2
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	0	+ 2	- 4	+ 6	+ 8	- 1	+ 3	- 2	+ 5	+ 4	+ 13	+ 8	+ 5	+ 8	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 31	- 12	- 8	- 13	- 13	+ 45	- 4	- 11	- 25	+ 11	+ 35	+ 34	+ 38	+ 38	+ 15
Industrie des fabrications métalliques	+ 6	- 3	- 8	- 10	+ 5	+ 2	- 11	- 12	- 5	- 3	+ 25	+ 23	+ 23	+ 25	+ 4
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 12	- 16	- 8	- 18	- 19	- 21	- 18	- 19	- 25	- 20	+ 23	+ 17	+ 12	+ 9	- 1
I. Biens de consommation	+ 21	- 25	- 19	- 31	+ 5	- 3	- 1	+ 1	- 6	- 7	+ 7	- 3	- 2	+ 41	+ 16
II. Biens d'investissement	- 11	- 8	0	- 9	- 10	- 9	- 8	- 10	- 21	- 7	+ 7	+ 16	+ 12	+ 17	+ 10
III. Biens intermédiaires	- 18	- 21	- 10	- 20	- 28	- 35	- 33	- 32	- 37	- 31	+ 38	+ 21	+ 15	- 3	- 13
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 37	- 41	- 24	- 54	- 37	- 32	+ 4	- 4	- 10	- 27	+ 54	+ 19	- 12	- 8	- 23
Industrie de la transformation du bois	- 5	- 25	+ 5	- 3	+ 13	- 1	- 5	+ 2	- 10	+ 6	+ 19	+ 7	+ 14	+ 50	+ 78
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 2	- 13	- 5	- 14	- 27	- 4	- 18	- 19	- 32	+ 4	0	- 17	- 37	- 36	+ 55
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 6	+ 5	+ 2	0	+ 16	- 16	- 9	- 13	- 14	- 17	- 6	+ 17	+ 12	+ 5	- 7
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 26	+ 3	+ 2	- 14	+ 21	- 4	0	- 4	- 37	+ 6	- 14	+ 22	+ 19	+ 55	+ 28
Industrie des fabrications métalliques	- 11	- 11	- 9	- 15	- 13	- 13	- 10	- 8	- 16	- 12	+ 14	+ 12	+ 7	+ 7	+ 6
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 13	+ 8	+ 15	+ 2	+ 24	- 7	- 19	- 6	+ 4	+ 22	+ 61	+ 31	+ 53	+ 54	+ 21
I. Biens de consommation	+ 14					- 13					+ 40				
II. Biens d'investissement	+ 30	+ 26	+ 37	+ 15	+ 19	- 8	- 32	+ 4	+ 14	+ 17	+ 68	+ 29	+ 67	+ 61	+ 20
III. Biens intermédiaires	- 48	- 11	- 28	- 2	+ 81	- 4	+ 22	- 40	- 12	+ 66	+ 54	+ 18	+ 5	+ 33	+ 4
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 16	- 44	- 28			- 17	- 22	- 33			+ 18	- 21	- 58		
Industrie des fabrications métalliques	+ 13	+ 18	+ 24	+ 13	+ 30	- 6	- 23	- 5	+ 11	+ 28	+ 65	+ 30	+ 59	+ 62	+ 17

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1983 Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	104,82	103,40	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	110,44	119,29	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	118,05	111,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	114,89	117,51	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	105,02	109,23	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	109,20	112,84	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	114,68	107,09	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	99,76	94,79	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	96,00	97,18	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	99,77	101,04	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,42	101,57	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	100,40	99,00	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1985				1986
	Février	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Février
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 30	+ 25	+ 7	- 28	- 63
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 26	+ 23	+ 6	- 33	- 67
Bâtiments non-résidentiels	- 40	+ 29	+ 9	- 20	- 54
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 32	+ 27	+ 4	- 18	- 42
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 66	- 41	- 44	- 56	- 62
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 64	- 33	- 35	- 48	- 60
Bâtiments non-résidentiels	- 69	- 58	- 59	- 71	- 69
Génie civil et travaux routiers	- 65	- 58	- 59	- 60	- 49
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 18	- 8	- 16	- 26	- 13
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 23	- 4	- 21	- 28	- 14
Bâtiments non-résidentiels	- 11	- 15	- 6	- 24	- 8
Génie civil et travaux routiers	- 45	- 25	- 29	- 28	- 11
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 15	+ 13	+ 22	+ 19	+ 10
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 16	+ 19	+ 23	+ 20	+ 10
Bâtiments non-résidentiels	+ 12	0	+ 16	+ 16	+ 10
Génie civil et travaux routiers	- 25	- 13	- 7	+ 1	- 6

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution »

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1983 Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858
population active ²	4.056	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. <i>Demande d'emplois (population active) :</i>								
Total	+ 26	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1
Hommes	- 10	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18
Femmes	+ 36	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 38	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	.
Hommes	+ 19	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	.
Femmes	+ 19	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 12	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	.
Hommes	- 29	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	.
Femmes	+ 16	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	.
2. <i>Offre d'emplois (emploi)</i>								
par :	- 8	+ 1	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 5	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0
— industrie ⁶	- 41	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9
— construction	+ 2	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 5	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	+ 9
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 20	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	+ 7
2.2 les services non-marchands ⁹								
2.3 l'étranger ¹⁰	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1
3. <i>Chômage (1 - 2)¹¹ :</i>								
Total	+ 34	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1
Hommes	+ 6	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3
Femmes	+ 27	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage ²	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²		Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³	
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total	(f) = (a) à (e)		(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹	
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
	milliers d'unités								milliers d'unités			
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,1	—	13,2	4,2		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,2	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	40,6	27,2	588,1	14,1	—	11,4	6,7		
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	25,0	25,1	552,2	14,1	—	11,1	7,0		
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9		
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4		
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7		
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,3	32,8	14,2	18,7		
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,8	44,3	12,7	20,7		
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5		
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2		
1985 Mars	155,0	320,6	50,6	31,6	22,2	580,0	14,2	—	13,0	16,0		
Avril	149,0	305,5	40,8	28,8	22,1	546,2	13,6	26,6	14,6	17,6		
Mai	142,8	298,8	38,9	27,0	21,0	528,5	13,4	33,6	14,1	18,7		
Juin	130,6	287,7	37,2	30,3	20,1	505,9	13,0	38,3	14,0	19,7		
Juillet	132,7	293,4	36,7	71,5	20,6	554,9	13,0	42,6	10,3	17,9		
Août	129,5	292,2	36,4	89,5	20,3	567,8	12,7	44,4	9,6	19,2		
Septembre	127,2	288,9	35,5	91,2	21,2	564,0	12,7	45,9	18,3	24,9		
Octobre	125,1	287,5	34,9	84,6	20,8	552,8	12,6	47,9	18,7	20,5		
Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,4	49,2	15,0	21,2		
Décembre	124,7	288,5	34,4	74,2	20,6	542,4	12,7	50,5	9,6	19,8		
1986 Janvier	138,6	292,9	34,4	54,5	20,0	540,4	12,7	51,7	16,7	19,6		
Février	138,4	289,1	33,8	41,0	18,9	521,2	12,5	53,9	13,2	18,8		
Mars	134,8	285,6	33,4	32,9	18,0	504,7	12,4	55,4	18,2	19,2		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

Soit, par exemple pour le mois d'avril 1985 :

$$\frac{(546,2 + 26,6) \times 13,6}{546,2} = 14,3 \text{ p.c.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres desaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	178	182	179	166	170	187	177	180
Autres céréales panifiables	24	21	19	15	14	16	16	16
Céréales non panifiables	197	195	193	191	177	170	168	149
Betteraves sucrières	110	116	117	130	124	109	117	118
Autres plantes industrielles	12	10	10	9	12	14	17	16
Pommes de terre	35	36	38	34	37	34	36	41
Autres plantes et racines tuberculifères	21	19	18	16	17	15	15	15
Prés et prairies	721	710	702	697	691	686	678	669
Cultures maraîchères	25	19	18	23	28	25	25	27
Cultures fruitières	13	12	12	11	11	11	11	11
Divers	111	112	112	117	123	133	136	148
Total ...	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150
Avoine	136	119	109	109	153	80	92	94
Orge	765	767	807	752	745	670	873	685
Autres céréales	155	140	124	120	138	123	155	125
Betteraves sucrières	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952
Pommes de terre	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.532
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	971	981	976	969	968	984	994	970
Autres bovidés	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.123
Porcs	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.294
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	879	919	952	974	941	979	1.036	1.033

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

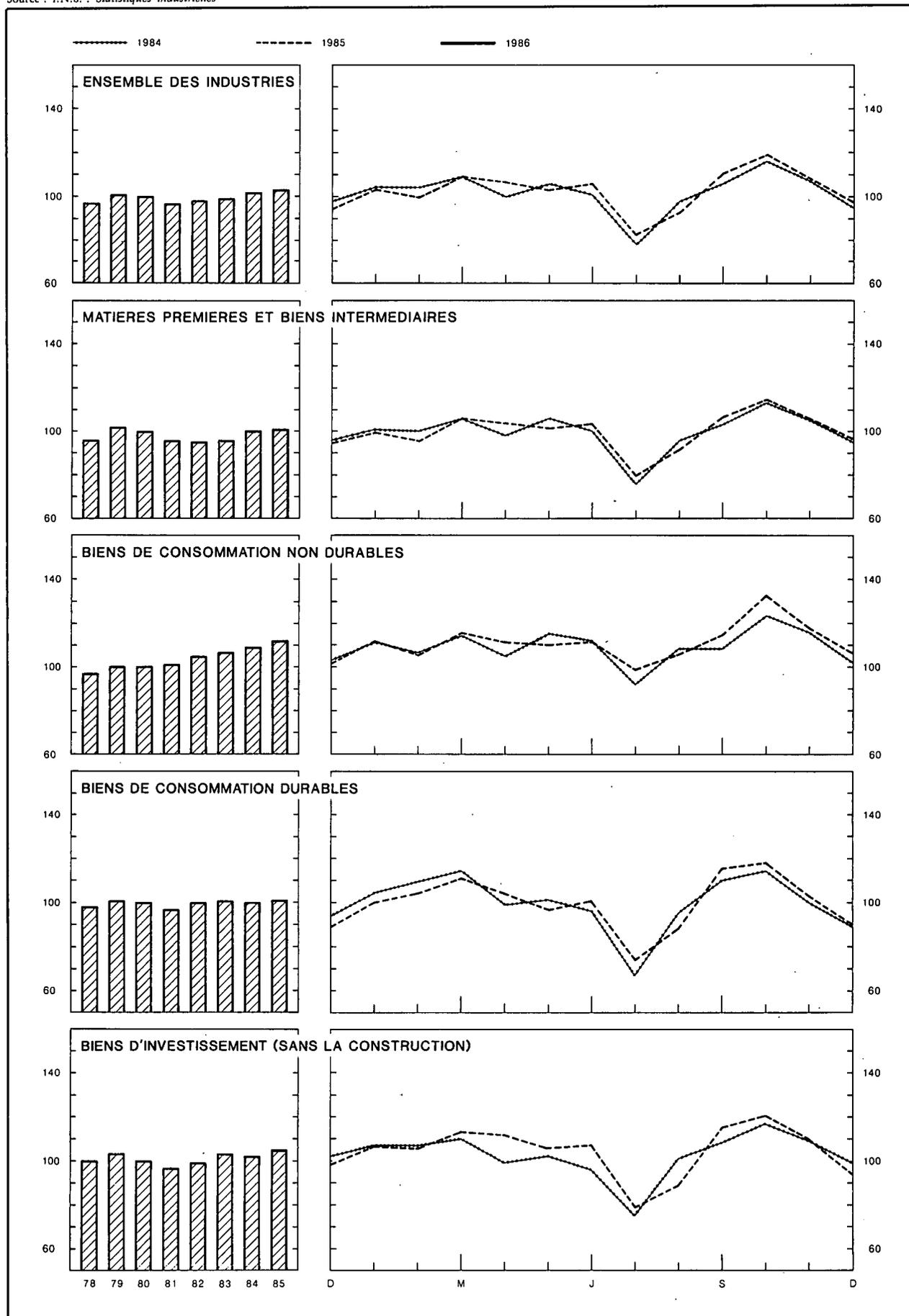
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Poissons de fond	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7
Poissons pélagiques	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1
Crustacés et mollusques	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7
Total ...	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'inves- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984 et 1985	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	103	104	83	101	112	101	105	91	93
1985 4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	91	103	110	109	108	90	91
2 ^e trimestre	102	103	93	101	110	99	99	93	93
3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	106	93	103	112	101	108	96	98
3 ^e trimestre	96	96	80	93	107	93	94	86	87
4 ^e trimestre	108	109	81	106	119	104	108	97	98
1984 Décembre	96	97	75	95	102	89	98	81	92
1985 Janvier	103	103	74	99	112	100	107	79	83
Février	100	101	74	96	106	104	106	81	84
Mars	109	110	91	106	116	111	111	96	99
Avril	107	107	99	104	113	104	112	96	97
Mai	103	104	89	102	111	97	106	93	98
Juin	106	106	90	103	112	101	106	98	99
Juillet	83	84	62	80	100	74	79	69	72
Août	93	94	80	92	106	88	89	85	86
Septembre	111	111	98	107	115	116	115	104	102
Octobre	119	120	100	115	133	118	121	112	108
Novembre	108	109	74	106	118	103	110	95	92
Décembre	98	99	69	97	107	91	94	85	92

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 et 1985 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	.	99	116	106	74	106	96	95	113	111	51
1983 4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	104	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	97	117	99	101	98	112	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	108	120	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	108	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	119	109	37
3 ^e trimestre	94	108	84	90	89	113	97	77	92	83	97	107	115	55
4 ^e trimestre	109	121	89	.	99	132	119	77	111	104	95	110	109	60
1984 Décembre	98	103	86	89	93	114	109	73	90	86	71	97	98	61
1985 Janvier	107	119	86	104	105	101	123	48	110	87	89	110	112	62
Février	106	115	83	99	102	100	102	57	109	91	105	106	106	58
Mars	110	127	97	104	105	113	107	76	115	101	118	125	111	42
Avril	110	124	93	102	106	116	95	84	111	103	93	117	106	24
Mai	106	118	97	102	100	114	101	81	103	96	76	115	112	38
Juin	109	118	95	95	106	115	100	84	110	107	85	126	108	49
Juillet	82	98	77	63	70	107	90	64	71	62	69	88	110	53
Août	87	107	86	98	91	114	97	80	88	80	91	109	107	56
Septembre	114	120	90	108	105	118	103	86	117	107	132	126	129	57
Octobre	122	132	90	119	114	150	117	83	122	114	115	129	108	63
Novembre	109	120	92	102	97	132	120	75	114	100	94	107	115	58
Décembre	95	109	86	.	88	113	119	73	99	99	76	95	103	58

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Impor- tations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure	Production
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030		
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137		
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251		
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.221	219	626	191	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985						779	497	*478	518	*1.200	4.515		
1983 4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560		
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574		
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142		
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903		
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664		
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697		
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208		
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105		
4 ^e trimestre						869	505	*493	503	*1.268	5.052		
1984 Décembre	1.609	1.208	197	726	133	997	522	513	462	1.041	4.635		
1985 Janvier	1.644	1.832	197	1.109	318	1.412	494	472	609	1.323	5.224		
Février	1.554	1.395	192	738	269	1.176	458	440	581	997	4.322		
Mars	1.106	1.217	204	641	199	1.130	508	497	608	1.522	4.545		
Avril	629	1.197	225	620	192	775	489	487	592	1.177	4.050		
Mai	1.020	1.152	224	537	211	623	513	505	506	1.131	4.313		
Juin	1.297	1.157	203	553	227	458	491	482	477	1.296	4.260		
Juillet	1.401	989	216	461	147	348	502	417	375	1.000	3.844		
Août	1.478	1.263	223	709	149	371	505	461	417	934	4.115		
Septembre	1.521	1.172	212	580	188	411	488	499	539	1.215	4.357		
Octobre						660	512	*521	601	* 979	4.972		
Novembre						977	492	*482	456	*1.658	5.113		
Décembre						863	510	*477	451	*1.168	5.070		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	891					
1983 4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	20,2	55,4	75,6	72,7
2 ^e trimestre	1.009	725	18,9	49,6	68,5	70,9
3 ^e trimestre	850	606	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	700	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	892	669	* 21,4	* 59,8	* 81,1	* 78,5
2 ^e trimestre	940	740	* 21,8	* 61,5	* 83,3	* 82,8
3 ^e trimestre	! 840	623	* 19,3	* 49,2	* 68,5	* 68,8
4 ^e trimestre	892					
1984 Décembre	881	617	30,3	60,9	91,2	78,9
1985 Janvier	868	647	* 21,1	* 60,0	* 81,1	* 73,6
Février	814	632	* 19,9	* 59,1	* 79,0	* 77,5
Mars	994	727	* 23,1	* 60,2	* 83,3	* 84,3
Avril	930	721	* 22,2	* 56,0	* 78,1	* 80,1
Mai	974	737	* 21,4	* 68,9	* 90,3	* 82,7
Juin	917	761	* 21,9	* 59,7	* 81,6	* 85,8
Juillet	! 757	497	* 14,8	* 39,1	* 54,0	* 57,1
Août	! 861	610	* 19,9	* 47,3	* 67,2	* 63,6
Septembre	901	761	* 23,1	* 61,2	* 84,4	* 85,9
Octobre	* 909	674	* 24,9	* 64,9	* 89,8	* 94,2
Novembre	* 923	689	* 21,0	* 62,5	* 83,5	* 85,7
Décembre	* 843					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹		
	Avis favorables		Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables		Autorisations de bâtir			Bâtiments commencés	
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)		(milliers)	(milliers de m ³)
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	127		
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118		
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96		
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100		
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83		
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79		
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64		
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	*0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57		
1983 3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—		
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—		
1984 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.423	1,9	1.150	0,4	0,5	1.535	0,4	1.457	—		
2 ^e trimestre	2,1	2,5	1.552	2,4	1.482	*0,5	0,6	2.491	0,5	1.903	—		
3 ^e trimestre	2,1	2,3	1.453	2,0	1.276	0,4	0,6	1.863	0,5	1.326	—		
4 ^e trimestre	1,7	2,1	1.260	1,9	1.083	0,3	0,4	1.467	0,4	1.367	—		
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—		
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—		
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—		
1984 Octobre	2,1	2,2	1.345	1,6	1.012	0,4	0,5	1.320	0,4	974	58		
Novembre	1,6	1,7	1.058	1,7	973	0,3	0,4	1.302	0,3	898	57		
Décembre	1,5	2,4	1.378	2,3	1.265	0,3	0,4	1.779	0,6	2.230	57		
1985 Janvier	2,1	2,2	1.440	1,3	782	0,3	0,4	1.540	0,4	1.468	* 56		
Février	1,9	2,4	1.489	1,2	713	0,3	0,4	1.214	0,3	1.284	* 55		
Mars	2,5	3,0	1.767	2,8	1.832	0,4	0,4	2.210	0,5	3.194	* 55		
Avril	2,5	3,0	1.963	3,4	2.037	0,4	0,5	2.371	0,5	1.410	* 55		
Mai	2,4	2,7	1.833	3,3	2.085	0,4	0,6	1.597	0,6	2.083	* 55		
Juin	2,6	2,9	1.885	2,4	1.498	0,5	0,7	3.070	0,4	1.554	* 55		
Juillet	2,8	2,6	1.598	1,6	1.084	0,5	0,7	2.508	0,3	1.427	* 55		
Août	2,1	2,4	1.500	2,7	1.704	0,5	0,6	2.101	0,6	1.732	* 55		
Septembre	1,7	2,3	1.419	3,0	1.879	0,4	0,6	2.384	0,7	2.504	* 55		
Octobre	2,1	2,3	1.499			0,4	0,7	2.744			* 57		

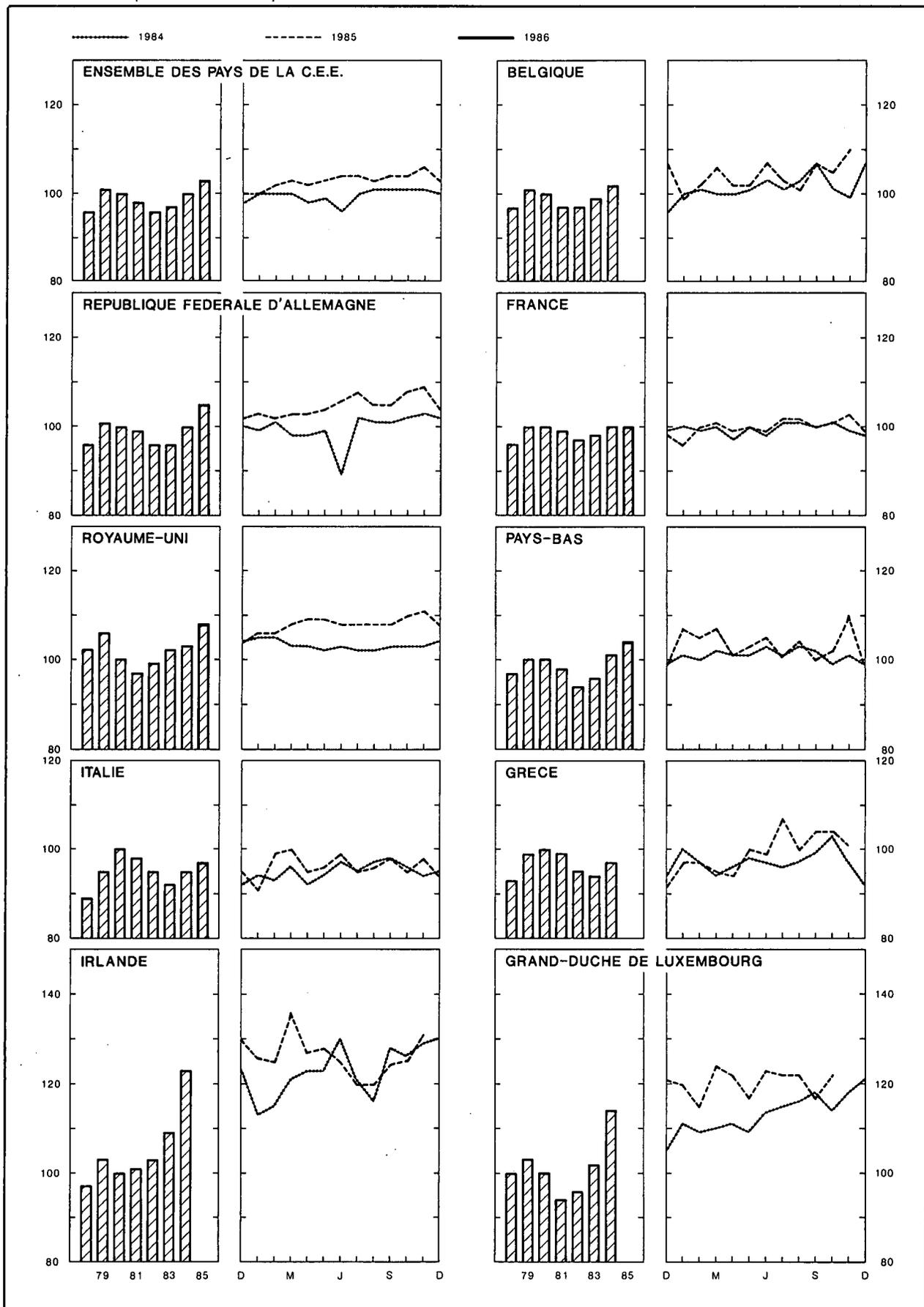
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	97	- 3,5	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	94	- 5,7	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	0,0	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	96	+ 2,2	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,0	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	102	+ 5,5	94	- 0,6
1984	100	+ 2,9	102	+ 2,9	100	+ 3,4	100	+ 2,0	103	+ 1,0	101	+ 5,2	95	+ 3,1	123	+12,8	114	+11,7	97	+ 3,2
1985	103	+ 3,5	.	.	105	+ 5,5	100	+ 0,4	108	+ 4,8	104	+ 2,7	97	+ 1,1	.	.	.	.	.	.
1983 4 ^e trimestre	99	+ 4,4	101	+ 4,6	99	+ 6,9	99	+ 3,1	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	113	+ 9,5	109	+16,6	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,4	101	+ 2,9	99	+ 6,0	100	+ 2,0	104	+ 4,0	101	+ 6,7	94	+ 1,6	117	+ 7,9	110	+14,7	97	+ 2,6
2 ^e trimestre	98	+ 1,6	101	+ 3,0	95	- 1,0	98	+ 1,0	102	+ 1,9	102	+ 5,2	95	+ 4,9	125	+18,4	111	+11,8	97	+ 3,9
3 ^e trimestre	101	+ 3,6	103	+ 3,0	101	+ 5,2	100	+ 3,1	102	- 0,4	102	+ 7,0	97	+ 4,1	122	+10,6	116	+13,2	98	+ 3,4
4 ^e trimestre	101	+ 2,2	102	+ 1,0	102	+ 3,7	100	+ 2,0	103	- 0,6	100	+ 3,1	95	+ 1,9	129	+13,8	118	+ 8,0	97	+ 2,8
1985 1 ^{er} trimestre	102	+ 2,0	102	+ 1,7	103	+ 3,4	99	- 1,0	106	+ 2,0	106	+ 5,3	97	+ 2,5	129	+ 9,9	120	+ 8,6	96	- 0,9
2 ^e trimestre	103	+ 4,9	104	+ 2,6	104	+ 9,4	99	+ 0,7	109	+ 6,1	103	+ 1,3	97	+ 1,9	127	+ 1,1	121	+ 8,8	98	+ 0,8
3 ^e trimestre	104	+ 2,7	104	+ 0,5	106	+ 4,6	101	+ 0,7	109	+ 5,8	102	0,0	96	- 0,5	121	0,0	120	+ 3,4	104	+ 6,0
4 ^e trimestre	104	+ 3,5	.	.	107	+ 4,6	101	+ 1,3	109	+ 5,4	104	+ 4,0	96	+ 0,6	.	.	.	.	.	.
1984 Décembre ..	100	+ 1,2	107	+ 7,0	102	+ 2,0	98	- 1,0	104	- 0,7	99	0,0	95	+ 2,8	130	+10,6	121	+10,8	92	- 2,0
1985 Janvier	100	+ 0,2	99	- 1,2	103	+ 4,0	96	- 5,0	106	+ 0,9	107	+ 5,9	91	- 2,9	126	+10,2	120	+ 7,8	97	- 2,9
Février	102	+ 2,3	102	+ 1,6	102	+ 1,0	100	+ 1,0	106	+ 1,1	105	+ 5,0	99	+ 7,0	125	+ 7,6	115	+ 5,5	97	+ 0,1
Mars	103	+ 3,6	106	+ 4,6	103	+ 5,1	101	+ 1,0	108	+ 4,2	107	+ 4,9	100	+ 3,5	136	+12,6	124	+12,4	95	+ 0,1
Avril	102	+ 3,9	102	+ 2,0	103	+ 5,1	99	+ 2,1	109	+ 5,9	101	0,0	95	+ 3,0	127	+ 3,2	122	+ 9,9	94	- 2,3
Mai	103	+ 3,1	102	+ 1,1	104	+ 5,1	100	- 1,0	109	+ 6,9	103	+ 2,0	96	+ 0,3	128	+ 4,7	117	+ 7,8	100	+ 3,4
Juin	104	+ 7,7	107	+ 4,6	106	+19,1	99	+ 1,0	108	+ 5,5	105	+ 1,9	99	+ 2,4	125	- 4,9	123	+ 8,6	99	+ 1,3
Juillet	104	+ 3,5	103	+ 2,4	108	+ 5,9	102	+ 1,0	108	+ 5,4	101	+ 1,0	95	0,0	120	- 1,5	122	+ 5,6	107	+ 9,5
Août	103	+ 2,4	101	- 1,3	105	+ 4,0	102	+ 1,0	108	+ 6,2	104	+ 1,0	96	- 1,2	120	+ 3,6	122	+ 5,7	100	+ 2,7
Septembre ..	104	+ 2,4	107	+ 0,5	105	+ 4,0	100	0,0	110	+ 6,0	100	- 2,0	98	- 0,2	124	- 2,7	117	- 1,0	104	+ 5,8
Octobre ...	104	+ 3,2	105	+ 4,1	108	+ 5,9	101	0,0	109	+ 5,6	102	+ 3,0	95	- 0,8	125	- 0,8	122	+ 6,8	104	+ 1,4
Novembre ..	106	+ 5,5	110	+10,7	109	+ 5,8	103	+ 3,0	111	+ 6,9	110	+ 8,9	98	+ 3,6	131	+ 1,3	.	.	101	+ 3,7
Décembre ..	103	+ 2,0	.	.	104	+ 2,0	99	+ 0,9	108	+ 3,8	99	0,0	94	- 1,0	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	375	66
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.095	1.600	1.084	472	91
1983 4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	387	80
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	371	78
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475	88
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	576	95
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404	84
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1985 Janvier	528	629	5.367	1.330	1.005	388	77
Février	528	637	5.834	1.471	1.129	311	73
Mars	559	742	6.556	1.689	1.335	449	96
Avril	546	688	6.080	1.645	1.163	474	95
Mai	568	719	6.438	1.713	1.203	474	96
Juin	561	707	6.273	1.528	1.179	545	99
Juillet	535	656	5.777	1.536	1.121	589	100
Août	501	589	5.069	1.331	986	608	100
Septembre	554	670	6.079	1.551	1.223	553	98
Octobre	597	779	6.725	1.609	1.262	486	92
Novembre	555	733	6.260	1.495	1.105	384	84
Décembre	539	705	5.980	1.583	1.008	402	83
1986 Janvier	* 552	656	5.890	1.683	1.155	412	78

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (mil- liers de tonnes de jauge bru- tes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (mil- liers de tonnes de jauge bru- tes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (mil- liers de tonnes de jauge bru- tes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736	3.977	3.182	1.800	1.549	411	3.371	344	211	8.224	437
1985	9.969										
1983 4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015		1.552	499		385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095										
1985 Janvier	9.549	4.413	3.359	1.909	2.833	937	3.689	181	159	5.369	284
Février	9.015	3.603	3.408	1.485	1.598	357	3.463	277	186	6.197	347
Mars	10.160	3.756	3.795	1.842	1.249	612	3.705	308	206	7.837	447
Avril	9.774	3.926	3.117	1.594	1.485	444	3.458	368	226	7.776	380
Mai	10.005	3.442	3.008	2.076	2.046	764	3.877	363	224	9.409	512
Juin	10.469	3.757	3.237	1.981	1.617	511	3.567	557	315	8.615	452
Juillet	10.046	3.847	3.079	1.695	902	270	3.705	348	253	6.716	326
Août	10.193	3.475	2.548	2.048	1.726	601	3.564	319	188	8.889	457
Septembre	10.136	3.973	3.418		2.028	626		488	326	8.476	449
Octobre	10.716	4.335	3.358		2.408	911		382	342		
Novembre	9.427	3.866	2.764		1.949	562		588	283		
Décembre	10.143										
1986 Janvier	9.968										

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1977	2.434	1.798	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	58	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1985 1 ^{er} trimestre	663	295	33	79	46	42	40
1984 Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81
Octobre	955	406	47	141	86	66	68
Novembre	767	354	41	101	53	47	46
Décembre	795	449	33	118	36	36	33
1985 Janvier	557	240	29	34	31	33	35
Février	646	300	36	103	41	37	35
Mars	787	344	35	101	66	56	50

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	* 104	108	105	86	* 110	* 97	* 99	* 106	* 105	* 97
1982	* 113	117	112	79	* 118	* 106	* 103	* 117	* 113	* 95
1983	* 109	125	117	57	* 119	* 107	* 93	* 120	* 113	* 89
1984	* 113	130	124	52	* 124	* 111	* 101	* 125	* 118	* 87
1985	* 120	136	125	50	* 128	* 118	* 106	* 135	* 125	* 88
1983 4 ^e trimestre	* 117	137	129	54	* 125	* 123	* 105	* 126	* 122	* 93
1984 1 ^{er} trimestre	* 108	122	118	52	* 118	* 95	* 90	* 129	* 113	* 85
2 ^e trimestre	* 115	129	123	52	* 125	* 118	* 101	* 125	* 120	* 89
3 ^e trimestre	* 106	127	124	53	* 120	* 103	* 100	* 115	* 112	* 82
4 ^e trimestre	* 122	143	131	53	* 132	* 130	* 115	* 131	* 128	* 93
1985 1 ^{er} trimestre	* 110	128	119	49	* 121	* 99	* 90	* 133	* 116	* 82
2 ^e trimestre	* 124	137	123	! 51	* 131	* 125	* 106	* 139	* 128	* 90
3 ^e trimestre	* 115	129	125	! 50	* 125	* 107	* 106	* 127	* 120	* 83
4 ^e trimestre	* 130	149	134	49	* 138	* 143	* 122	* 138	* 136	* 95
1984 Décembre	* 139	161	147	57	* 148	* 154	* 139	* 143	* 146	* 105
1985 Janvier	* 109	127	120	49	* 120	* 108	* 84	* 129	* 114	* 82
Février	* 102	118	111	! 48	* 113	* 77	* 85	* 127	* 107	* 76
Mars	* 120	139	126	! 51	* 129	* 112	* 102	* 144	* 126	* 88
Avril	* 121	139	121	! 54	* 125	* 132	* 102	* 138	* 127	* 89
Mai	* 126	137	125	! 51	* 136	* 125	* 105	* 139	* 130	* 91
Juin	* 124	! 137	123	! 49	* 131	* 119	* 110	* 141	* 128	* 90
Juillet	* 113	134	127	! 54	* 124	* 109	* 105	* 126	* 119	* 83
Août	* 112	! 130	129	! 51	* 127	* 94	* 104	* 126	* 118	* 82
Septembre	* 120	123	118	44	* 123	* 117	* 109	* 130	* 122	* 85
Octobre	* 128	145	126	56	* 131	* 143	* 112	* 142	* 133	* 93
Novembre	* 119	140	129	45	* 131	* 130	* 104	* 128	* 125	* 87
Décembre	* 144	162	148	46	* 151	* 156	* 150	* 145	* 150	* 105

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1982 2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1982 2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1983 4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1985 Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131
Mars	2	351	8	14.326	16.018	2	30.707	1.246	31.953
Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336
Mai	2	294	7	15.799	16.975	1	33.078	1.258	34.336
Juin	2	359	7	14.771	17.062	2	32.203	1.241	33.444
Juillet	2	382	8	16.478	17.352	3	34.225	1.335	35.560
Août	2	283	7	14.461	15.281	1	30.035	1.039	31.074
Septembre	2	286	7	15.641	16.433	2	32.371	1.107	33.478
Octobre	2	350	8	17.157	18.561	1	36.079	1.288	37.367
Novembre	2	279	6	15.442	16.742	1	32.472	1.037	33.509
Décembre	2	300	7	17.518	19.336	1	37.164	1.253	38.417
1986 Janvier	2	388	8	16.887	19.080	1	36.366	1.174	37.540
Février	2	283	8	14.591	17.146	1	32.031	1.011	33.042

b) Montant des opérations

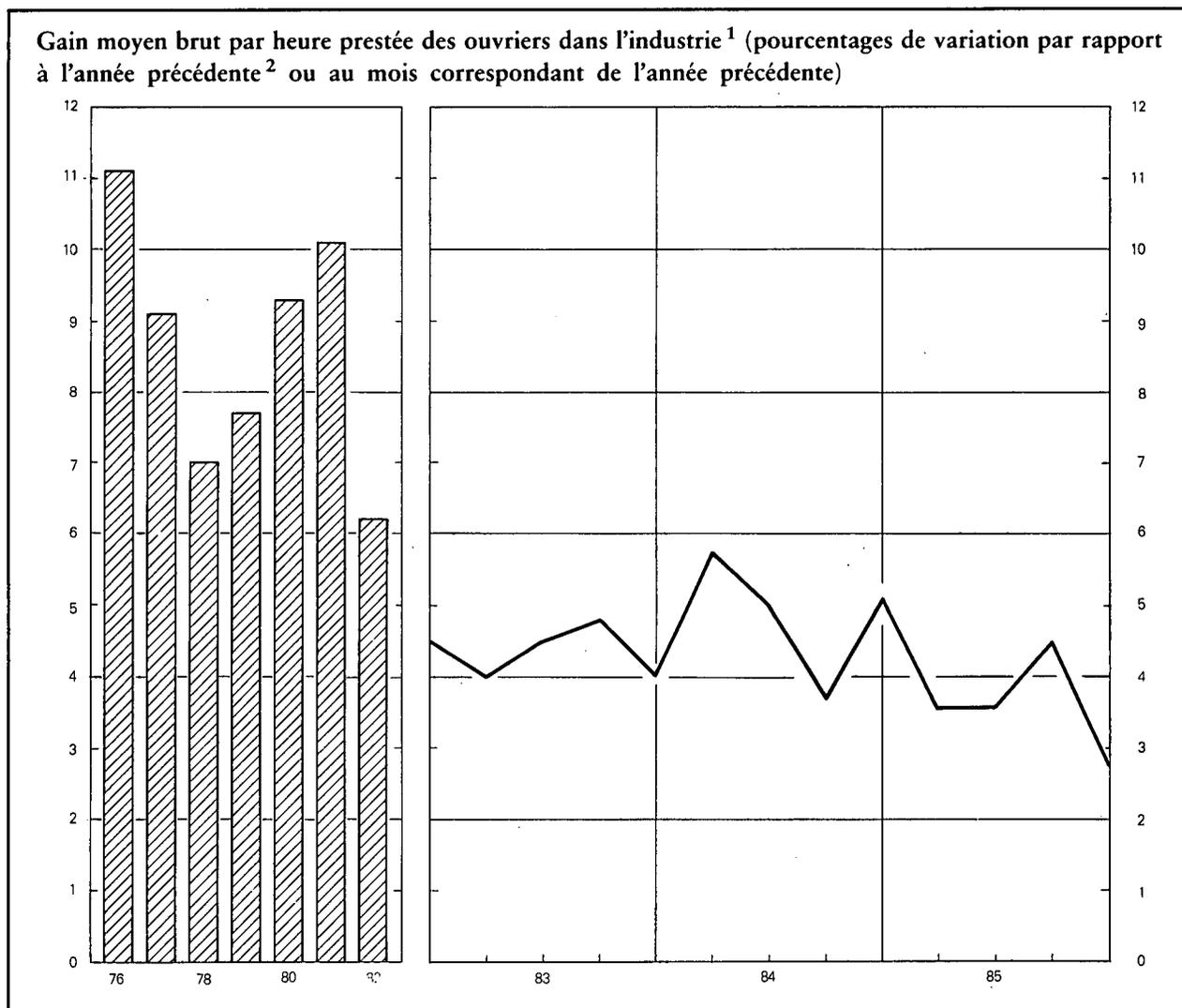
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1983 4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1985 Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810
Mars	329	6	1.025	734	5.627	1.148	8.869	725	9.594
Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489
Mai	322	6	1.020	863	5.435	1.003	8.649	734	9.383
Juin	336	8	870	758	5.108	947	8.027	665	8.692
Juillet	353	6	966	776	5.490	1.004	8.594	703	9.297
Août	318	5	923	629	5.532	769	8.176	619	8.795
Septembre	324	5	1.011	717	6.044	944	9.045	653	9.698
Octobre	291	6	909	766	5.978	1.037	8.987	689	9.676
Novembre	254	5	710	751	4.967	903	7.590	603	8.193
Décembre	338	5	961	687	6.359	1.002	9.352	750	10.102
1986 Janvier	295	6	1.134	813	6.640	1.162	10.050	745	10.795
Février	271	5	1.095	816	6.457	985	9.629	684	10.313

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.
Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	* 203	* 197	* 202	* 212	205,8	202,3	191,5	187,6
1983 Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	198,5	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	* 198	195	200	* 208	203,1	199,5	189,2	185,4
Juin	* 201	195	201	* 211	204,1	200,7	190,0	186,3
Septembre	* 202	* 198	* 203	* 212	207,4	203,9	193,1	189,3
Décembre	* 209	* 199	* 205	* 219	208,7	204,9	193,5	189,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1983	1983	1984	1984	1985	1983	1983	1984	1984	1985
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	267	272	282	283	290	65,7	67,2	68,9	69,5	71,3
<i>Industrie extractive</i>	297	308	321	320	328	66,2	73,8	68,2	72,1	74,2
<i>Bâtiment et génie civil</i>	270	273	279	281	286	61,9	64,2	65,9	65,7	67,1
<i>Industrie manufacturière</i>	265	270	280	282	289	66,0	66,9	69,1	69,6	71,4
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	275	278	289	288	297	64,9	65,6	67,2	66,6	68,3
Construction de machines et de matériel mécanique	273	279	292	293	300	65,1	66,3	69,4	70,0	71,6
Construction électrique et électronique	272	273	286	286	294	68,2	68,9	71,8	72,0	73,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	280	284	295	299	305	65,0	65,9	68,9	68,4	71,0
Construction d'autre matériel de transport .	278	280	293	297	307	67,7	68,4	71,0	70,8	73,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	247	257	269	269	276	60,2	60,9	63,8	64,0	65,5
Métallurgie de base	327	335	353	343	359	78,7	79,0	82,7	83,3	86,0
Industrie chimique	309	320	328	331	338	74,4	76,4	77,9	79,6	80,5
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	250	258	267	268	273	60,5	61,9	64,5	65,3	66,2
Industrie textile	227	230	236	239	246	58,6	59,3	60,7	61,6	63,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	274	281	291	294	301	69,1	70,0	71,7	71,8	73,7
Industrie du bois	245	247	255	258	261	53,3	54,3	56,5	56,7	58,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .	203	206	213	215	219	47,3	48,4	49,4	50,4	51,3
Industrie du papier, imprimerie et édition .	281	290	300	302	311	62,8	63,9	66,0	67,1	68,9
Raffineries de pétrole	429	435	425	446	460	99,8	99,6	100,8	102,6	107,9
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	79,4	80,3	82,9	84,9	85,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	219,3	132,7	227,5
1985 Mars	197,0	112,6	111,3	94,8	115,5	119,0	113,5	106,9	131,2	104,7	246,2	114,2	258,8
Avril	198,1	115,0	110,7	96,9	117,1	116,1	118,4	109,8	137,9	111,1	246,6	118,6	258,8
Mai	197,6	113,8	107,3	94,0	111,3	113,4	118,7	111,5	138,6	107,9	246,5	118,0	258,8
Juin	196,8	111,4	105,9	92,1	108,6	112,6	115,6	109,5	133,0	105,8	246,6	119,0	258,8
Juillet	196,9	111,6	102,4	89,2	102,3	109,8	118,6	113,3	134,5	109,3	246,8	120,5	258,8
Août	196,1	110,4	99,8	81,2	94,3	112,1	118,5	113,5	132,1	111,2	246,2	123,6	257,8
Septembre	195,3	109,2	100,1	81,1	91,2	113,8	116,2	113,9	127,8	105,9	245,6	118,0	257,7
Octobre	195,6	109,3	100,8	81,9	89,5	115,4	115,8	114,3	127,2	104,3	246,0	123,1	257,7
Novembre	196,7	112,0	105,8	86,7	89,3	122,1	116,7	114,6	125,5	109,8	246,2	124,6	257,7
Décembre	198,5	116,6	114,2	89,1	92,4	135,9	118,4	117,8	128,4	106,6	246,4	127,0	257,7
1986 Janvier	196,2	119,8	120,5	87,6	92,0	148,9	119,2	120,1	126,9	107,4	240,8	129,3	251,4
Février	177,4	119,1	117,3	85,5	88,0	145,5	120,5	123,5	125,1	108,0	211,5	133,1	218,9
Mars	174,5	121,3	119,1	85,2	87,1	149,4	123,0	127,1	128,8	106,7	205,5	135,7	212,2

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1983 4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8
Mars	161,6	162,6	153,9	170,9	161,4	178,6	165,7	148,8	156,0	184,4	186,5	140,1	170,0	175,4	157,8
Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0
Mai	160,6	156,0	151,1	160,5	161,7	178,1	166,9	149,1	157,2	182,0	186,7	140,6	168,6	177,4	161,1
Juin	161,3	160,3	153,2	166,9	161,5	178,7	166,0	148,9	156,8	182,3	185,9	140,3	167,3	177,0	161,1
Juillet	159,9	155,9	153,1	158,5	160,8	176,6	166,0	148,6	156,9	178,7	185,5	139,5	166,8	176,4	161,1
Août	157,8	150,2	151,9	148,6	159,7	172,8	165,0	148,6	156,2	175,0	185,7	138,6	162,8	176,3	162,0
Septembre	157,9	153,3	150,2	156,1	159,0	171,3	164,0	148,6	155,8	173,2	186,0	138,2	161,2	175,6	162,0
Octobre	156,5	152,5	148,4	156,2	157,5	168,2	162,1	148,3	155,2	169,1	182,9	137,3	158,9	174,2	162,0
Novembre	156,2	154,5	151,8	156,8	156,6	165,8	160,9	148,4	154,7	166,6	181,9	136,2	157,4	173,6	162,0
Décembre	155,8	155,0	151,0	158,8	156,0	165,3	160,6	147,6	154,5	164,1	178,9	136,4	156,9	173,8	162,0
1986 Janvier	154,8	152,4	148,9	155,7	155,4	163,6	160,1	147,4	154,4	161,0	176,1	136,1	156,2	175,0	162,5
Février	152,3	147,3	147,6	147,0	153,5	160,4	157,5	146,8	153,1	157,3	172,4	135,3	151,1	174,8	162,5

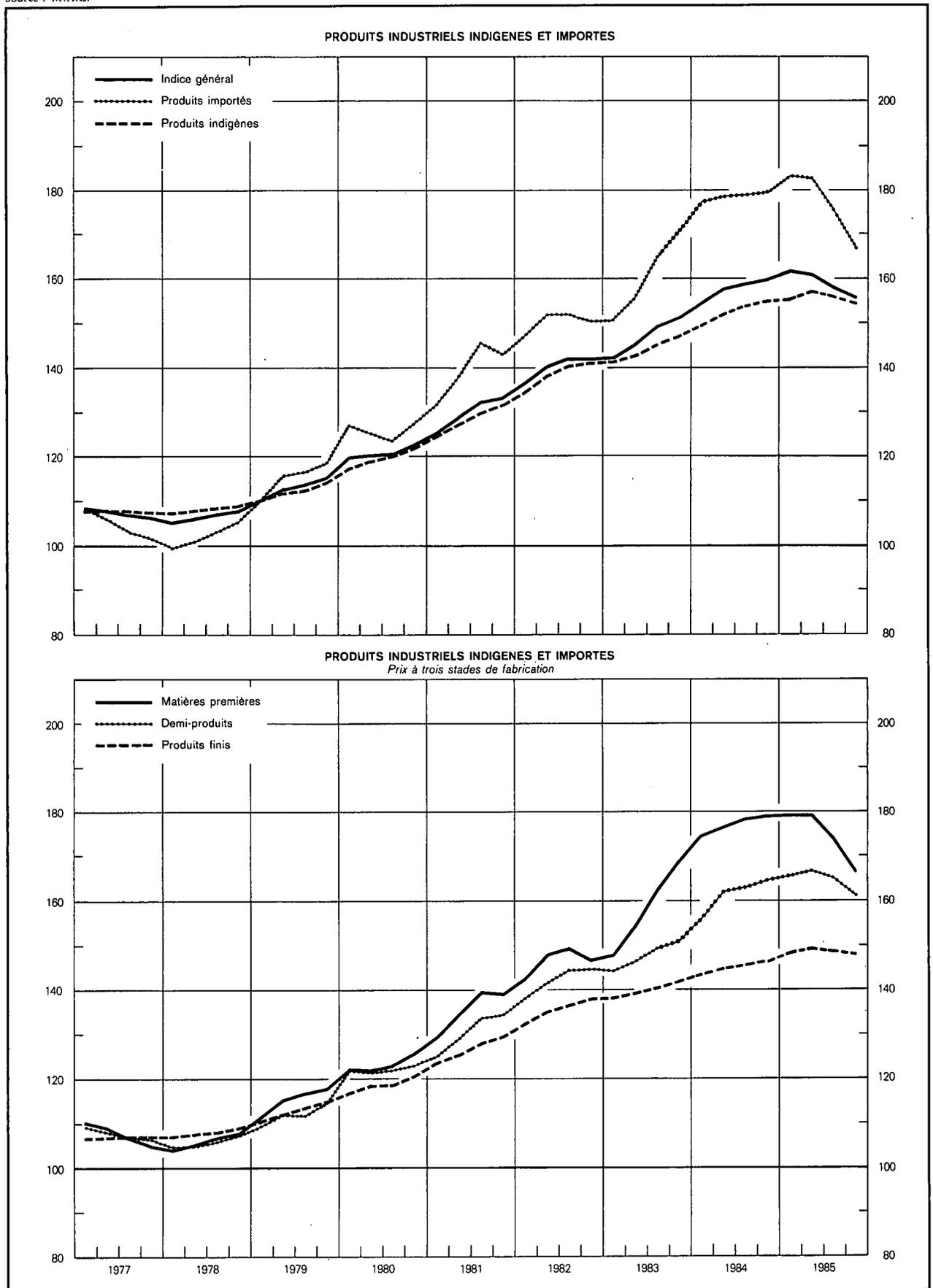
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

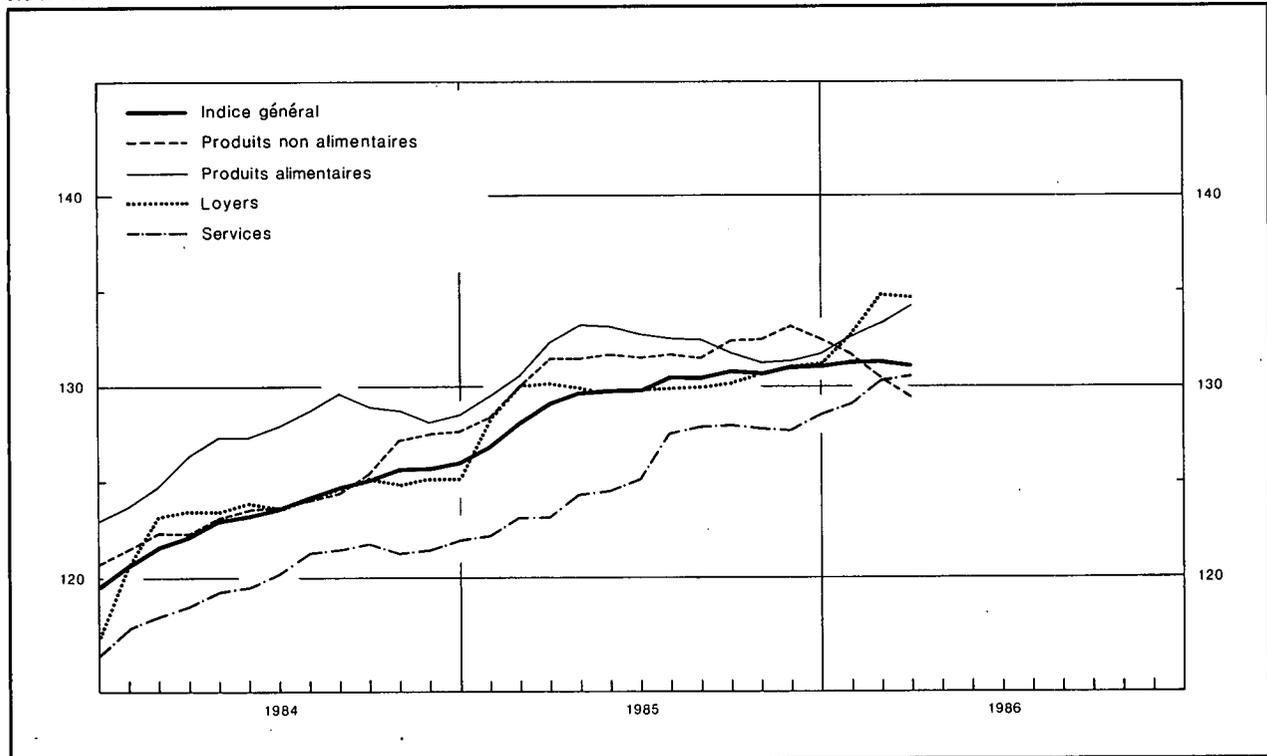
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100 ¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1984 4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
2 ^e trimestre	129,79	133,02	131,56	124,65	129,84
3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
4 ^e trimestre	130,98	131,45	132,72	128,00	130,99
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	133,40	130,58	130,01	134,11
1985 Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18
Avril	129,70	133,21	131,44	124,34	129,93
Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78
Juin	129,85	132,73	131,55	125,10	129,82
Juillet	130,56	132,52	131,65	127,55	129,93
Août	130,56	132,42	131,50	127,86	129,96
Septembre	130,83	131,76	132,39	127,92	130,19
Octobre	130,76	131,24	132,50	127,81	130,66
Novembre	131,07	131,35	133,16	127,71	131,07
Décembre	131,11	131,77	132,51	128,47	131,26
1986 Janvier	131,27	132,64	131,76	129,13	132,74
Février	131,37	133,34	130,51	130,36	134,86
Mars	131,17	134,23	129,48	130,54	134,72

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012 ; les produits alimentaires à 1,41248 ; les produits non alimentaires à 1,51287 ; les services à 1,68324 ; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1984 3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1985 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
1985 Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	123,74
Avril	129,70	133,61	125,79	131,68	125,21	124,93	129,99	129,80	126,18
Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34
Juin	129,85	133,16	127,16	130,29	126,34	125,47	130,56	130,59	127,33
Juillet	130,56	133,11	127,37	130,65	126,69	125,96	130,34	131,68	131,73
Août	130,56	133,11	127,60	130,56	127,24	126,01	129,54	131,73	132,34
Septembre	130,83	132,52	128,42	131,87	127,75	126,31	129,89	131,63	132,10
Octobre	130,76	132,12	129,79	131,52	128,25	126,93	129,70	131,93	131,37
Novembre	131,07	132,30	130,96	131,99	128,62	127,40	129,88	132,49	130,92
Décembre	131,11	132,78	131,75	130,41	129,05	127,50	129,32	132,64	132,65
1986 Janvier	131,27	133,64	132,03	129,78	129,54	130,62	127,92	133,97	132,59
Février	131,37	134,32	132,32	129,10	130,07	132,28	125,86	134,45	134,47
Mars	131,17	135,17	133,46	127,53	130,55	132,28	123,97	134,96	134,64

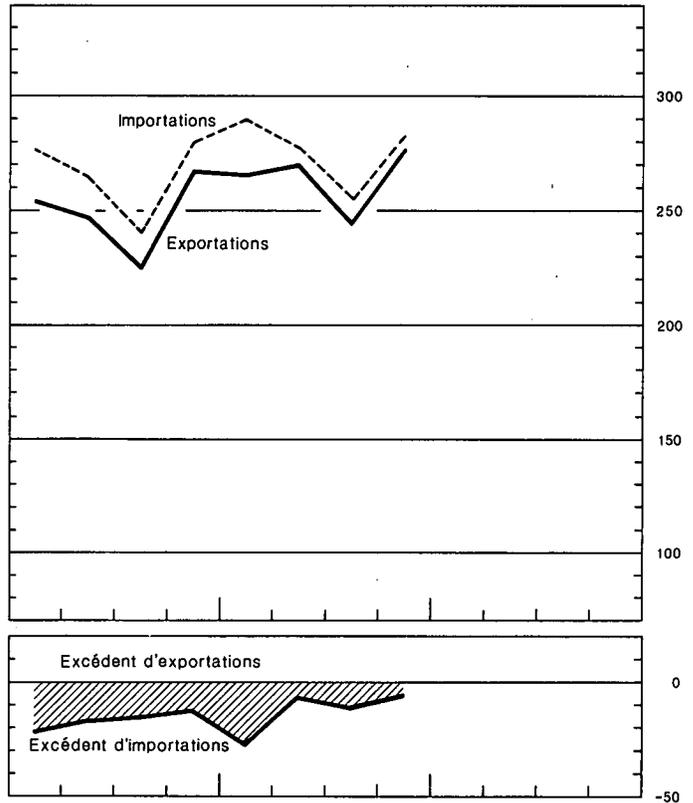
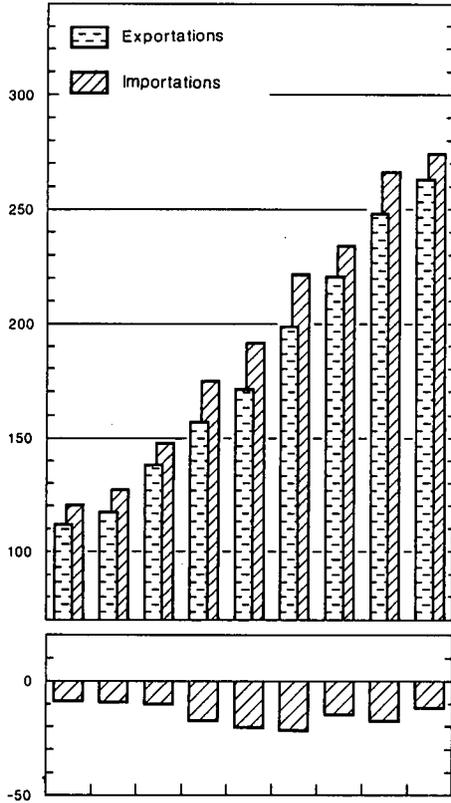
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à 1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,53434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

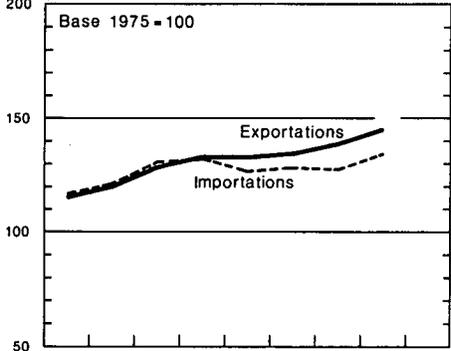
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

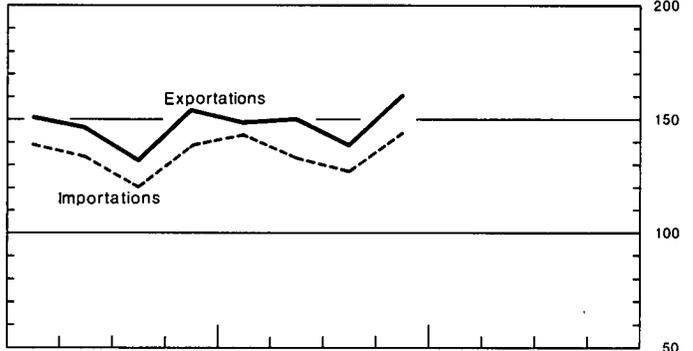
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

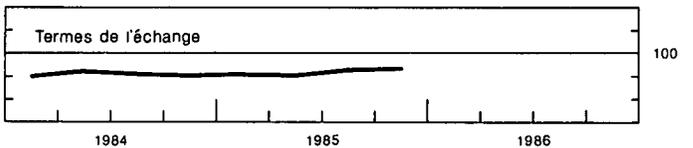
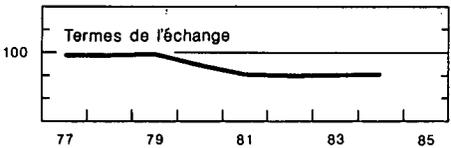
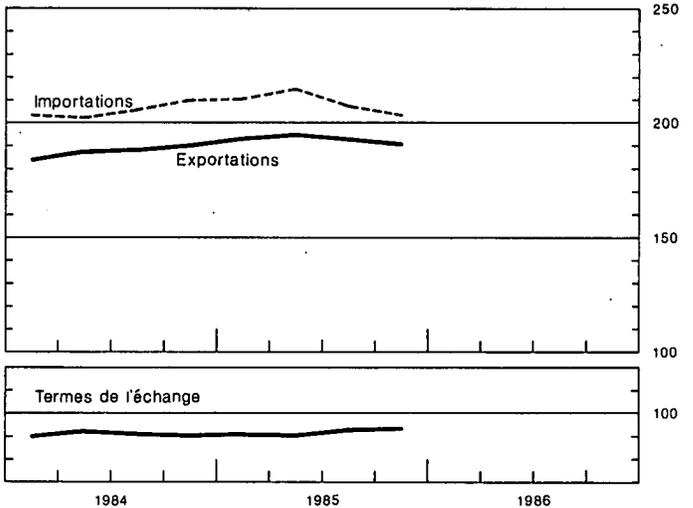
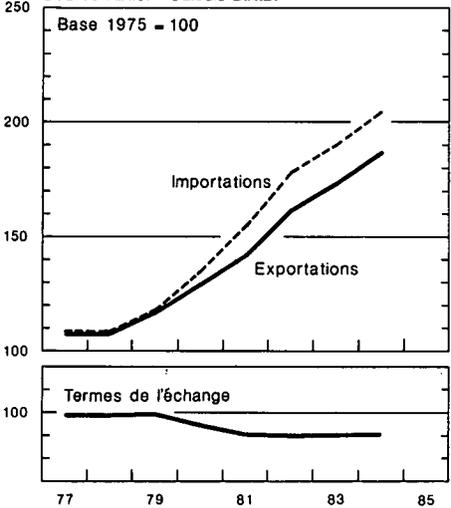


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				des termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,3	263,6	- 12,7	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1983 4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,7	248,1	- 17,6	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,3	244,5	- 10,8	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,1	276,5	- 5,6	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1985 1 ^{er} mois	278,4	251,6	- 26,8	90					
2 premiers mois	287,7	253,1	- 34,6	88					
3 premiers mois	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
4 premiers mois	289,0	263,6	- 25,4	91					
5 premiers mois	286,7	265,7	- 21,0	93					
6 premiers mois	283,9	266,8	- 17,1	94	138,3	150,1	213,2	194,5	91,2
7 premiers mois	279,4	265,4	- 14,0	95					
8 premiers mois	274,3	257,8	- 16,5	94					
9 premiers mois	274,4	259,3	- 15,1	95	135,0	146,5	211,4	194,2	91,9
10 premiers mois	277,8	263,7	- 14,1	95					
11 premiers mois	277,3	263,2	- 14,1	95					
12 mois	276,3	263,6	- 12,7	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986 1 ^{er} mois	271,5	257,3	- 14,2	92					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidé- rur- giques	Textiles	Produits chimi- ques	Métaux non fer- reux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pé- trollière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de con- struction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1983 4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1985 1 ^{er} mois	66,69	19,34	17,66	42,81	14,20	12,78	14,53	15,17	11,43	5,37	3,35	2,52	1,20	3,15	0,65	0,31	0,90	1,13	0,54	0,14	15,78	249,65
2 premiers mois	69,63	18,32	18,30	41,86	12,99	12,65	15,51	16,17	11,30	5,45	3,80	2,62	1,19	3,21	0,69	0,38	0,84	1,20	0,56	0,19	15,54	252,40
3 premiers mois	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
4 premiers mois	71,43	19,27	20,04	44,26	12,66	13,11	16,83	14,85	11,60	5,72	4,17	2,83	1,30	3,37	0,80	0,57	1,00	1,33	0,67	0,30	16,66	262,77
5 premiers mois	73,50	19,50	19,99	44,58	12,78	13,27	16,75	14,02	11,86	5,71	4,20	2,82	1,31	3,36	0,85	0,60	1,03	1,32	0,70	0,34	16,24	264,73
6 premiers mois	73,90	19,52	20,03	44,64	12,69	13,49	16,56	14,03	11,76	5,77	4,26	2,84	1,32	3,46	0,90	0,64	1,04	1,33	0,71	0,35	16,21	265,45
7 premiers mois	72,26	19,13	19,93	44,63	12,47	13,55	16,47	14,66	11,96	5,73	4,21	2,81	1,29	3,46	0,91	0,64	1,02	1,34	0,72	0,36	15,92	263,47
8 premiers mois	70,25	18,56	19,12	44,00	12,05	13,70	15,81	14,65	11,65	5,61	4,06	2,78	1,26	3,36	0,91	0,66	0,98	1,32	0,72	0,36	15,38	257,19
9 premiers mois	70,64	18,62	19,27	43,88	12,13	13,86	16,08	15,01	11,69	5,70	4,13	2,82	1,26	3,40	0,93	0,69	0,97	1,35	0,72	0,38	15,37	258,90
10 premiers mois	72,06	18,86	19,80	44,54	12,13	14,13	16,35	15,44	11,84	5,82	4,27	2,87	1,27	3,47	0,96	0,71	1,02	1,35	0,74	0,38	15,39	263,40
11 premiers mois	72,48	18,80	19,80	44,17	11,91	14,11	16,36	15,53	11,81	5,82	4,28	2,86	1,26	3,46	0,96	0,71	1,01	1,34	0,74	0,38	15,31	263,10
12 mois	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986 1 ^{er} mois	71,64	19,45	18,65	44,41	9,71	13,33	14,14	14,16	11,08	6,07	3,88	2,78	1,24	3,61	0,85	0,52	1,07	1,21	0,68	0,33	18,45	257,27

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				dura- bles		
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					pro- duits ani- maux						pro- duits végé- taux
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1983 4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1983					1984				1985			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																					
Biens de production	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	209,9	222,4	221,9	225,2	228,9	229,2	235,5	224,1	217,6				
Biens de consommation	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	169,0	176,8	173,9	177,3	178,6	182,9	181,0	181,7	178,0				
Biens d'équipement	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,9	169,8	168,4	173,4	173,9	175,0	174,5	174,7	173,8				
Ensemble ...	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	193,7	203,4	202,5	206,1	210,1	211,5	214,9	207,8	203,7				
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																					
Sidérurgie	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	152,1	158,5	163,6	166,3	166,9	168,5	171,4	170,9	168,8				
Fabrications métalliques	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	175,4	180,2	180,2	182,6	188,4	189,0	194,3	193,2	194,5				
Métaux non ferreux	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9	222,8	221,5	228,9	215,6	201,6				
Textiles	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	148,6	153,3	155,2	159,8	160,1	165,4	165,7	167,3	164,2				
Produits chimiques	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	171,9	181,6	178,5	179,9	179,1	181,4	185,2	185,4	179,8				
Industrie houillère	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	209,2	217,1	221,4	222,5	232,6	237,0	237,9	238,5	231,1				
Industrie pétrolière	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	370,2	376,2	377,2	381,8	396,0	406,6	396,3	398,9	372,9				
Verres et glaces	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	142,4	144,3	144,1	145,3	145,9	144,1	146,8	149,4	148,6				
Produits agricoles	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	158,1	164,4	169,4	165,1	160,6	161,1	165,6	157,5	161,9				
Ciments	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	192,7	190,5	199,1	185,1	191,9	197,3	189,0	186,1	184,8				
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	199,2	198,8	201,0	208,4	217,2	208,5	204,3	211,6	216,3				
Carrières	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	191,5	197,9	200,5	196,4	195,6	195,3	201,3	199,5	199,9				
Céramiques	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	239,2	242,4	241,1	240,6	244,7	242,6	239,2	244,3	252,1				
Bois et meubles	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	159,3	158,1	158,8	159,9	160,7	159,3	157,2	155,3	155,3				
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	196,4	226,3	237,9	234,3	241,3	245,7	255,6	249,7	227,3				
Papier et livres	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	150,0	153,7	156,2	159,9	162,5	165,2	165,0	166,0	163,9				
Tabacs manufacturés	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	205,8	209,5	204,1	213,1	209,7	222,3	224,6	224,6	227,7				
Caoutchouc	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	183,5	184,9	186,5	187,8	187,1	190,5	196,8	199,6	193,6				
Industries alimentaires	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	143,7	148,0	149,0	146,6	150,2	148,9	151,0	146,5	139,8				
Divers	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	215,8	213,8	239,1	243,7	250,3	270,6	251,0	251,7	237,1				
Ensemble ...	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	179,3	184,7	186,8	188,4	190,7	193,4	195,5	193,8	190,6				
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																					
Ensemble ...	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	92,6	90,8	92,2	91,4	90,8	91,4	91,0	93,3	93,6				

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1983	1984				1985			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	134,3	135,7	130,6	115,9	134,4	139,6	125,6	121,1	136,7
Biens de consommation	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	138,7	152,7	139,3	133,0	145,0	150,5	144,1	139,9	152,8
Biens d'équipement	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	126,6	127,1	135,9	121,9	145,0	136,7	149,3	137,5	159,4
Ensemble ...	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	135,8	139,6	134,3	121,4	139,2	143,0	133,5	128,4	143,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	106,0	109,1	111,8	94,2	110,8	110,6	115,0	95,9	112,2
Fabrications métalliques	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	144,3	145,4	139,2	116,1	149,9	146,5	151,6	129,1	161,3
Métaux non ferreux	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	145,3	129,7	134,1	118,1	135,7	150,2	138,8	129,9	139,6
Textiles	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	148,0	147,9	140,2	123,7	155,8	140,4	144,8	125,4	155,2
Produits chimiques	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	200,3	207,5	200,9	185,2	207,5	213,7	218,3	201,7	219,7
Industrie houillère	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	153,6	156,5	170,2	175,5	222,8	179,5	186,0	194,7	194,2
Industrie pétrolière	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	127,8	130,3	117,0	121,6	110,3	105,6	71,1	107,3	116,3
Verres et glaces	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	199,1	195,5	200,2	183,0	207,8	189,6	197,1	182,3	200,8
Produits agricoles	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	159,6	165,4	162,6	176,4	183,0	155,6	164,2	181,5	181,0
Ciments	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	231,1	220,8	245,3	253,2	239,6	136,5	260,6	245,6	240,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	116,0	103,7	117,1	112,2	115,2	69,7	117,1	111,5	100,9
Carrières	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	123,9	112,8	131,1	127,4	132,0	100,4	132,1	130,0	135,3
Céramiques	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	137,9	136,6	148,3	137,3	150,0	117,6	147,3	137,6	144,0
Bois et meubles	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	161,2	156,1	158,5	134,7	175,8	150,5	169,6	146,2	186,4
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	89,3	90,7	98,4	79,7	100,7	99,9	95,9	84,4	94,0
Papier et livres	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	175,9	176,2	177,3	159,7	184,9	175,7	176,4	167,2	189,6
Tabacs manufacturés	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	159,8	119,3	107,6	126,3	117,0	131,0	126,9	103,0	133,5
Caoutchouc	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	140,3	142,7	136,8	127,9	145,1	147,7	150,9	136,8	158,4
Industries alimentaires	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	241,1	236,1	231,1	229,0	255,1	230,3	248,3	235,7	269,7
Divers	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	147,9	143,9	130,4	104,6	126,9	128,3	125,7	108,7	127,6
Ensemble ...	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	151,8	151,6	146,7	132,8	154,5	149,7	150,4	139,5	160,8

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,5	50,0	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1983 4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	- 10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	- 19,2
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,2	47,2	+ 7,0	47,3	34,4	- 12,9
3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	- 19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,6	- 11,5	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	- 18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,2	51,2	+ 8,0	50,4	36,8	- 13,6
3 ^e trimestre	52,8	48,0	- 4,8	36,2	44,6	+ 8,4	47,9	36,6	- 11,3
4 ^e trimestre	61,0	50,0	- 11,0	44,6	55,4	+ 10,8	51,2	40,4	- 10,8
1985 1 ^{er} mois	54,9	46,8	- 8,1	37,9	45,0	+ 7,1	52,2	34,3	- 17,9
1986 1 ^{er} mois	60,0	46,9	- 13,1	42,1	54,0	+ 11,9	45,7	38,4	- 7,3
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,5	182,1	- 6,4
1983 4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,6	171,9	- 3,7
3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,7	180,5	- 15,2
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,3	0,0	173,1	169,5	- 3,6
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,7	26,7	0,0	197,4	194,3	- 3,1
1985 1 ^{er} mois	7,7	13,1	+ 5,4	20,9	25,5	+ 4,6	176,9	169,7	- 7,2
1986 1 ^{er} mois	8,6	15,0	+ 6,4	24,7	23,2	- 1,5	189,5	186,6	- 2,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, depuis 1981, Grèce et depuis 1986, Espagne et Portugal.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	-10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,6	16,7	+ 1,1	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1983 4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,0	7,1	- 1,9
1985 1 ^{er} mois	18,7	16,5	- 2,2	6,0	1,9	- 4,1	12,3	10,4	- 1,9
1986 1 ^{er} mois	14,8	13,8	- 1,0	5,8	1,8	- 4,0	14,7	8,0	- 6,7
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,3	228,6	- 9,7	28,0	26,2	- 1,8	8,9	6,7	- 2,2
1983 4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,7	214,5	- 7,2	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,2	233,0	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	8,6	6,9	- 1,7
3 ^e trimestre	218,0	212,3	- 5,7	25,3	24,5	- 0,8	11,2	5,8	- 5,4
4 ^e trimestre	248,3	243,2	- 5,1	25,2	24,1	- 1,1	8,0	7,0	- 1,0
1985 1 ^{er} mois	232,4	214,2	- 18,2	34,0	29,4	- 4,6	11,6	6,0	- 5,6
1986 1 ^{er} mois	232,8	224,5	- 8,3	30,8	24,1	- 6,7	7,7	6,4	- 1,3

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	* 1984		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	2.747,4	2.821,3	- 73,9
1.12 Travail à façon	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	102,9	44,0	+ 58,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	25,5	—	+ 25,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	154,8	140,3	+ 14,5
1.3 Autres frais de transport	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	78,3	75,3	+ 3,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	96,1	112,9	- 16,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	1.071,1	1.074,6	- 3,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	68,9	14,3	+ 54,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	24,4	19,0	+ 5,4
1.72 Autres	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	224,8	244,2	- 19,4
Total 1	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	4.594,2	4.545,9	+ 48,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	31,4	41,4	- 10,0
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	40,6	81,5	- 40,9
Total 2	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	72,0	122,9	- 50,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	4.666,2	4.668,8	- 2,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	257,2	169,1	+ 88,1
3.12 Avoirs	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	0,1	6,8	- 6,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	1,9	0,2	+ 1,7
Total 3	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	259,2	176,1	+ 83,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	—	1,9	- 1,9
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	11,9	4,9	+ 7,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	3,7	1,8	+ 1,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 96,5	—	113,2	- 113,2
4.2312 Investissements directs	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	28,8	45,1	- 16,3
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	3,7	4,5	- 0,8
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	—	5,8	- 5,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	—	1,2	- 1,2
4.2322 Investissements directs	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	59,6	38,8	+ 20,8
4.2323 Immeubles	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets)	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	18,8	—	+ 18,8
Total 4	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 46,9	131,7	219,4	- 87,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	+ 5,9	—	13,3	- 13,3
Total 1 à 5	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	- 34,2	5.057,1	5.077,6	- 20,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	—	—	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	—	—	+ 20,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	—	—	- 33,4
6.2122 Monnaies étrangères	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	- 63,9	—	—	- 54,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	—	—	- 2,7
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	—	—	- 18,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	—	—	+ 67,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1983			* 1984				* 1985	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 0,5	- 24,8	- 22,0	- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 36,7	+ 1,9	- 4,9
1.12 Travail à façon	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6
1.3 Autres frais de transport	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	+ 1,0	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	- 4,3	- 2,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 4,2	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	- 11,4	- 7,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,8	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 13,7	+ 14,9
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,3
1.72 Autres	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4
Total 1	+ 47,8	+ 16,8	+ 11,8	- 6,3	+ 31,8	+ 1,7	+ 21,1	+ 15,7	+ 13,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 5,3	- 15,5	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,8	- 7,4
Total 2	- 19,0	- 8,0	- 17,2	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,4	- 9,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 28,8	+ 8,8	- 5,4	- 20,7	+ 18,0	- 10,0	+ 10,1	+ 5,3	+ 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 0,7	- 18,9	+ 2,4	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	- 14,8	+ 21,0	- 28,1
3.12 Avoirs	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,2	- 0,4	0,0	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1
Total 3	- 1,4	- 20,8	0,0	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	- 15,7	+ 20,9	- 28,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 11,8	- 10,5	- 17,2
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7	+ 2,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 14,3	+ 5,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 15,7	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 30,5	- 18,9	- 37,0
4.2312 Investissements directs ..	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7
4.2313 Immeubles	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3
4.2314 Autres	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	- 8,2	- 3,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1
4.2322 Investissements directs ..	+ 1,9	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 16,3	+ 9,3
4.2323 Immeubles	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,0
4.2324 Autres	- 13,6	- 10,8	+ 3,9	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,9	+ 22,4
Total 4	- 24,0	- 21,9	- 3,2	- 23,2	- 63,2	+ 0,8	- 2,1	- 13,8	- 8,6
5. Erreurs et omissions	+ 23,0	+ 14,3	+ 14,2	- 17,1	- 1,8	- 0,4	+ 6,0	- 4,5	+ 1,0
Total 1 à 5	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	+ 7,9	- 32,4
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 14,5	- 39,3
6.2122 Monnaies étrangères	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	- 10,6	+ 17,5	+ 1,3
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0
6.222 Autres	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,6
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1985			1985		
	* 1 ^{er} trimestre			* 2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	764,3	762,4	+ 1,9	711,2	716,1	- 4,9
1.12 Travail à façon	24,9	12,8	+ 12,1	28,3	14,8	+ 13,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,5	—	+ 3,5	0,7	—	+ 0,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	40,5	35,0	+ 5,5	41,7	36,1	+ 5,6
1.3 Autres frais de transport	16,9	17,9	- 1,0	20,5	21,0	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	18,3	22,6	- 4,3	27,7	30,2	- 2,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	331,6	343,0	- 11,4	311,1	318,3	- 7,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	18,5	4,8	+ 13,7	18,7	3,8	+ 14,9
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,0	4,8	+ 1,2	6,3	5,0	+ 1,3
1.72 Autres	60,8	66,3	- 5,5	58,9	66,3	- 7,4
Total 1	1.285,3	1.269,6	+ 15,7	1.225,1	1.211,6	+ 13,5
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	9,8	10,4	- 0,6	9,4	11,5	- 2,1
2.2 Transferts publics	12,3	22,1	- 9,8	12,9	20,3	- 7,4
Total 2	22,1	32,5	- 10,4	22,3	31,8	- 9,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.307,4	1.302,1	+ 5,3	1.247,4	1.243,4	+ 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	63,0	42,0	+ 21,0	14,7	42,8	- 28,1
3.12 Avoirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,1	- 0,1	1,7	1,6	+ 0,1
Total 3	63,0	42,1	+ 20,9	16,4	45,2	- 28,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	10,5	- 10,5	—	17,2	- 17,2
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,8	1,1	+ 0,7	7,2	4,5	+ 2,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	1,1	15,4	- 14,3	7,6	2,3	+ 5,3
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	18,9	- 18,9	—	37,0	- 37,0
4.2312 Investissements directs	40,0	31,0	+ 9,0	44,1	42,4	+ 1,7
4.2313 Immeubles	1,0	0,9	+ 0,1	1,0	1,3	- 0,3
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	8,2	- 8,2	—	3,6	- 3,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	3,2	—	+ 3,2	7,1	—	+ 7,1
4.2322 Investissements directs	36,9	20,6	+ 16,3	39,8	30,5	+ 9,3
4.2323 Immeubles	1,4	0,5	+ 0,9	1,5	0,5	+ 1,0
4.2324 Autres (chiffres nets)	7,9	—	+ 7,9	22,4	—	+ 22,4
Total 4	93,3	107,1	- 13,8	130,7	139,3	- 8,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	4,5	- 4,5	1,0	—	+ 1,0
Total 1 à 5	1.463,7	1.455,8	+ 7,9	1.395,5	1.427,9	- 32,4
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 5,1	—	—	- 9,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 6,5	—	—	+ 0,1
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 14,5	—	—	- 39,3
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 17,5	—	—	+ 1,3
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 2,0	—	—	0,0
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,5	—	—	+ 4,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 7,8	—	—	+ 10,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1984	* 1985	* 1984				* 1985			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 72,8	+ 38,6	- 31,4	- 22,2	+ 0,9	- 20,1	- 6,8	- 24,3	- 3,7	- 3,8
1.12 Travail à façon	+ 58,9	+ 45,7	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 25,5	+ 12,8	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	+ 0,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 14,5	+ 26,2	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5
1.3 Autres frais de transport	+ 3,0	- 5,1	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,8	- 23,0	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,5	- 11,9	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	- 11,4	- 7,2	+ 3,3	+ 3,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 54,6	+ 59,0	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 13,7	+ 14,9	+ 13,5	+ 16,9
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 4,9	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9
1.72 Autres	- 19,4	- 18,1	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,2
Total 1	+ 49,4	+ 51,9	- 10,3	+ 7,4	+ 14,6	+ 37,7	+ 7,0	- 5,9	+ 22,6	+ 28,2
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 10,0	- 7,4	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5
2.2 Transferts publics	- 40,9	- 31,6	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,8	- 7,4	- 4,9	- 9,5
Total 2	- 50,9	- 39,0	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,4	- 9,5	- 7,1	- 12,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 1,5	+ 12,9	- 24,7	- 6,4	+ 2,9	+ 26,7	- 3,4	- 15,4	+ 15,5	+ 16,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 88,1	+ 25,8	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	- 14,8	+ 21,0	- 28,1	- 2,1	+ 35,0
3.12 Avoirs	- 6,7	- 5,3	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,7	- 2,9	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 1,5	- 1,4
Total 3	+ 83,1	+ 17,6	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	- 15,7	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 29,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 3,0	- 4,8	+ 0,7	- 9,7	+ 10,8	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,0	- 3,8	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7	+ 2,7	- 3,1	- 4,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,9	- 14,2	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 14,3	+ 5,3	- 1,1	- 4,1
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 113,2	- 119,9	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 30,5	- 18,9	- 37,0	- 27,5	- 36,5
4.2312 Investissements directs ..	- 16,3	- 13,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7
4.2313 Immeubles	- 0,8	- 0,9	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3
4.2314 Autres	- 5,8	+ 4,5	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 11,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	- 1,2	+ 20,5	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 20,8	+ 56,9	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4
4.2324 Autres	+ 18,8	0,0	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,9	+ 22,4	- 25,1	- 5,2
Total 4	- 88,8	- 71,5	- 19,2	- 38,8	- 12,1	- 18,7	- 5,1	+ 10,8	- 54,4	- 22,8
5. Erreurs et omissions	- 13,3	+ 1,3	- 17,1	- 1,8	- 0,4	+ 6,0	- 4,5	+ 1,0	+ 10,0	- 5,2
Total 1 à 5	- 20,5	- 39,7	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	+ 7,9	- 32,4	- 33,0	+ 17,8
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,9	- 8,1	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 3,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 20,8	- 7,0	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 33,4	- 23,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 14,5	- 39,3	+ 25,7	+ 5,1
6.2122 Monnaies étrangères	- 54,6	+ 1,8	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	- 10,6	+ 17,5	+ 1,3	- 24,1	+ 7,1
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 2,7	+ 0,1	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7
6.222 Autres	+ 0,2	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 18,9	+ 4,9	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 67,2	- 8,4	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,6	- 26,4	- 0,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1982	1983	* 1984	* 1985	* 1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-110,2	- 22,1	- 2,6	.	+ 5,3	+ 4,0	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-112,8	- 42,6	- 1,5	+ 12,9	- 3,4	- 15,4	+ 15,5	+ 16,2
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 17,6	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 29,6
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+103,9	+ 92,4	+ 68,1	+ 22,9	+ 1,0	+ 21,8	+ 2,9	- 2,8
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 10,1	+ 2,9	+ 5,0	+ 8,2	- 6,0
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,6	- 20,5	+ 1,1	.	- 8,7	- 19,4	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 2,9	- 28,9	- 85,8	- 66,7	- 3,3	+ 8,6	- 54,9	- 17,1
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 8,8	- 74,2	-280,0	- 16,7	-101,5	- 18,1	+ 71,9	+ 31,0
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	-210,6	-148,1	+120,5	- 71,3	-111,7
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	- 25,7	+ 93,6	+279,2	+ 26,2	+ 96,2	+ 11,2	- 77,6	- 3,6
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	+238,4	+147,4	-128,3	+ 86,0	+133,3
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 23,0	+ 14,5	+ 39,3	- 25,7	- 5,1
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme ..	- 22,2	+ 1,3	+ 18,8	- 29,4	- 15,2	+ 20,9	- 9,9	- 25,2
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	-118,0	- 40,5	- 26,4	- 43,2	- 19,7	- 18,1	+ 27,0	- 32,4
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 25,8	- 20,9	- 38,1	+ 1,6	+ 15,9	- 13,1	- 4,8	+ 3,6
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 9,1	+ 5,9	- 13,3	+ 1,3	- 4,5	+ 1,0	+ 10,0	- 5,2
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	+ 6,5	+ 1,8	- 0,1	+ 0,8
Total 1 à 7⁴ ...	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,6	+ 10,7	- 32,3	+ 5,6
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	+ 0,1	- 4,5	- 1,6	- 2,3
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 33,6	+ 32,2	0,0	0,0	+ 1,4
8.32 Autres	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 33,0	- 25,6	+ 15,5	- 24,7	+ 1,8
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	+ 1,1	- 0,5	- 0,1	- 1,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome 1, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LX^e année, tome II, n° 3, septembre 1985 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1983 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 ¹	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985 Année	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
du 1-1 au 19-7 ...	63,32	20,10	25,03	6,59	75,94	3,19	46,54	17,80	6,99	23,89	35,93	5,61	286,19	6,98	9,65	35,90	1,36	62,80	44,93
du 22-7 au 31-12 .	54,48	20,26	24,76	6,64	76,80	3,01	39,74	18,00	6,76	24,60	33,57	5,59	288,41	6,80	9,46	32,95	1,03	62,81	44,89

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	—
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	—
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
1985 Mars	66,53	20,11	25,75	6,58	74,41	3,19	47,99	17,79	7,05	23,66	36,32	5,62	286,12	7,01	9,69	36,34	1,43	62,63	44,80
Avril	62,11	20,14	24,72	6,60	77,12	3,15	45,49	17,82	6,92	24,03	36,08	5,61	286,79	6,97	9,63	35,86	1,30	63,03	45,03
Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10
Juin	61,72	20,15	24,81	6,61	79,02	3,16	45,13	17,88	6,97	24,01	35,36	5,61	286,74	7,00	9,69	35,27	1,24	63,12	45,24
Juillet	58,77	20,14	24,33	6,62	80,87	3,09	43,46	17,89	6,92	24,31	34,96	5,61	286,70	6,95	9,64	34,73	1,17	63,15	45,30
du 1 ^{er} au 19 ..	59,43	20,13	24,45	6,62	80,72	3,13	43,92	17,88	6,94	24,15	35,11	5,60	286,62	6,96	9,66	34,93	1,18	63,14	45,34
du 22 au 31 ..	57,35	20,16	24,10	6,62	81,17	3,01	42,48	17,93	6,87	24,66	34,65	5,61	286,86	6,92	9,61	34,32	1,14	63,15	45,22
Août	56,48	20,23	23,81	6,62	78,25	3,02	41,61	17,99	6,80	24,64	34,43	5,59	287,96	6,85	9,51	34,00	1,10	63,00	45,04
Septembre	57,43	20,23	24,29	6,63	78,26	3,02	41,88	17,99	6,84	24,60	34,07	5,58	288,06	6,89	9,55	33,41	1,07	62,86	45,03
Octobre	53,60	20,27	24,96	6,65	76,23	3,00	39,21	17,98	6,74	24,72	33,17	5,59	288,50	6,78	9,43	32,56	1,00	62,72	44,82
Novembre	52,39	20,23	25,75	6,64	75,49	2,99	38,05	17,96	6,72	24,63	32,87	5,59	287,78	6,72	9,41	32,26	0,99	62,54	44,66
Décembre	51,26	20,39	25,30	6,67	74,13	2,99	36,76	18,11	6,68	24,37	32,88	5,62	290,27	6,70	9,35	31,97	0,94	62,78	44,74
1986 Janvier	49,95	20,44	24,95	6,66	71,17	3,00	35,49	18,14	6,58	24,16	32,67	5,58	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Février	47,76	20,47	25,89	6,67	68,25	3,01	33,99	18,12	6,46	24,44	32,51	5,55	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Mars	46,36	20,48	25,98	6,66	67,96	3,01	33,05	18,14	6,41	24,32	32,54	5,54	291,81	6,50	9,05	31,13	0,84	61,90	44,25

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
1985 1 ^{er} trimestre	63,17	65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
2 ^e trimestre	61,69	62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
3 ^e trimestre	59,11	57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
4 ^e trimestre	56,55	52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
1986 1 ^{er} trimestre	54,05	48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
1985 Mars	64,09	66,53	66,84	66,86	+ 1,21	+ 1,20
Avril	61,57	62,11	62,45	62,43	+ 1,03	+ 1,02
Mai	61,99	62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87
Juin	61,54	61,72	62,04	62,09	+ 1,00	+ 1,00
Juillet	59,92	58,77	59,24	59,31	+ 0,92	+ 0,83
Août	58,36	56,48	57,11	57,15	+ 1,86	+ 1,32
Septembre	59,03	57,43	57,86	57,86	+ 1,04	+ 0,89
Octobre	57,09	53,60	53,99	54,00	+ 0,70	+ 0,64
Novembre	56,61	52,39	52,72	52,64	+ 0,39	+ 0,39
Décembre	55,86	51,26	51,54	51,55	+ 0,97	+ 0,86
1986 Janvier	54,84	49,95	50,62	50,61	+ 2,48	+ 1,61
Février	53,91	47,76	48,28	48,32	+ 2,88	+ 1,69
Mars	53,29	46,36	46,93	46,96	+ 2,95	+ 2,02

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 22 JUILLET 1985 AU 4 AVRIL 1986**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,8320	2,52208	8,12857	2,23840	1520,60	6,86402	0,724578
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3601,40	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3391,77	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	3194,30	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	64020,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	60291,5	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	56786,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	19863,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	18706,9	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	17618,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		72131,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	67932,5	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		63978,0	299,850	31,6455
100 liras italiennes	3,13050	0,176100	0,567600	0,156300		0,479300	0,0505956
	2,94831	0,165861	0,534563	0,147205	—	0,451402	0,0476508
	2,77650	0,156200	0,503500	0,138650		0,425150	0,0448775
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	23522,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	22153,2	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	20863,0		10,3214
100 punds irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	222829,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	209860,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	197646,0	926,250	

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 6 AVRIL 1986

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,6761	2,40935	7,91896	2,13834	1496,21	6,96280	0,712956
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64191	18,5430	5,00730	3637,40	16,3046	1,66951
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,69	15,9419	1,63237
		5,39368	17,7270	4,78698	3226,31	15,5872	1,59605
100 florins Pays-Bas	1854,03		336,154	90,7700	65938,0	295,566	30,2645
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	29,5912
	1772,45		321,364	86,7800	58486,0	282,562	28,9329
100 couronnes danoises	564,100	31,1174		27,6172	20061,6	89,9263	9,20800
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,00315
	539,300	29,7482		26,4021	17794,4	85,9696	8,80286
100 marks allemands	2088,99	115,235	378,758		74294,7	333,026	34,1002
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,5	325,617	33,3416
	1997,08	110,168	362,093		65898,2	318,373	32,5998
100 lires italiennes	3,09952	0,170982	0,561977	0,151749		0,494121	0,0505956
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0476508
	2,74923	0,151658	0,498465	0,134599		0,438278	0,0448775
100 francs français	641,550	35,3905	116,320	31,4097	22816,6		10,4725
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	10,2395
	613,323	33,8334	111,202	30,0277	20238,0		10,0117
100 punts irlandais	6265,45	345,627	1135,99	306,750	222829,0	998,831	
	6126,06	337,938	1110,72	299,926	209860,0	976,610	—
	5989,77	330,420	1086,01	293,254	197646,0	954,883	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
1985 Mars	44,80	+ 0,03	+ 1,91	+ 0,37	- 0,23	+ 0,72	+ 1,26	+ 14	+ 13	- 72	- 5	+ 1	- 23	- 43
Avril	45,03	+ 0,20	+ 1,63	+ 0,56	- 1,45	+ 1,03	+ 1,83	+ 25	+ 15	- 50	- 3	+ 33	- 28	- 58
Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52
Juin	45,23	+ 0,55	+ 1,77	+ 0,59	- 1,25	+ 1,18	+ 1,97	+ 41	+ 14	- 42	+ 16	+ 38	- 19	- 50
Juillet	45,30	+ 0,64	+ 1,63	+ 0,54	- 0,58	+ 1,37	+ 2,02	+ 42	+ 11	- 34	+ 21	+ 27	- 28	- 51
Août	45,05	+ 1,20	+ 1,33	+ 1,04	+ 2,37	+ 1,44	+ 1,84	+ 44	- 14	- 19	- 8	- 34	- 28	- 41
Septembre	45,04	+ 1,19	+ 1,14	+ 1,01	+ 2,34	+ 1,53	+ 1,61	+ 42	- 16	- 12	- 9	- 33	- 36	- 32
Octobre	44,82	+ 1,13	+ 1,32	+ 1,21	+ 1,85	+ 1,76	+ 1,36	+ 46	- 8	- 16	- 16	- 27	- 42	- 18
Novembre	44,67	+ 1,03	+ 1,34	+ 0,99	+ 1,55	+ 1,60	+ 1,09	+ 38	- 11	- 24	- 12	- 25	- 43	- 13
Décembre	44,73	+ 1,85	+ 1,86	+ 1,80	+ 1,40	+ 2,04	+ 1,48	+ 62	- 26	- 25	- 32	- 15	- 40	- 8
1986 Janvier	44,51	+ 2,02	+ 1,10	+ 2,05	+ 1,70	+ 1,99	+ 0,56	+ 66	- 30	+ 13	- 42	- 18	- 32	+ 36
Février	44,27	+ 1,91	+ 0,64	+ 2,17	+ 1,99	+ 2,08	+ 0,09	+ 68	- 22	+ 36	- 45	- 22	- 33	+ 60
Mars	44,25	+ 2,04	+ 0,51	+ 2,24	+ 2,09	+ 1,94	+ 0,07	+ 69	- 27	+ 43	- 47	- 23	- 25	+ 61

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges} \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 22 juillet 1985 au 4 avril 1986					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 6 avril 1986					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	33,62	1,49
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	18,81	1,83
Livre sterling	0,0878	69,2923 ³	6,0839	13,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,36	5,44
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,63	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,81	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,77	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,2606	0,5336	1,22	2,22
Drachme grecque	1,15	0,321955 ³	0,3702	0,85	—
Total ...			43,6761	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	*101,7	* 99,1												
1985 Mars	95,1	91,8	87,5	152,6	118,8	155,3	63,5	73,3	45,0	109,4	65,5	133,4	75,7	80,6
Avril	95,9	92,6	88,9	146,2	121,7	154,8	65,3	78,0	45,2	111,9	65,9	139,5	77,6	82,3
Mai	95,7	92,4	88,6	146,8	121,0	155,3	65,2	78,7	45,1	111,5	65,9	138,3	77,0	82,0
Juin	95,8	92,5	88,8	145,1	121,6	155,8	65,3	79,9	45,4	112,3	66,3	139,6	77,5	82,5
Juillet	96,6	93,3	89,9	139,9	123,5	156,9	66,7	83,3	44,6	114,4	66,9	144,4	78,7	83,4
Août	97,8	94,6	90,8	136,9	126,1	157,4	67,8	81,7	44,4	116,4	67,0	148,7	80,0	83,9
Septembre	97,5	94,4	90,5	138,5	125,3	159,0	67,6	81,2	44,1	115,9	67,0	147,8	79,4	83,6
Octobre	99,0	95,9	91,5	130,9	127,5	170,3	68,9	80,4	44,6	117,7	67,3	151,0	81,4	84,1
Novembre	99,7	96,7	92,0	128,6	127,7	178,2	69,2	80,0	44,6	118,4	67,6	151,1	82,0	84,0
Décembre	100,1	97,1	92,2	127,2	129,8	177,2	70,0	79,2	44,8	120,1	67,8	150,7	83,2	84,6
1986 Janvier	101,2	98,1	93,7	125,4	131,5	177,9	70,6	75,8	44,1	121,2	67,6	150,8	83,7	84,6
Février	102,5	99,3	93,5	120,6	133,0	189,3	71,5	74,2	45,9	122,4	67,2	154,1	84,6	85,1
Mars	*103,1	*100,0												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome 1, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système

monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n° 4, octobre 1979 ; « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total ^{(9) = (5) + (8)}
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	
(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 1 ^{er} mois	137,0	139,4	197,5	199,9	- 60,5	1,1	16,3	- 15,2	- 75,7
2 premiers mois	234,8	242,0	375,3	382,5	- 140,5	2,1	28,1	- 26,0	- 166,5
3 premiers mois	328,9	340,1	559,8	571,0	- 230,9	3,2	40,6	- 37,4	- 268,3
4 premiers mois	476,1	491,2	718,2	733,3	- 242,1	4,4	57,2	- 52,8	- 294,9
5 premiers mois	572,3	591,3	876,4	895,4	- 304,1	5,4	68,3	- 62,9	- 367,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (12)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (12) = (7) à (11)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères		Divers ⁶
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)		(9)	(10)	(11)			
1977	-161,7	- 1,5	—	- 48,6	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
								Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983 6 premiers mois	-396,7	- 3,8	—	- 52,1	-452,6	+237,3	0,0	- 26,6	+160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+215,3
9 premiers mois	-487,0	+ 3,9	—	- 75,2	-558,3	+319,9	0,0	+ 3,7	+155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+238,4
12 mois	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 7,9	—	- 23,5	-238,4	+107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+131,3
5 premiers mois	-328,5	+ 6,0	—	- 39,7	-362,2	+166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+195,9
6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
7 premiers mois	-439,6	+ 2,6	—	- 56,5	-493,5	+259,8	0,0	+ 36,1	+178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+233,7
8 premiers mois	-466,0	+ 3,0	—	- 65,6	-528,6	+266,8	0,0	+ 56,5	+184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+261,8
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
10 premiers mois	-503,6	+ 4,4	—	- 79,5	-578,7	+396,2	0,0	+ 18,0	+158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+182,5
11 premiers mois	-542,3	+ 7,2	—	- 86,3	-621,4	+399,1	0,0	+ 38,8	+189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+222,3
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	-571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 9,5	—	- 7,0	- 73,2	+ 96,7	0,0	- 64,4	+ 13,7	+ 27,4	0,0	- 0,2	- 23,5
2 premiers mois	-166,5	+ 2,5	- 12,8	- 11,5	-188,3	+125,0	0,0	- 52,0	+103,4	+ 19,2	- 6,8	- 0,5	+ 63,3
3 premiers mois	-268,3	+ 6,8	- 12,8	- 21,3	-295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
4 premiers mois	-294,9	+ 11,5	- 14,9	- 32,7	-331,0	+197,3	0,0	- 49,6	+158,9	+ 39,0	- 14,1	- 0,5	+133,7
5 premiers mois	-367,0	+ 2,3	- 17,8	- 39,7	-422,2	+334,9	0,0	- 40,6	+123,9	+ 19,1	- 14,1	- 1,0	+ 87,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 2 premiers mois	-166,5	-16,4	-182,9	+ 83,1	+124,9	+208,0	0,0	-54,8	+ 29,7	- 25,1
3 premiers mois	-268,3	-14,0	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
4 premiers mois	-294,9	- 4,9	-299,8	+141,3	+181,5	+322,8	0,0	-33,7	+ 10,7	- 23,0
5 premiers mois	-367,0	-34,2	-401,2	+282,7	+133,6	+416,3	0,0	-32,2	+ 17,1	- 15,1
6 premiers mois .....	.	.	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
7 premiers mois .....	.	.	-478,8	+271,6	+220,6	+492,2	0,0	-26,1	+ 12,7	- 13,4
8 premiers mois .....	.	.	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois .....	.	.	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois .....	.	.	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois .....	.	.	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois .....	.	.	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois .....	.	.	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois .....	.	.	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé [colonnes (2) et (3) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paratataiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent

compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

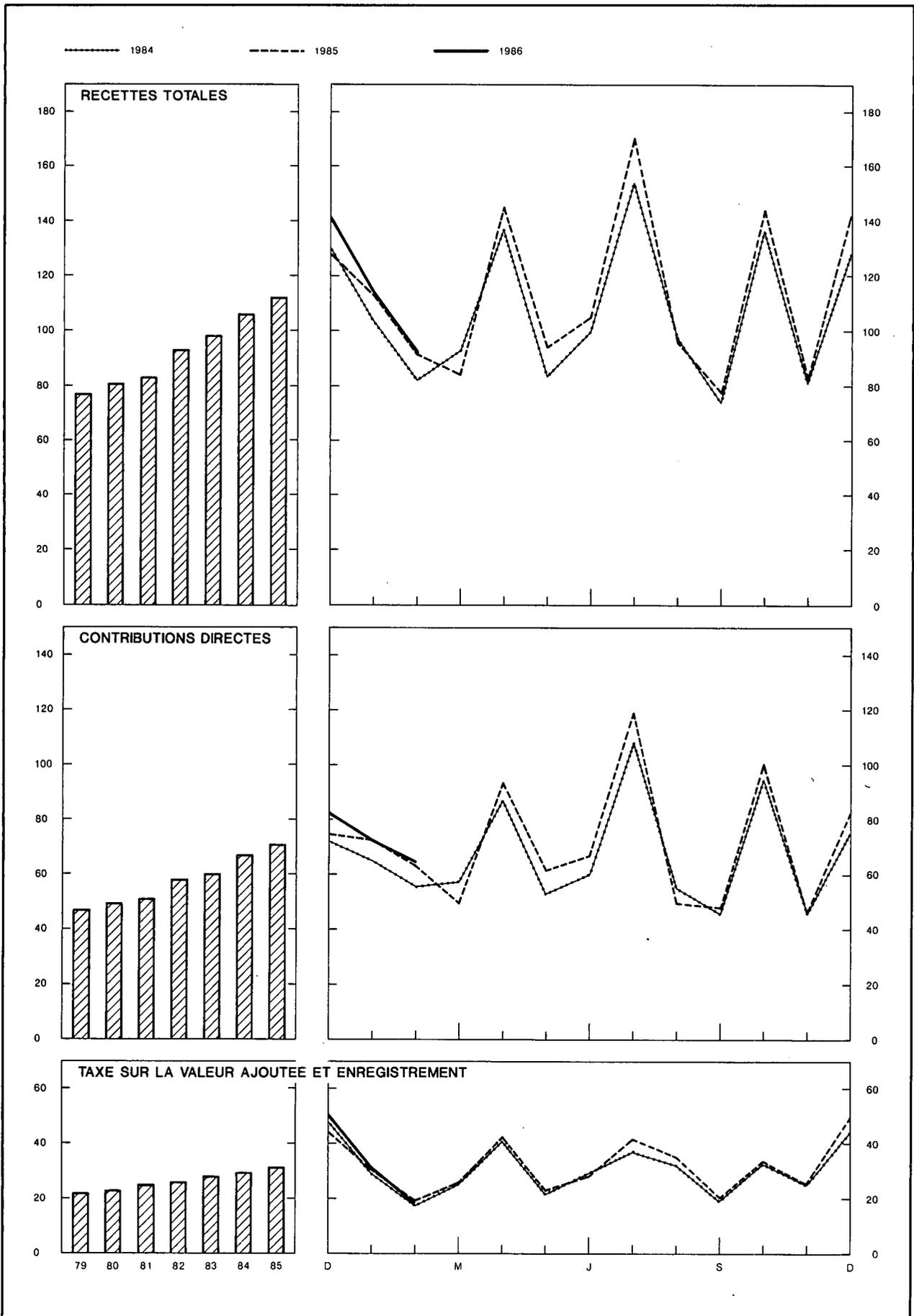
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1983 4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,2	75,0	286,1	2,9	289,0	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1985 Février	62,8	0,0	8,6	19,5	90,9	0,8	91,7	11,6	21,4	95,8	96,6
Mars	49,4	0,3	8,4	25,5	83,3	1,0	84,3	10,4	27,4	87,2	88,2
Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3
Mai	61,4	0,3	8,8	22,8	93,0	0,9	93,9	10,8	24,8	97,0	97,9
Juin	66,7	1,1	8,8	28,2	103,7	1,0	104,7	10,7	30,0	107,4	108,4
Juillet	118,9	40,7	8,9	41,8	169,6	1,0	170,6	10,8	43,7	173,4	174,4
Août	49,8	0,4	9,7	35,1	94,6	1,2	95,8	11,2	37,0	98,0	99,2
Septembre	47,6	1,6	8,9	20,4	76,9	1,1	78,0	10,6	22,3	80,5	81,6
Octobre	100,3	41,6	8,7	33,8	142,8	1,1	143,9	10,5	35,7	146,5	147,6
Novembre	45,9	0,4	9,9	25,9	81,7	1,0	82,7	11,8	27,8	85,5	86,5
Décembre	82,7	30,9	7,8	49,8	140,3	1,1	141,4	9,6	51,9	144,2	145,3
1986 Janvier	72,7	1,4	9,3	31,7	113,7	1,1	114,8	11,0	34,1	117,8	118,9
Février	64,4	0,1	8,7	18,3	91,4	0,9	92,3	10,4	20,7	95,5	96,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1985			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1984			1985		
				Décembre	Janvier	Février	Décembre	Janvier	Février
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	851,0	.	.	74,7	72,7	62,8	82,7	72,7	64,4
précompte immobilier	2,0	.	.	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	126,7	140,3	-13,6	6,1	10,7	9,3	7,0	11,6	9,2
versements anticipés	156,4	167,0	-10,6	28,5	1,3	0,0	30,9	1,4	0,1
impôts de sociétés (rôles)	-3,9	—	-3,9	-0,6	-0,4	0,5	-1,4	-0,8	-0,9
impôts de personnes physiques (rôles)	19,4	30,5	-11,1	0,2	1,8	2,0	0,5	0,7	2,0
précompte professionnel	526,5	506,3	+20,2	36,7	56,7	49,3	42,6	57,2	52,3
divers	23,9	.	.	3,0	2,5	1,6	3,0	2,5	1,6
II. Douanes et accises	107,1	.	.	8,3	9,2	8,6	7,8	9,3	8,7
III. T.V.A. et enregistrement	375,0	.	.	44,1	30,0	19,5	50,4	31,7	18,3
B. Recettes en capital³	12,3	.	.	1,2	1,1	0,8	1,1	1,1	0,9
Total ² ...	1.345,4	.	.	128,3	113,0	91,7	142,0	114,8	92,3
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.390,4	.	.	131,9	115,4	96,6	145,9	118,9	96,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n° 5, mai 1974, L^e année, tome I, n° 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n° 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(838,8)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(22,6)	(0,0)	(914,2)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	15,0	68,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(35,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(64,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	18,2	462,2
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	0,0	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	409,1
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	—	0,0	0,0	300,6
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)
Total ...	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	6,1	10,0	—	6,0	6,8	—	—	28,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	0,0	8,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	19,7	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	169,1
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total ...	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,6	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total ...	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		19,4	0,0	0,0	9,4		298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	—	466,5
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	736,2	22.615,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—			1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8						816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	84,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	203,9
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	765,5	176,8	0,0	1.536,4
Divers	0,0	10,9	75,1		223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.091,2)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(9,0)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.200,8)
Total ...	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	4,4	3.217,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(39,0)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(73,9)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	7,4	2,4	0,0	68,0
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	48,1	3.856,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	0,7	0,0	0,0	44,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	6,6	844,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	0,0	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Reserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	36,8	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,2	10,3	0,0	214,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	1,5	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	3,2	4.337,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,8	0,0	—	0,0	21,2
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	—	0,0	—	—	4.505,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	11,9	—	2,8	0,0	0,0	430,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	0,0	—	—	472,1
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	0,0	31,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	0,0	357,5
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	20,1	10,7	0,0	460,7	492,4
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(.)	(66,2)
Total	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	—	202,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	2,6	—	9,2	0,5	—	—	15,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	0,0	7,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	0,0	107,0
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	—	0,0	0,9	—	—	—	—	—	—	96,5
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	32,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	0,0	502,6
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5	196,6
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(.)	(13,0)
Total	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	0,6	0,0	16,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	270,8
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)
Total	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	2,6	11,6
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(3,6)
Total	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		24,4	0,0	0,0	9,9		334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3
Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	804,9	25.813,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—			+ 0,4	+ 10,0	—	+ 1,3	- 1,5	+ 0,6	+ 2,6	+ 13,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 3,3						+ 16,0	—	- 0,6	+ 3,0		0,0	+ 21,7
Obligations	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,1	+ 3,7	—	+ 1,6	0,0	+ 11,3	0,0	+ 15,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,0			+ 0,2		0,0	—	+ 2,7	+ 42,8	+ 6,6	0,0	+ 52,3
Divers	0,0	+ 0,9	- 10,9		+ 21,7	+ 48,8	0,0	—	- 0,8	0,0	+ 0,2	0,0	+ 59,9
(Actions et parts)	(+ 204,6)	(+ 1,4)	(+ 19,2)	(.)	(0,0)	(+ 0,6)	(+ 2,0)	(-)	(+ 4,5)	(0,0)	(+ 7,1)	(0,0)	(+ 239,4)
Total ...	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 49,3	+ 29,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 2,6	+ 162,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 6,3	—	- 0,2	- 0,2		0,0	- 6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 3,8	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 7,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	- 2,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 2,2	+ 2,3	+ 0,2	0,0	+ 14,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,4	- 0,8	0,0	- 0,2	+ 0,4	- 0,7	+ 6,8	- 6,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0				+ 0,5	+ 0,8	—	0,0	+ 6,7	+ 0,1	0,0	+ 8,1
Divers	+ 4,3	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,0	+ 5,4	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(+ 0,8)	(+ 4,0)	(+ 1,4)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,2)	(0,0)	(+ 9,3)
Total ...	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 12,2	+ 9,8
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 5,1	0,0	—	+ 1,6	0,0	+ 1,9	- 2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 7,2
Certificats à un an au plus	—	+ 2,7	—	- 0,1	+ 0,2	+ 21,6	+ 143,8	- 4,0	+ 17,6	- 21,1	0,0	0,0	+ 160,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 34,4	+ 2,0	—	+ 1,4	0,0	+ 0,6	+ 82,8	+ 8,5	+ 64,9	+ 43,1	+ 13,7	0,0	+ 251,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,1	—	0,0	0,0	+ 56,6	+ 27,1	0,0	+ 15,2	+ 15,3	+ 1,0	0,0	+ 115,1
Divers	—	- 0,1	—	0,0	- 14,5	0,0	- 0,2	0,0	- 0,9	- 0,5	- 0,1	0,0	- 16,3
Total ...	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 1,1	+ 518,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 3,1	—	0,0	+ 14,8	0,0	0,0	+ 17,9
Obligations accessibles à tout placeur	- 3,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 2,5	+ 1,6	- 3,0	0,0	- 7,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,7	+ 9,0	0,0	+ 6,2	+ 6,1	+ 1,3	+ 4,2	+ 29,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 1,8	—	—	—	—	0,0	—	+ 7,4	+ 25,7	0,0	0,0	+ 34,9
Divers	+ 2,2	+ 0,3	+ 0,9	—	0,0	—	+ 3,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 7,2
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 4,2	+ 82,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,2	—	0,0	—	—	—	- 0,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 2,2	0,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 2,7	0,0	+ 13,3
Reserves de sécurité sociale	- 3,8	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	—	- 2,9
Divers	+ 10,9	+ 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	- 3,8	—	- 3,1	0,0	- 1,0	- 1,9	+ 3,7
Total ...	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	- 1,9	+ 13,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 1,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 1,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	- 0,1	—	—	—	- 0,1	+ 7,4	—	+ 0,2	+ 2,9	—	+ 0,9	+ 11,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	+ 99,3	—	+ 3,6	0,0	—	0,0	+ 102,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 439,7	—	—	—	—	—	+ 439,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 5,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 5,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	- 15,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 15,8
Obligations	+ 93,8 ⁴	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 64,3	0,0	+ 11,8	+ 3,0	+ 2,3 ⁴	0,0	+ 175,2
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 0,2	—	—	—	+ 9,1	—	—	—	—	+ 32,8	+ 42,1
Divers	+ 32,6	+ 2,0	+ 2,3	—	- 0,7	—	- 3,5	—	+ 9,5	- 0,9	0,0	+ 97,4	+ 138,7
(Actions et parts)	(- 1,3) ⁴	(0,0)	(+ 0,5)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,0)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(+ 1,7) ⁴	(0,0)	(+ 6,6)
Total ...	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 131,1	+ 887,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 68,9	+ 0,5	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	.	-	0,0	+ 3,4	- 1,2	- 0,8	0,0	+ 73,7
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 3,7	- 3,1	0,0	+ 0,7	0,0	-	0,0	+ 1,3
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 759,8	-	-	-	0,0	-	-	+ 759,8
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 9,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 12,4	+ 2,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 39,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 33,8	+ 0,5	-	0,0	0,0	-	-	0,0	+ 7,7	+ 0,7	0,0	0,0	+ 42,7
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 63,0	0,0	+ 0,0	0,0	-	0,0	+ 63,0
Dépôts à plus d'un an	+ 6,4	-	-	-	0,0	-	0,0	-	- 0,3	-	0,0	0,0	+ 6,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	-	-	0,0	-	-	+ 0,3	-	+ 0,7	+ 1,0	- 0,2	0,0	+ 56,9
Divers	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 4,6	- 1,8	0,0	+ 45,2	+ 38,8
(Actions et parts)	(+ 7,4)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	+ 2,0)	(0,0)	(+ 1,6)	(.)	(+ 0,1)	(.)	(+ 11,1)
Total ...	+193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 57,6	+1.084,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 21,0	-	0,0	0,0	-	-	+ 21,0
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	- 3,2	- 7,4	-	+ 3,2	- 6,3	-	-	- 13,7
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	- 0,4	- 0,4
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	- 3,2	+ 13,6	-	+ 3,2	- 6,3	-	- 0,4	+ 6,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 12,2	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,1	-	+ 0,8	+ 2,3	- 4,6	- 0,6	+ 10,5
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,2	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	-	-	-	-	-	1,3	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	-	-	-	-	+ 9,6	-	-	-	-	-	0,0	+ 9,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 40,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 40,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,6	- 0,8	+ 0,1	- 0,7	- 3,6	+ 5,0	0,0	-	- 0,3	+ 1,1	+ 7,0	0,0	+ 11,4
Dépôts à plus d'un an	+ 8,7	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	-	-	-	-	-	-	+ 9,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 69,1	0,0	-	0,0	0,0	-	1,8	-	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5	0,0	+ 68,3
Réserves mathématiques	- 0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 0,6
Divers	+ 8,4	- 0,1	+ 0,3	+ 3,3	0,0	- 2,0	+ 5,6	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 12,0	+ 27,5
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 2,8)	(.)	(+ 1,7)	(.)	(+ 4,9)
Total ...	+147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 11,4	+180,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,7	0,0	-	+ 0,2	+ 0,1	-	0,0	-	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 2,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,7	-	0,0	- 0,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	- 0,6	- 0,2	-	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 0,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 29,5	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 29,5
Autres dépôts à un an au plus	- 1,4	- 2,7	-	+ 3,7	+ 1,9	- 0,8	- 0,2	-	0,0	0,0	- 0,9	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 74,5	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	- 2,2	- 7,7	+ 1,3	- 1,5	+ 8,6	- 0,9	0,0	+ 70,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 5,1	+ 10,2	-	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,8	0,0	+ 20,9
Divers	- 0,1	- 0,1	+ 6,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 15,2	-	+ 0,5	- 0,9	0,0	+ 12,2	+ 33,8
(Actions et parts)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 0,1)	(+ 2,8)	(0,0)	(0,0)	+ 0,1)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,9)
Total ...	+108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 12,2	+163,0
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 0,1
Réserves mathématiques	+ 59,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 59,9
Divers	+ 0,5	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	-	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 1,9
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)
Total ...	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 61,7
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	-	+ 180,9
Total des créances	+672,0	+10,8	- 0,1	+12,5	+ 4,3	+927,6	+1.093,2	+ 7,1	+177,8	+171,9	+ 42,5	+230,8	+3.350,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises	Organismes	Etat	Secteur	Sécurité	Total	Etranger	Organismes	Fonds	Caisses	Inter-	Autres	Total	Secteurs	Total
	privées et	publics	(Trésor)	public	sociale	des secteurs		principalement	des Rentes	d'épargne,	médiateurs	institutions ¹	des inter-	indéter-	des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	18,2	462,2
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	121,0	7.835,2
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	.	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	437,7	—	466,5
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	10.744,7	736,2	22.615,3
Solde des créances et des dettes ...	2.661,8	- 344,2	- 2.904,2	- 697,0	29,1	- 1.254,7	949,8	64,6	- 0,2	19,1	10,2	- 58,5	35,2	269,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	419,4	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	2.785,2	4,4	3.217,7
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	2.429,0	48,1	3.856,5
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	733,8	6,6	844,7
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	972,3	69,5	132,6	15,6	263,5	1.453,5	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.682,1
7. Etranger	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	188,0	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	4.144,1	3,2	4.337,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	.	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	7.222,5	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	12.268,8	804,9	25.813,6
Solde des créances et des dettes ..	3.100,8	-343,2	-3.496,3	-740,4	19,5	-1.459,6	1.179,6	73,1	0,0	16,9	19,1	-77,7	31,4	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 13,2	+ 49,3	+ 9,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 96,9	+ 2,6	+ 162,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 7,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 5,2	+ 12,2	+ 9,8
3. Etat (Trésor)	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 32,6	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 403,7	+ 1,1	+ 518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 73,1	+ 4,2	+ 82,0
5. Sécurité sociale	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 9,3	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	+ 5,6	- 1,9	+ 13,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 56,6	+ 6,6	- 9,7	+ 3,0	+ 7,6	+ 64,1	+ 119,0	+ 288,1	+ 5,5	+ 116,6	+ 139,4	+ 34,9	+ 584,5	+ 18,2	+ 785,8
7. Etranger	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	+ 109,1	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 647,7	+ 131,1	+ 887,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+ 197,7	+ 763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 65,5	+ 57,6	+ 1.084,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	+ 10,5	- 0,4	+ 6,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 146,2	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 9,7	+ 11,4	+ 180,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 116,4	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 31,5	+ 12,2	+ 163,0
12. Autres institutions ¹	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 60,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,5	+ 0,7	+ 61,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 510,0	- 2,7	+ 7,1	+ 9,5	- 3,1	+ 520,8	+ 775,9	+ 95,4	+ 1,3	+ 14,8	+ 5,2	+ 1,0	+ 117,7	+ 81,5	+ 1.495,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 5,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	+ 142,6	—	+ 180,9
15. Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 699,5	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 1.492,5	+ 230,8	+ 3.350,4
Solde des créances et des dettes ..	+ 510,0	+ 1,0	- 518,2	- 69,5	- 9,6	- 86,3	+ 39,8	+ 8,9	+ 0,2	- 2,2	+ 8,9	- 19,2	- 3,4	+ 49,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e an-

née, tome I, janvier 1977, LI^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)			
1977	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	* 1.555,4	* 159,9	1.108,9	1.116,6	* 56,5	165,1	4,2	222,3	* - 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	* 1.615,6	* 190,9	1.146,7	1.154,5	* 54,1	169,8	12,5	224,5	* - 186,1
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	* 1.622,5	* 177,5	1.112,3	1.122,6	* 51,6	188,0	13,9	* 239,6	* - 239,5
Décembre	964,6	1.016,8	481,4	123,6	2.586,4	- 723,1	* 1.622,5	* 183,0	1.185,9	1.195,1	* 50,9	182,2	17,2	* 240,4	* - 172,6

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour et contre balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5
— Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8
— Autres	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0
3. Ecus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4
4. Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3	15,5	8,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0	29,4	30,1
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2	303,7	287,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1	4,4	4,1
c) sur les banques de dépôts	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4	12,4	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	7,3	9,5	5,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0
b) effets commerciaux	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	46,2	45,5	40,2	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2
c) avances	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5
b) autres	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4	64,5	85,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.
² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	80,5	12,0	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	6,7	5,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	7,0	5,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	12,1	13,5	14,0	14,8	14,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,4	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	373,0	395,7	375,8	379,9	* 373,0
— monnaie scripturale ⁵	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	267,8	264,2	275,2	250,8	248,2
TOTAL DU PASSIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9	642,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86	31-3-86
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	23,9	24,0	23,8	23,9	23,2	23,0	23,0	23,0	22,7	22,8	23,0	22,3	22,5
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	22,3	21,8	18,6	18,8	18,7	18,9	17,7	16,0	15,6	16,0	16,0	14,6	14,8
— Autres	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	3,6	6,0	6,0
3. Ecus	184,1	182,4	182,4	182,4	175,7	175,7	175,7	156,6	156,6	157,9	146,2	146,2	145,4
4. Accords internationaux	1,7	1,6	1,4	1,2	1,6	1,7	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,8	2,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptions en francs belges représent. d'exportation	11,2	10,9	10,4	15,1	11,1	10,4	9,3	14,1	11,7	15,5	14,6	11,3	8,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	30,5	35,8	50,4	45,9	35,4	26,1	24,0	31,1	30,3	29,4	28,9	29,0	30,1
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	333,7	336,5	347,0	347,2	325,7	316,6	312,2	303,0	299,0	303,7	292,0	289,4	287,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,8	0,8	0,7	0,8	0,9	1,3	1,5	1,3	1,2	1,0	1,2	1,2	1,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,4	3,5	3,9	3,8	3,7	3,7	4,1	4,1	4,5	4,4	3,9	4,3	4,1
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	1,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	12,3	12,3	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	14,3	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	1,7	0,6	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	7,8	3,5	0,4	0,2
c) avances	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	165,1	166,9	168,4	169,8	174,5	185,9	188,0	187,2	185,3	182,2	160,6	168,8	168,5
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	68,3	64,6	77,3	69,5	75,6	69,7	78,4	71,7	63,8	64,5	70,0	78,2	85,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2	642,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-01-86	28-2-86	31-3-86
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,2	5,3	5,7	5,3	6,2	5,7	5,9	6,0	7,6	6,7	6,1	5,4	5,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	5,5	5,6	6,0	5,6	6,5	6,0	6,2	6,3	7,9	7,0	6,4	5,7	5,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	12,1	13,0	12,9	13,5	12,1	11,7	14,0	12,4	11,5	14,8	* 14,8	* 14,8	* 14,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,3	0,0	0,2	0,5	0,0	0,1	0,1	0,4	* 0,0	* 0,0	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	373,0	374,1	386,7	395,7	380,4	379,3	375,8	373,3	373,0	379,9	*363,5	*366,2	*373,0
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,8	0,6	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	267,8	266,5	278,4	264,2	267,9	271,7	275,2	262,7	248,4	250,8	234,1	244,5	248,2
TOTAL DU PASSIF ...	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2	642,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,4	2,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1
Total des créances sur l'étranger	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,6	2,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7	1,5	2,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1	0,4	1,5
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	4,8	1,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	82,8	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2	82,3	83,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	15,0	14,9	14,9	14,9	*15,0	*15,0	*15,0	*15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1	42,4	47,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	*0,0	*0,0	*0,0	*0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,3	0,4
b) effets commerciaux	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,8	2,7
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	*0,2	*0,2	*0,2	*0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0	0,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	15,4	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9	14,6	11,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	30-12-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8	4,1	4,5
b) envers les organismes publics	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1	2,3	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1	11,6	6,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3	14,4
— monnaie scripturale	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	92,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5	95,6	102,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	38,3	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5	37,8	37,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9	23,2	19,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5	4.090,2
b) en francs belges	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,0	220,2
Total des créances sur l'étranger	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1	4.664,9
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8	12,5	12,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4
b) sur les organismes publics	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	5,9	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1	11,5	6,8
c) sur les banques de dépôts	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	492,6	452,6	450,3	437,1*	500,4*	498,1*	529,2*	520,7*
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9	564,5	556,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	476,0	501,0	482,3	503,7	554,7	589,7*	615,5*	621,5*
— autres	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	178,9	214,2	233,0	244,6	291,9	280,0*	258,4*	258,9*
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	30,7	16,8	23,9	25,6	35,4	33,5*	35,2*	39,3*
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	10,2	6,2	14,4	14,7	14,1	21,0*	22,9*	22,2*
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8*	76,5*	74,0*
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0	16,0	15,5
b) effets commerciaux	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0	190,3	191,2
c) avances	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7	904,9	966,6
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	22,3	20,7	20,0	23,2	21,9	21,0*	19,3*	18,7*
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8*	32,1*	31,7*
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	11,6	16,8
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
— autres	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	139,6	101,1	95,7	98,6	125,1	124,9*	138,2*	132,2*
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	63,3	61,4	58,6	56,3	53,2	53,0*	53,5*	61,3*
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2*	61,4*	63,5*
D. Autres	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	447,9	451,3	491,8	544,0	529,5	547,7*	531,7*	581,1*
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9
b) en francs belges ¹	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4	505,3	531,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5	5.686,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	1,6	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7
b) envers les organismes publics	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	2,9	1,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
— autres	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	491,9	451,6	449,5	436,3	499,5	497,2	528,3	519,8
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	370,8	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1	413,3	427,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,3	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5	2,0	2,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	484,0
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2
D. Autres	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	459,2	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0	589,0	579,3
TOTAL DU PASSIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	57,4	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	33,9	36,8	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	4.119,6	
b) en francs belges	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,2	220,3	
Total des créances sur l'étranger	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	4.970,8	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	
b) sur les organismes publics	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	11,6	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	16,0	12,7	
c) sur les banques de dépôts	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	499,5	457,7	450,4	442,7	* 504,8	* 501,7	* 534,0	* 522,5	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	632,0	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	683,8	677,2	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	501,9	526,8	508,0	529,4	582,0	617,1	* 642,9	* 648,9	(7)
— autres	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	216,4	251,7	270,5	282,1	329,4	317,5	* 295,9	* 296,4	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	68,8	64,4	62,6	87,6	69,8	91,6	* 77,6	* 86,4	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	10,8	6,8	15,1	15,4	14,8	21,7	* 23,6	* 22,9	(8)
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	* 76,5	* 74,0	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	16,3	17,6	(9)
b) effets commerciaux	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	191,1	201,7	(9)
c) avances	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	877,7	919,7	904,9	966,6	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	22,8	21,2	20,4	23,6	22,3	21,3	* 19,5	* 18,9	(11)
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	* 32,1	* 31,7	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	(12)
b) autres	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	13,9	17,2	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	(14)
— autres	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	139,6	101,1	95,7	99,3	125,6	125,0	* 139,2	* 132,4	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	63,6	61,7	58,9	56,6	53,5	53,3	* 53,8	* 61,6	(14)
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	* 61,4	* 63,5	(14)
D. Autres	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	541,3	553,0	592,2	635,9	613,7	631,1	* 624,7	* 656,9	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	80,6	12,0	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	
b) en francs belges ¹	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	511,2	537,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	5.693,9	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	4,1	5,2	
b) envers les organismes publics	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	5,2	2,6	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	
— autres	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	497,8	457,0	460,4	443,6	504,3	500,3	539,9	526,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	390,1	394,3	(1)
— monnaie scripturale ³	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	463,3	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	* 509,1	* 530,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	40,2	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	* 40,5	* 40,2	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	(2)
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	* 484,0	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	(3)
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	(14)
D. Autres	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	729,1	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	* 864,2	* 830,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

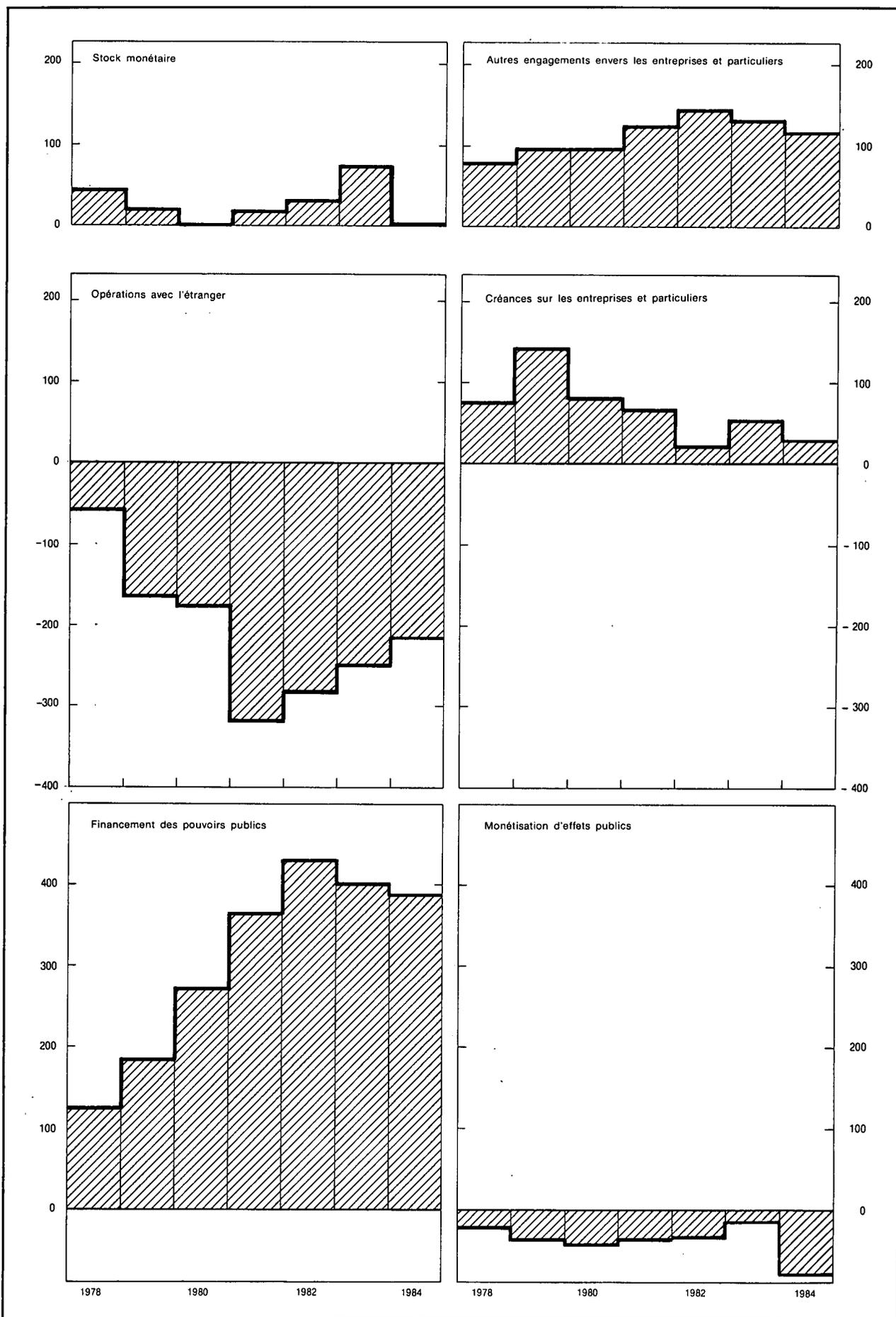
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1983 3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 101,7	- 16,2	- 10,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,2
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	- 0,3	+ 3,3	- 1,5	+ 88,5	+ 1,4	- 12,0	- 15,3	+ 31,2	+ 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	- 1,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 175,3	+ 15,2	- 14,6	- 4,6	- 21,7	- 7,6
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	* - 36,1	- 16,4	* —	- 5,2	+ 0,8	* + 130,1	* - 38,6	* - 12,7	- 2,4	+ 18,1	* + 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	* - 67,5	+ 37,9	* - 1,5	+ 9,2	- 0,1	* + 116,8	* + 27,9	* - 21,1	- 2,8	+ 4,5	* - 28,7
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	* - 54,4	- 31,9	* - 0,7	+ 0,7	- 2,6	* + 51,1	* - 10,9	* - 24,5	+ 10,3	* + 16,8	* - 1,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

**XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES
PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Janvier	15,5	375,9	379,6	0,3	111,7	400,0	512,0	891,6	38,0	929,6
Février	15,5	380,7	384,4	0,2	103,7	383,1	487,0	871,4	41,7	913,1
Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Avril	15,5	387,0	389,6	0,3	121,8	401,8	523,9	913,5	40,9	954,4
Mai	15,6	399,5	402,3	0,4	102,5	404,0	506,9	909,2	44,7	953,9
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Juillet	15,1	392,5	395,5	0,3	104,6	410,7	515,6	911,1	50,2	961,3
Août	14,7	391,0	393,9	0,2	103,8	399,2	503,2	897,1	40,5	937,6
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Octobre	14,3	385,7	387,6	0,2	105,2	400,2	505,6	893,2	45,0	938,2
Novembre	14,3	384,5	387,3	0,2	98,0	407,4	505,6	892,9	40,2	933,1
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	*427,7	*530,1	*924,4	*40,2	964,6

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1977	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983 Septembre	388,3	457,6	98,0	555,6	943,9	34,5	15,2	49,7	993,6
Décembre	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Mars	379,8	449,3	105,4	554,7	934,5	40,3	11,7	52,0	986,5
Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,3	459,3	110,5	569,8	955,1	56,2	7,9	64,1	1.019,2
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,8	73,6	1.117,5
Septembre	382,3	489,2	118,1	607,3	989,6	40,6	12,2	52,8	1.042,4
Décembre	383,5	510,5	108,7	619,2	1.002,7	40,1	15,2	55,3	1.058,0

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 55,9	- 21,4
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	* - 188,2	+ 102,5	- 31,6
1983 4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	- 109,2	+ 22,7	- 13,8
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2
4 ^e trimestre	317,2	- 929,6	- 612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4
1985 1 ^{er} trimestre	328,2	- 936,3	- 608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	* + 20,1	- 5,2	* - 36,3	+ 24,3	+ 2,8
2 ^e trimestre	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	* + 19,9	+ 9,2	* - 67,5	+ 15,1	- 23,3
3 ^e trimestre	306,0	- 962,9	- 656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	* + 16,2	+ 0,6	* - 54,1	+ 4,6	- 32,7
4 ^e trimestre	296,7	- 1.019,8	- 723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	* - 12,9	+ 6,2	* - 30,3	+ 58,6	+ 21,6

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des réserves de transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS allocation cumulative nette	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)		(13)
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	- 119,1	- 8,4
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,7
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,4	145,4	30,0	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
1985 Mars	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	- 0,2
Avril	58,2	47,6	182,4	35,8	1,6	325,6	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,5	134,9	+ 1,0
Mai	58,2	44,2	182,4	50,4	1,4	336,6	6,0	0,0	23,6	29,6	- 167,8	139,2	+ 2,9
Juin	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 6,8
Juillet	58,2	43,7	175,7	35,4	1,6	314,6	6,5	0,0	23,6	30,1	- 153,6	130,9	- 6,1
Août	58,2	44,5	175,7	26,1	1,7	306,2	6,0	0,0	23,6	29,6	- 153,5	123,1	- 17,1
Septembre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 9,1
Octobre	58,2	41,5	156,6	31,1	1,5	288,9	6,3	0,0	23,6	29,9	- 153,1	105,9	- 12,9
Novembre	58,2	40,8	156,6	30,3	1,4	287,3	7,9	0,0	23,6	31,5	- 138,5	117,3	+ 13,5
Décembre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1986 Janvier	58,2	42,6	146,2	28,9	1,5	277,4	6,3	0,0	23,6	29,9	- 127,2	120,3	+ 0,8
Février	58,2	42,9	146,2	29,0	1,8	278,1	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,3	121,5	+ 0,6
Mars	58,2	43,4	145,4	30,0	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 1,0

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendrent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendrent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendrent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendrent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendrent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendrent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ses mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			Total (10) = (7) à (9)
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ⁵ ..	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars ⁵	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ⁵ ..	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre . *	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	.	816,9	.	977,8	2.172,9

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire: Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
C. Total												
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (9) = (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
1983 Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
1984 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
1984 Décembre	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1985 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1985 Décembre	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
B. Crédits à l'étranger											
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
1983 Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
1984 Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
1984 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
1984 Décembre	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
1985 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
1985 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
1985 Décembre	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
C. Total											
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
1983 Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
1984 Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
1984 Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
1984 Décembre	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
1985 Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
1985 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
1985 Décembre	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1)+(2)+(3) (7)+(11)	(5)	(6)	(7) = (5)+(6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8)+(10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ³	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
B. Crédits à l'étranger												
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ³	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
C. Total												
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ³	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Encaisse en or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8
Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0
Écus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9
Monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4
Avance au F.M.I.	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—
Banques	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9
Fonds publics	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2
Total de l'actif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Billets en circulation	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—
Valeurs à payer	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5
Autres accords	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9
Réserve extraordinaire	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Total du passif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1984 5 novembre	1985 4 novembre	1984 10 décembre	1985 9 décembre	1985 4 mars	1986 10 mars	1985 5 avril	1986 7 avril
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,7	23,0	24,2	22,7	24,2	22,2	23,9	22,5
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	15,7	22,1	15,5	22,4	14,6	22,3	14,8
Ecus	145,0	156,6	165,6	156,5	184,1	146,2	184,1	143,9
Monnaies étrangères	60,5	31,4	40,1	30,3	40,1	29,3	30,4	30,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	30,2	18,1	30,2	18,1	25,6	17,7	25,6	18,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	1,0
Accords internationaux	1,7	1,5	1,5	1,4	1,6	2,0	1,7	2,6
Avances au F.M.I.	2,5	2,5	0,7	2,5	0,8	6,0	1,8	6,0
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	12,6	9,7	0,0	0,0	20,7	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	18,5	15,9	11,2	8,9	13,0	9,9	20,4	17,7
Avances sur nantissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,4	23,2
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b ..	178,7	187,6	192,2	186,2	150,8	170,8	149,6	144,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,8	1,3	0,8	1,2	0,8	1,2	0,8	1,1
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,2	4,1	4,0	4,4	3,5	4,3	3,4	4,0
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	12,8	14,3	12,8	14,3	14,3	16,2	14,1	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,9	3,4	2,9	3,4	3,4	4,4	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	18,3	20,0	18,2	19,7	19,8	21,0	20,1	21,4
Divers	28,3	21,2	26,0	27,4	20,1	29,7	19,5	16,5
	692,7	659,0	685,2	645,2	677,9	630,6	665,2	620,5
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	13,9	13,3	13,1	12,1	21,2	21,9	19,6	20,5
PASSIF								
Billets en circulation	393,1	387,5	388,5	385,8	386,1	381,5	389,5	387,8
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	1,5	2,0	2,2	3,0	1,8	1,2	2,0	2,4
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,3	14,2	14,6	14,8	13,5	24,2	13,7	12,3
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,2	4,1	4,0	4,4	3,5	4,3	3,4	4,0
Autres accords	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	197,9	156,5	197,9	156,6	184,1	144,9	184,1	143,4
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	8,4	14,6	0,0	0,0	12,0	2,5	0,0	1,1
Caisse de Pensions du Personnel	18,3	20,0	18,2	19,8	19,8	21,0	20,1	21,4
Divers	20,5	22,1	23,4	22,9	19,2	11,1	14,4	8,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	12,4	13,9	12,4	13,9	13,9	15,8	13,9	15,8
	692,7	659,0	685,2	645,2	677,9	630,6	665,2	620,5
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	13,9	13,3	13,1	12,1	21,2	21,9	19,6	20,5
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1983 4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97
Février	1.261	255,7	93,2	525,3	1.062,5	535,1	1.062,5	3.185,4	97
Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97
Avril	1.251	262,0	85,3	511,9	923,0	477,9	923,0	2.835,8	97
Mai	1.251	260,6	95,8	551,0	1.049,2	567,4	1.049,2	3.216,8	96
Juin	1.252	253,6	91,4	536,5	1.021,6	532,2	1.021,6	3.111,9	97
Juillet	1.254	281,9	82,6	520,2	925,2	544,2	925,2	2.914,8	96
Août	1.258	225,2	86,1	431,0	788,0	432,6	788,0	2.439,6	97
Septembre	1.259	227,0	87,7	433,4	840,5	446,4	840,5	2.560,8	97
Octobre	1.260	262,5	83,4	520,3	936,0	507,7	936,0	2.900,0	97
Novembre	1.259	223,4	85,8	472,6	913,8	457,6	913,8	2.757,8	97
Décembre	1.257	259,4	89,8	488,3	807,1	463,1	807,1	2.565,6	96
1986 Janvier	1.254	307,3	94,7	536,2	1.099,3	530,2	1.099,3	3.265,0	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 30 nov.	1985 30 nov.	1985 31 jan.	1986 31 jan.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,0	14,2	18,5	16,2	12,4	12,5	12,7	12,7
Prêts au jour le jour	63,2	90,4	146,6	175,0	139,7	169,0	187,5	137,2
Banquiers	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.470,4	2.463,2	2.614,7	2.475,9
Maison-mère, succursales et filiales	795,6	949,9	1.133,1	1.338,9	1.053,8	1.364,9	1.192,2	1.346,8
Autres valeurs à recevoir à court terme	41,9	49,4	64,2	68,4	62,0	77,0	70,1	71,1
Portefeuille-effets	663,6	823,5	885,9	938,1	898,6	987,6	859,9	989,5
a) Effets publics	408,4	562,9	569,7	644,5	590,6	682,3	549,0	683,6
b) Effets commerciaux ^a	255,2	260,6	316,2	293,6	308,0	305,3	310,9	305,9
Reports et avances sur titres	1,5	2,1	2,8	4,3	2,8	3,9	3,1	5,0
Débiteurs par acceptations	68,9	69,5	60,8	54,8	62,9	57,0	59,8	55,6
Débiteurs divers	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.974,1	2.015,8	1.962,5	2.089,2	1.925,5
Valeurs mobilières	713,2	914,7	1.122,7	1.423,1	1.105,6	1.408,3	1.184,1	1.468,4
a) Fonds publics belges	612,3	735,6	828,8	985,5	833,4	984,3	889,6	1.014,9
b) Autres titres d'emprunt	99,7	177,2	289,7	419,0	268,5	405,2	290,7	435,2
c) Actions et parts de sociétés	0,9	1,6	2,5	2,2	2,1	2,1	2,1	2,3
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	1,7	16,4	1,6	16,7	1,7	16,0
Valeurs de la réserve légale	2,8	3,3	3,7	3,8	3,7	3,8	3,7	3,9
Participations	35,3	43,3	47,2	33,4	47,6	33,3	47,4	33,4
a) Filiales	21,5	28,8	31,9	17,3	31,7	16,8	32,0	17,4
b) Autres participations	13,8	14,5	15,3	16,1	15,9	16,5	15,4	16,0
Frais de constitution et de premier établissement	1,5	1,6	1,9	2,2	2,0	2,3	2,0	2,2
Immeubles	23,5	24,4	24,6	25,7	25,0	26,3	24,6	25,8
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,8
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	5,4	6,9	8,4	10,0	9,1	10,7	8,5	10,1
Divers	177,3	193,2	264,6	266,8	262,4	259,4	274,6	249,3
Total de l'actif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.175,8	8.843,7	8.636,1	8.814,3
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	122,3	123,9	83,7	82,3	84,4	74,7	83,6	74,2
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,1	0,5	1,4	0,1	1,4	0,1	0,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

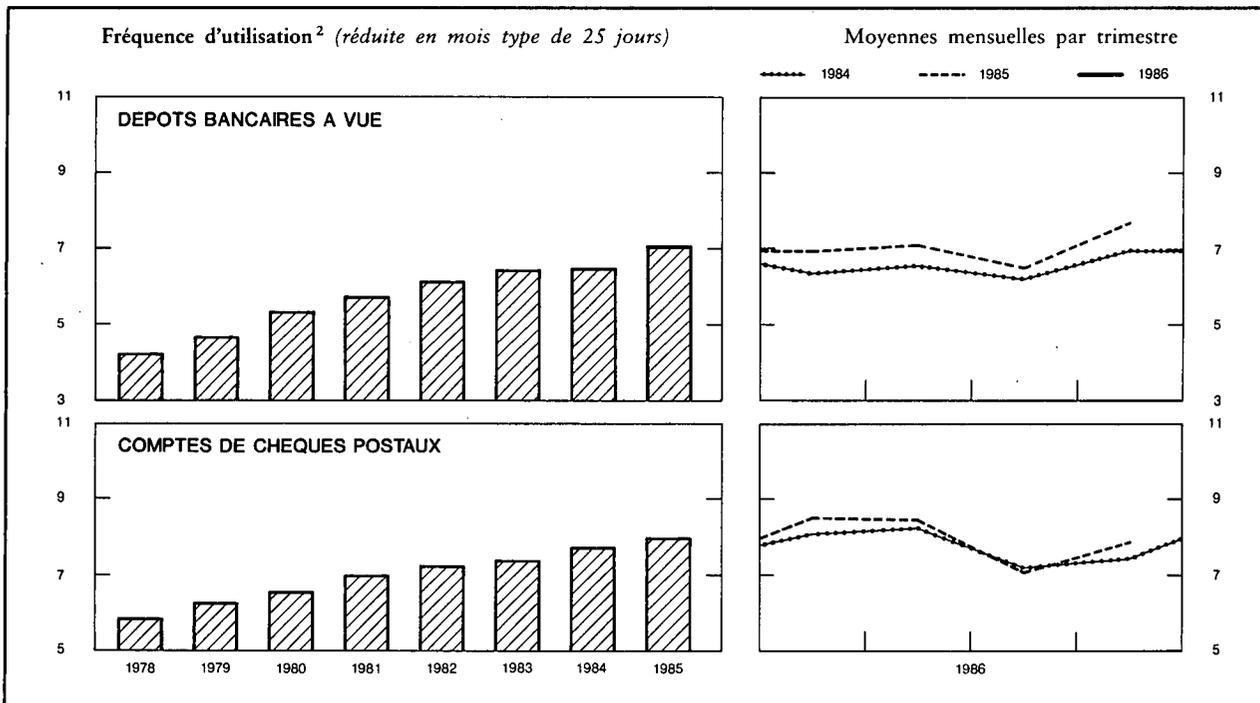
Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 30 nov.	1985 30 nov.	1985 31 jan.	1986 31 jan.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	7,5	10,9	8,9	5,5	20,4	11,0	21,0
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,8	7,3	8,4	8,2	5,1	5,2	6,3	6,3
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,7	0,2	2,5	0,7	0,4	15,2	4,7	14,7
Emprunts au jour le jour	130,9	168,1	257,7	330,6	248,7	314,6	366,4	304,8
a) Couverts par des sûretés réelles	10,4	8,1	5,5	8,5	3,0	2,8	7,7	7,5
b) Non couverts par des sûretés réelles	120,5	160,0	252,2	322,1	245,7	311,8	358,7	297,3
Banquiers	3.062,7	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.065,4	4.344,9	4.202,0	4.300,3
Maison-mère, succursales et filiales	526,6	701,7	921,4	931,8	893,2	926,8	1.041,6	934,3
Acceptations	68,9	69,5	61,1	54,8	62,9	57,0	60,4	55,6
Autres valeurs à payer à court terme	34,7	39,3	51,5	61,9	46,9	71,7	58,1	85,2
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	6,2	8,1	7,4	7,5	6,8	7,4	7,4
Dépôts et comptes courants	1.620,8	1.845,5	2.015,9	2.164,3	1.996,9	2.131,7	2.030,3	2.159,4
a) A vue	422,7	489,6	504,5	557,8	495,6	538,8	516,7	541,5
b) A un mois au plus	347,9	403,1	485,1	495,0	495,5	495,2	479,8	500,1
c) A plus d'un mois	419,9	469,5	505,0	507,6	506,8	522,6	506,1	506,3
d) A plus d'un an	14,0	10,6	10,7	15,2	11,1	15,1	10,9	15,2
e) A plus de deux ans	27,9	44,4	42,7	49,8	42,4	49,7	43,1	49,9
f) Carnets de dépôts	387,1	426,8	466,4	536,9	444,0	508,4	472,2	544,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,5	1,5	2,0	1,5	1,9	1,5	2,0
Obligations et bons de caisse	293,9	352,3	390,8	444,0	383,1	441,0	393,8	446,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,6	1,5	1,7	1,4	1,7	1,4	1,7	1,4
Divers	195,4	201,1	259,1	304,1	279,0	328,4	271,7	303,5
<i>Total de l'exigible</i>	5.947,8	6.988,1	8.120,9	8.663,9	7.990,8	8.644,7	8.444,4	8.618,9
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	27,1	40,7	58,2	49,3	57,1	55,2	62,0	50,9
<i>Non exigible :</i>								
Capital	54,7	65,8	68,4	77,6	66,8	78,2	68,3	78,1
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	5,1	5,5	5,3	5,6	5,3	5,5	5,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,8	3,3	3,7	3,8	3,7	3,8	3,7	3,8
Réserve disponible	26,8	29,5	31,5	35,0	31,4	34,9	31,5	35,1
Autres réserves	9,5	11,3	11,7	11,5	11,7	11,4	11,7	11,5
Provisions	7,4	8,0	8,8	10,5	8,7	10,2	9,0	10,6
<i>Total du non exigible</i>	103,6	123,0	129,6	143,7	127,9	143,8	129,7	144,5
<i>Total du passif</i>	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.175,8	8.843,7	8.636,1	8.814,3

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1983 4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
1984 2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
1984 3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
1984 4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
1985 2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
1985 3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
1985 4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1985 Février	2.245,9	984,4	3.230,3	6,72	7,00	9,30
1985 Mars	2.096,7	808,3	2.905,0	7,33	7,05	7,85
1985 Avril	2.252,6	755,4	3.008,0	7,35	7,35	7,63
1985 Mai	2.413,0	992,9	3.405,9	7,08	7,38	9,06
1985 Juin	2.172,3	899,1	3.071,4	6,55	6,55	8,65
1985 Juillet	2.221,3	677,2	2.898,5	7,14	6,61	7,21
1985 Août	1.944,7	654,6	2.599,3	6,37	6,12	6,69
1985 Septembre	2.185,4	738,0	2.923,4	6,78	6,78	7,39
1985 Octobre	2.273,0	784,6	3.057,6	7,78	7,21	8,27
1985 Novembre	2.266,3	835,0	3.101,3	6,89	7,17	8,51
1985 Décembre	2.948,0	697,6	3.645,6	8,64	8,64	6,91
1986 Janvier	2.588,9	868,2	3.457,1	8,10	7,79	8,21
1986 Février	2.505,2			7,46	7,77	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux de particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.
 Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.**

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

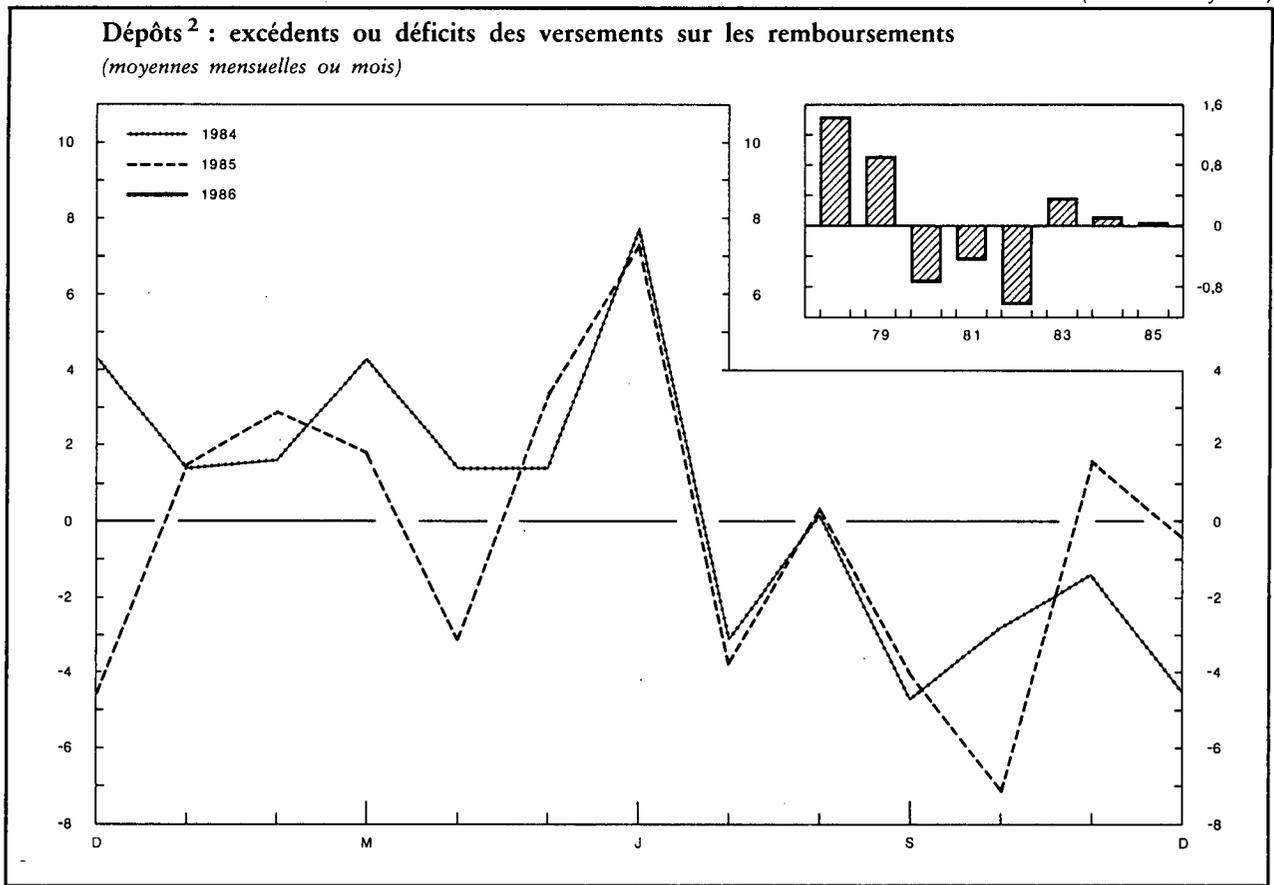
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
				valeur nominale					
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Janvier	27,3	—	175,9	0,0	0,0	21,7	0,0	5,6	175,9
Février	33,0	—	209,9	0,0	0,0	26,6	15,0	0,0	199,4
Mars	31,3	—	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Avril	29,6	—	231,7	0,0	0,0	52,3	0,0	0,0	202,9
Mai	30,4	—	231,4	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	197,1
Juin	30,4	—	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Juillet	29,3	—	224,5	0,0	0,0	62,3	0,0	0,0	190,6
Août	27,9	—	244,9	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	203,9
Septembre	28,1	—	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Octobre	28,4	—	206,5	0,0	0,0	55,2	0,0	0,0	172,9
Novembre	26,3	—	227,2	0,0	0,0	50,5	0,9	0,0	194,0
Décembre	26,6	—	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵ (fin de période)	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Montant en circulation	
					(4)		(5)	(6) = (4) + (5)
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.603,2	1.602,6	0,6	514,4	256,3	770,7
1983 4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	425,4	431,3	- 5,9	514,4	256,3	770,7
1984 Décembre	137,2	141,7	- 4,5	489,8	230,8	720,6
1985 Janvier	133,8	132,3	1,5	491,3	232,8	724,1
Février	128,7	125,8	2,9	494,2	234,6	728,8
Mars	134,2	132,4	1,8	496,0	236,6	732,6
Avril	137,8	140,9	- 3,1	492,9	239,6	732,5
Mai	134,2	130,8	3,4	496,3	241,8	738,1
Juin	141,3	134,0	7,3	503,6	248,1	751,7
Juillet	127,6	131,3	- 3,7	499,9	249,4	749,3
Août	113,9	113,5	0,4	500,3	251,7	752,0
Septembre	126,3	130,3	- 4,0	496,3	253,1	749,4
Octobre	140,8	147,9	- 7,1	489,2	254,0	743,2
Novembre	126,2	124,6	1,6	490,8	255,0	745,8
Décembre	158,4	158,8	- 0,4	514,4	256,3	770,7

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1985 les intérêts capitalisés s'élèvent à 24,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	0,4	1,2
Banquiers	47,9	60,3	57,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3	2,8
Portefeuille-effets	132,8	134,7	139,4
a) effets publics	(119,7)	(121,7)	(124,0)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)	(15,4)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7	0,6
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3	0,1
Débiteurs divers	345,1	361,3	370,4
Valeurs mobilières	206,0	238,6	293,4
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)	(281,2)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)	(12,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)	(—)
Participations	0,8	1,6	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3	9,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	0,8
Divers	28,3	36,2	42,8
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8	—
Total de l'actif ...	782,6	854,5	925,1
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Banquiers	51,2	56,7	69,8
Acceptations	0,2	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9	1,6
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0	552,1
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)	(469,0)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)	(83,1)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5	230,8
Divers	33,2	44,0	50,4
Total de l'exigible ...	763,5	835,4	905,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	19,1	18,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	—	1,0
Total du passif ...	782,6	854,5	925,1

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	—	—	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6	0,2
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1	22,7
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5	1,4
— autres	0,1	0,5	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0	1,3
Valeurs disponibles	0,0	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0	2,3
Total de l'actif ...	56,9	61,3	64,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	—	0,7
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8	12,7
Perte reportée	0,0	0,0	—
Bénéfice reporté	—	—	0,1
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	29,7	31,9	34,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5	13,2
Autres provisions techniques	0,0	—	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1	0,2
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	—	0,1
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,0	1,6	1,8
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3	64,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1
2. garantis par banques et organismes financiers ..	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3
Crédits commerciaux	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6
Autres ¹	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2
2. autres ²	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8
Débiteurs divers	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6
Divers	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,8
Total de l'actif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1
EXIGIBLE :									
Obligations	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2
Bons de caisse	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5
Dépôts et emprunts divers	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9
Effets réescomptés	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0
Créditeurs divers	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8
Provisions pour charge et risques divers	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,8
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4
2. Autres ³	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,9
Total du passif ...	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 30 nov.	1985 30 nov.	1985 31 jan.	1986 31 jan.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,8	2,5	3,0	3,1	2,5	2,7	2,5	2,8
Prêts au jour le jour	0,8	2,3	5,7	2,5	1,0	1,9	1,7	1,4
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	31,9	36,3	42,5	41,8	37,7	43,7	43,7	52,8
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	5,6	4,6	8,2	7,4	4,3	4,8	6,3	6,9
Effets de commerce et factures	8,2	7,7	6,5	5,0	5,5	5,1	6,7	5,1
Débiteurs par acceptations	0,8	1,4	1,6	0,2	0,7	0,2	1,0	0,5
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	69,2	87,1	99,9	120,0	99,1	118,3	101,5	122,5
Portefeuille-titres et participations	340,7	442,8	518,3	608,4	517,9	598,7	524,7	603,4
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(70,6)	(68,4)	(62,8)	(64,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(219,2)	(276,2)	(234,1)	(279,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(169,1)	(178,6)	(168,4)	(178,9)
c) Obligations de sociétés belges	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(24,0)	(24,1)	(24,0)	(24,4)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(11,9)	(12,8)	(12,1)	(13,1)
e) Autres valeurs	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(23,1)	(38,6)	(23,3)	(43,0)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	254,0	262,3	258,9	265,7	257,6	263,6	257,8	264,5
Actionnaires ou sociétaires	3,3	3,1	2,9	2,7	2,9	2,8	2,9	2,8
Débiteurs divers	3,4	5,2	7,4	6,9	7,1	7,3	7,5	7,3
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Total du disponible et réalisable	721,1	855,7	955,3	1.064,0	936,7	1.049,4	956,7	1.070,3
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,5	7,9	8,5	9,2	8,3	9,4	8,5	9,2
Leasing immobilier	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Matériel et mobilier	0,8	1,2	1,6	1,9	1,7	2,0	1,6	1,8
Leasing mobilier	0,8	1,4	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,8	11,1	10,7	11,8	10,7	12,2	10,7	11,7
Comptes transitoires ¹	24,0	33,0	38,9	49,5	41,5	52,6	42,6	51,2
Total de l'actif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	988,9	1.114,2	1.010,0	1.133,2
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	696,8	825,7	927,9	1.040,4	911,3	1.023,6	930,5	1.044,3
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	684,4	812,1	913,9	1.023,8	897,2	1.005,9	915,7	1.026,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 30 nov.	1985 30 nov.	1985 31 janv.	1986 31 janv.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	416,7	475,3	544,9	506,2	521,6	491,6	545,3	515,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	85,5	112,6	127,7	142,1	125,8	141,3	129,7	145,1
c) de cinq ans ou plus	174,6	216,8	228,8	250,4	226,1	248,1	230,5	255,0
Réserves techniques	0,8	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,1	6,5	6,4	6,7	6,3	6,7	6,5	6,7
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	1,9	2,4	2,8	0,8	1,3	1,4	2,0
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3
b) auprès de la B.N.B.	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,2	2,3	2,0	107,2	2,3	100,8	2,5	95,5
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	4,8	5,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,6
Mobilisation d'actifs	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,3	2,9	3,3	3,4	1,6	1,8	2,3	3,1
Créditeurs divers	1,8	1,7	2,0	2,3	1,8	2,1	1,8	2,3
Provisions pour charges	4,1	5,3	6,0	4,9	6,0	6,4	6,0	4,4
Divers	0,4	0,4	0,3	2,4	0,3	3,0	0,8	2,4
Total de l'exigible	700,3	831,3	924,2	1.029,4	893,2	1.004,3	927,6	1.032,9
Fonds propres :								
a) capital	9,6	14,1	16,7	20,9	15,7	18,9	16,8	20,9
b) réserve légale	0,8	1,0	1,2	1,3	1,2	1,3	1,2	1,3
c) autres réserves	12,6	13,9	15,6	18,8	14,4	16,0	15,8	18,9
Comptes de redressements d'actifs	5,8	6,6	8,0	9,9	6,7	8,0	8,0	10,0
Comptes transitoires ¹	25,8	32,9	39,2	45,0	57,7	65,7	40,6	49,2
Total du passif	754,9	899,8	1.004,9	1.125,3	988,9	1.114,2	1.010,0	1.133,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Créditeurs			Débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires						Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3	
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2	
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3	
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1	
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1	
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7	
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3	
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7	
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6	
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1	
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4	
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6	
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9	
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4	
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9	
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1	
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2	
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9	
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6	
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4	
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6	
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3	
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5	
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8	
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1	
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0	
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9	
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2	
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ³	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Après des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Après des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 473,4	+ 485,0	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 487,7	+ 502,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 491,3	+ 482,9	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 586,9	+ 580,3	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 573,2	+ 579,3	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 689,3	+ 695,4	
1984	+ 9,7	+ 14,5	+ 5,2	+ 19,7	+ 3,1	+ 32,5	+ 560,7	+ 593,2	
1985	- 8,8	+ 14,2	- 4,9	+ 9,3	+ 3,9	+ 4,4	+ 796,7	+ 801,1	
1983 4 ^e trimestre ...	+ 4,7	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,6	+ 2,0	+ 201,1	+ 203,1	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,4	+ 20,9	+ 5,7	+ 26,6	+ 1,9	+ 26,1	+ 171,2	+ 197,3	
2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 0,9	- 4,8	- 5,7	+ 1,2	+ 10,8	+ 239,6	+ 250,4	
3 ^e trimestre ...	- 8,8	- 0,1	+ 5,8	+ 5,7	+ 0,4	- 2,7	+ 64,7	+ 62,0	
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 5,4	- 1,5	- 6,9	- 0,4	- 1,7	+ 85,2	+ 83,5	
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 22,3	- 0,3	+ 22,0	+ 0,8	+ 12,4	+ 248,7	+ 261,1	
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,9	+ 16,8	+ 11,9	+ 0,2	+ 32,0	+ 289,7	+ 321,7	
3 ^e trimestre ...	- 20,8	+ 1,7	- 14,4	- 12,7	+ 0,6	- 32,9	+ 98,4	+ 65,5	
4 ^e trimestre ...	+ 2,5	- 4,9	- 7,0	- 11,9	+ 2,3	- 7,1	+ 159,9	+ 152,8	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1978	+ 48,3	+ 176,5	+ 175,7	+ 400,5	0,0	+ 15,5	+ 15,5	+ 57,4	+ 473,4
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 208,1	+ 386,2	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 487,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 260,3	+ 376,3	+ 46,4	+ 21,7	+ 68,1	+ 46,9	+ 491,3
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 213,9	+ 354,9	+ 115,3	+ 36,7	+ 152,0	+ 80,0	+ 586,9
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 300,5	+ 473,9	+ 30,7	+ 48,4	+ 79,1	+ 20,2	+ 573,2
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 356,0	+ 578,2	- 13,8	+ 82,9	+ 69,1	+ 42,0	+ 689,3
1984	- 8,8	+ 235,9	+ 225,2	+ 452,3	- 9,4	+ 103,0	+ 93,6	+ 14,8	+ 560,7
1985	+ 47,6	+ 236,3	+ 298,6	+ 582,5	- 23,3	+ 97,0	+ 73,7	+ 140,5 ¹⁰	+ 796,7
1983 4 ^e trimestre	+ 20,0	+ 91,7	+ 69,3	+ 181,0	+ 7,7	+ 32,1	+ 39,8	- 19,7	+ 201,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 29,4	+ 97,0	+ 44,1	+ 111,7	+ 23,5	+ 30,3	+ 53,8	+ 5,7	+ 171,2
2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 19,8	+ 50,8	+ 138,5	- 12,5	+ 26,5	+ 14,0	+ 87,1	+ 239,6
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 75,3	+ 45,9	+ 69,3	- 4,0	+ 17,4	+ 13,4	- 18,0	+ 64,7
4 ^e trimestre	+ 4,6	+ 43,8	+ 84,4	+ 132,8	- 16,4	+ 28,8	+ 12,4	- 60,0	+ 85,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 6,5	+ 109,2	+ 76,5	+ 179,2	+ 7,2	+ 14,2	+ 21,4	+ 48,1	+ 248,7
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 6,8	+ 120,9	+ 209,4	- 12,9	+ 27,5	+ 14,6	+ 65,7	+ 289,7
3 ^e trimestre	- 54,3	+ 53,6	+ 30,6	+ 29,9	- 9,4	+ 25,2	+ 15,8	+ 52,7 ¹¹	+ 98,4
4 ^e trimestre	+ 13,1	+ 80,3	+ 70,6	+ 164,0	- 8,2	+ 30,1	+ 21,9	- 26,0 ¹¹	+ 159,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les six derniers mois non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 61,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 183,1	+ 72,5	+ 52,8	+ 235,9	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 226,5
1985	+ 162,9	+ 29,1	+ 18,1	+ 1,7	+ 211,8	+ 88,8	+ 24,5	+ 236,3	- 17,2	- 6,1	- 23,3	+ 213,0
1983 4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,4	+ 3,7	- 0,8	+ 87,9	+ 35,5	+ 3,8	+ 91,7	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 99,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,0	+ 59,9	+ 3,5	+ 1,3	+ 83,7	+ 35,6	+ 13,3	+ 97,0	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 120,5
2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 18,3	+ 1,5	+ 3,4	+ 12,2	- 3,0	+ 7,6	+ 19,8	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 7,3
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 50,4	+ 0,1	- 0,4	+ 55,3	+ 41,1	+ 20,0	+ 75,3	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 71,3
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 31,0	+ 0,7	- 3,3	+ 31,9	- 1,2	+ 11,9	+ 43,8	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 27,4
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 60,5	+ 1,9	+ 3,9	+ 90,5	+ 44,6	+ 18,7	+ 109,2	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 116,4
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 52,9	+ 2,2	+ 3,2	- 19,4	- 24,0	+ 12,6	- 6,8	- 11,6	- 1,3	- 12,9	- 19,7
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,7	+ 5,4	0,0	+ 47,7	+ 28,2	+ 5,9	+ 53,6	- 11,3	+ 1,9	- 9,4	+ 44,2
4 ^e trimestre .	+ 89,0	+ 0,8	+ 8,6	- 5,4	+ 93,0	+ 40,0	- 12,7	+ 80,3	- 1,7	- 6,5	- 8,2	+ 72,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983 Septembre	1.166,1	543,8	78,1	11,7	1.799,7	804,4	126,5	1.926,2
Décembre	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	608,1	85,3	12,2	1.971,3	875,5	149,9	2.121,2
Juin	1.291,3	589,8	86,8	15,6	1.983,5	872,5	147,3	2.130,8
Septembre	1.296,5	640,2	86,9	15,2	2.038,8	913,6	148,8	2.187,6
Décembre	1.362,0	609,2	87,6	11,9	2.070,7	912,4	139,2	2.209,9
1985 Mars	1.386,2	669,7	89,5	15,8	2.161,2	957,0	145,6	2.306,8
Juin	1.414,3	616,8	91,7	19,0	2.141,8	933,0	134,3	2.276,1
Septembre	1.435,9	637,5	97,1	19,0	2.189,5	961,2	130,1	2.319,6
Décembre	1.524,9	638,3	105,7	13,6	2.282,5	1.001,2	124,6	2.407,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{1 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total ⁽⁴⁾⁼ (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1978	+ 164,5	+ 10,3	+ 0,9	+ 175,7	+ 13,9	+ 1,6	+ 15,5	+ 191,2
1979	+ 203,4	+ 3,8	+ 0,9	+ 208,1	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 219,1
1980	+ 257,5	+ 1,8	+ 1,0	+ 260,3	+ 28,6	- 6,9	+ 21,7	+ 282,0
1981	+ 210,3	+ 1,2	+ 2,4	+ 213,9	+ 41,2	- 4,5	+ 36,7	+ 250,6
1982	+ 281,6	+ 20,1	- 1,2	+ 300,5	+ 57,0	- 8,6	+ 48,4	+ 348,9
1983	+ 292,4	+ 50,7	+ 12,9	+ 356,0	+ 82,5	+ 0,4	+ 82,9	+ 438,9
1984	+ 207,5	+ 18,8	- 1,1	+ 225,2	+ 106,7	- 3,7	+ 103,0	+ 328,2
1985	+ 293,3	+ 8,7	- 3,4	+ 298,6	+ 91,8	+ 5,2	+ 97,0	+ 395,6
1983 4 ^e trimestre ...	+ 35,1	+ 31,7	+ 2,5	+ 69,3	+ 31,7	+ 0,4	+ 32,1	+ 101,4
1984 1 ^{er} trimestre ...	+ 41,9	+ 2,5	- 0,3	+ 44,1	+ 30,5	- 0,2	+ 30,3	+ 74,4
2 ^e trimestre ...	+ 46,4	+ 4,9	- 0,5	+ 50,8	+ 26,5	0,0	+ 26,5	+ 77,3
3 ^e trimestre ...	+ 45,8	- 0,6	+ 0,7	+ 45,9	+ 18,9	- 1,5	+ 17,4	+ 63,3
4 ^e trimestre ...	+ 73,4	+ 12,0	- 1,0	+ 84,4	+ 30,8	- 2,0	+ 28,8	+ 113,2
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 77,0	+ 1,1	- 1,6	+ 76,5	+ 19,5	- 5,3	+ 14,2	+ 90,7
2 ^e trimestre ...	+ 115,3	+ 7,2	- 1,6	+ 120,9	+ 25,0	+ 2,5	+ 27,5	+ 148,4
3 ^e trimestre ...	+ 31,0	+ 0,1	- 0,5	+ 30,6	+ 21,0	+ 4,2	+ 25,2	+ 55,8
4 ^e trimestre ...	+ 70,0	+ 0,3	+ 0,3	+ 70,6	+ 26,3	+ 3,8	+ 30,1	+ 100,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 67,2	+ 37,3	+ 79,6	+ 69,1	+ 45,2	+ 27,8	+ 1,4	+ 178,8	+ 135,6	+ 314,4
1985	- 0,7	+ 15,8	+ 106,3	+ 53,7	+ 79,7	+ 78,5	+ 41,3	+ 35,2	+ 0,4	+ 242,4	+ 167,8	+ 410,2
1983 4 ^e trimestre	+ 1,5	- 12,3	+ 68,6	+ 4,9	+ 23,0	+ 12,2	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	- 30,0 ⁴	+ 108,3	+ 21,6	+ 129,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,1	+ 48,5	+ 15,2	+ 9,1	+ 6,3	+ 1,0	+ 77,6	+ 32,6	+ 110,2
2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 7,5	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 74,7	+ 20,3	+ 95,0
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,6	+ 8,1	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	+ 0,5	+ 32,5	+ 33,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 1,0	+ 13,4	+ 15,5	+ 26,6	+ 19,8	+ 9,8	+ 0,4	+ 26,0	+ 50,2	+ 76,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,1	+ 35,9	+ 15,2	+ 6,4	+ 8,8	+ 1,2	+ 91,5	+ 38,3	+ 129,8
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,6	+ 9,8	+ 22,4	+ 6,7	+ 34,4	+ 15,0	+ 11,1	- 0,7	+ 64,3	+ 67,2	+ 131,5
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,5	- 0,2	+ 4,6	+ 11,5	+ 8,6	+ 1,6	+ 5,8	- 0,2	- 17,9	+ 18,8	+ 0,9
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 7,8	+ 51,7	+ 13,6	+ 25,6	+ 20,3	+ 18,3	+ 9,5	+ 0,1	+ 104,5	+ 43,5	+ 148,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983 Juin	377,4	110,7	1.255,8	370,3	710,5	1.010,4	371,2	299,7	46,7	2.825,6	1.727,1	4.552,7
Septembre	373,4	120,5	1.281,5	379,4	721,5	1.024,5	373,2	308,5	47,9	2.870,1	1.760,3	4.630,4
Décembre	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,4	793,0	1.051,9	409,8	349,3	18,9	3.055,7	1.814,5	4.870,2
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,6	800,5	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.133,1	1.834,8	4.967,9
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,2	808,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.138,2	1.867,3	5.005,5
Décembre	370,0	99,9	1.425,0	421,6	824,1	1.105,8	445,9	370,8	19,3	3.164,9	1.917,5	5.082,4
1985 Mars	361,3	112,8	1.469,0	434,7	860,0	1.121,0	452,3	379,6	20,5	3.255,4	1.955,8	5.211,2
Juin	385,5	121,4	1.479,1	457,1	866,7	1.155,4	467,3	390,7	19,8	3.320,0	2.023,0	5.343,0
Septembre	368,2	107,9	1.486,0	461,7	878,2	1.164,0	468,9	396,5	19,6	3.309,2	2.041,8	5.351,0
Décembre	369,3	115,7	1.533,9	475,3	903,8	1.184,3	487,2	406,0	19,7	3.409,9	2.085,3	5.495,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe uniquement)	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	86,2
* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	102,2	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	- 3,6
	* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,2	6,1	46,1	55,8	- 5,0
* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,6	7,0	31,6	126,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
	* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3
* 1985	—	16,8	- 16,8	49,5	32,7	8,9	12,7	- 3,8	28,9	12,1	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
	* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7
* 1985	30,0	4,6	25,4	53,8	79,2	10,0	0,2	9,8	89,0	6,6	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	0,0
	* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	0,0
* 1985	—	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	9,8	- 7,8	- 14,4	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	
	* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	179,0	22,8	156,2	397,3	
* 1985	665,5	252,7	412,8	103,3	516,1	148,1	48,5	99,6	615,7		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes			Total de la dette totale ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)		(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983 Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	411,6	5,2	416,8	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	383,0	5,2	388,2	3.921,0
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	418,1	5,1	423,3	4.136,4
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	402,9	5,7	408,6	4.563,9
Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
Avril	1.762,4	172,0	1.143,8	108,9	3.187,1	655,4	364,8	1.020,2	4.207,3	446,8	5,7	452,5	4.659,8
Mai	1.905,3	156,0	1.133,6	89,0	3.283,9	661,0	364,8	1.025,8	4.309,7	445,4	5,6	451,0	4.760,7
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Juillet	1.899,8	156,1	1.224,2	92,1	3.372,2	622,9	372,2	995,1	4.367,3	439,8	5,6	445,4	4.812,7
Août	1.893,1	156,1	1.258,0	90,2	3.397,4	612,0	383,7	995,7	4.393,1	438,4	5,2	443,6	4.836,7
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Octobre	2.040,0	156,1	1.203,8	93,8	3.493,7	587,9	392,5	980,4	4.474,1	434,6	5,2	439,8	4.913,9
Novembre ..	2.037,6	156,1	1.245,4	84,2	3.523,3	573,2	393,7	966,9	4.490,2	452,2	5,1	457,3	4.947,5
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Janvier	2.029,0	156,0	1.176,8	116,2	3.478,0	557,7	460,6	1.018,3	4.496,3	497,5	5,1	502,6	4.998,9
Février	2.149,6	156,0	1.163,1	83,1	3.551,8	511,5	509,8	1.021,3	4.573,1	496,4	4,6	501,0	5.074,1

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,1 milliard.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 Janvier	+ 163,5	0,0	- 2,2	+ 97,2 ⁴	+ 95,0 ⁴	+ 68,5
1986 Janvier	+ 84,3	- 0,2	- 8,3	0,0	- 8,5	+ 92,8
1985 2 premiers mois	+ 299,0	+ 1,1	+ 17,8	+ 97,2 ⁴	+ 116,1 ⁴	+ 182,9
1986 2 premiers mois	+ 159,5	+ 0,6	- 25,0	0,0	- 24,4	+ 183,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984 *	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984 *	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984 *	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984 *	1.687,5	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
1984 *	47,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	653,2
Total										
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1
1984 *	1.734,7	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.928,7

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

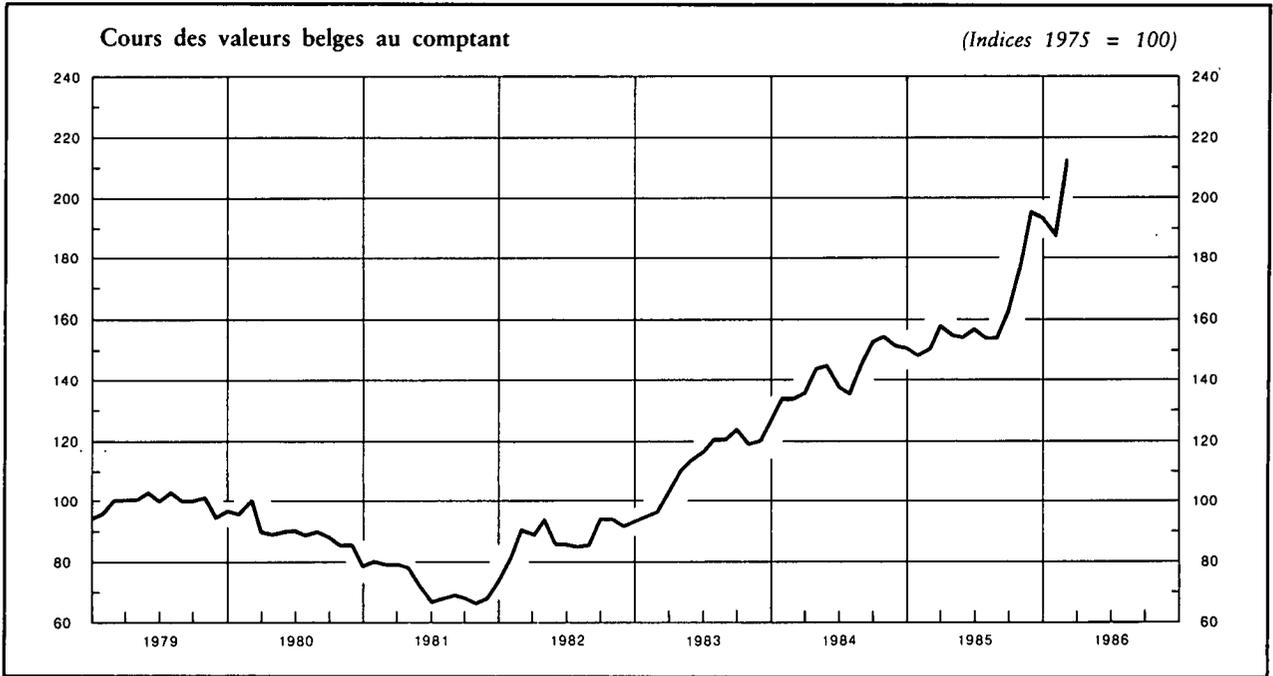
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1 2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1985	454	163	160	.	.	305	397
1983 4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	152	152	4,6	3,4	352	394
2 ^e trimestre	357	155	153	4,7	3,6	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	.	.	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	.	.	397	386
1985 Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401
Mars	410	158	157	4,5	3,4	315	409
Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405
Mai	392	154	153	4,5	3,4	248	409
Juin	423	157	152	5,0	4,1	262	414
Juillet	258	154	150	5,0	4,1	226	404
Août	252	154	150	4,8	3,9	239	395
Septembre	400	163	159	.	.	240	392
Octobre	861	177	171	.	.	322	378
Novembre	842	196	190	.	.	457	395
Décembre	732	194	189	.	.	412	386
1986 Janvier	449	188	183	.	.	488	413
Février	900	213	207	.	.	479	419

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
(milliards de francs)									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	77,2	3,9
1977	50	23,7	23,4	5,1	0,0	2,8	0,1	102,4	5,6
Sociétés financières et immobilières⁵									
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	103,7	7,1
1977	2.633	92,8	55,4	10,5	4,6	7,0	0,2	121,2	8,4
Industries des fabrications métalliques									
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
1977	1.591	57,4	42,8	11,4	4,3	4,7	0,1	6,4	0,5
Métallurgie du fer									
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1
1977	86	29,2	19,3	0,3	7,3	0,2	0,0	1,0	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite 1)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
1977	888	15,9	14,8	1,5	2,0	0,3	0,0	0,9	0,1
Industrie alimentaire									
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
1977	724	26,2	21,9	3,7	1,7	1,2	0,0	1,5	0,1
Industrie chimique									
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	8,1	0,6
1977	738	64,6	50,8	8,1	5,4	5,3	0,1	9,0	0,6
Electricité									
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2
1977	13	45,0	10,6	6,8	0,0	5,9	0,1	64,6	5,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite 2)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
1977	14	4,0	0,2	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total général^{6 7}									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9
1977 1 ^{er} mois	205	6,0	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	525	20,9	13,7	2,6	1,2	0,9	2,2
3 premiers mois	2.105	52,3	37,7	7,3	3,0	3,2	3,5
4 premiers mois	5.308	133,5	100,3	19,3	12,9	8,9	5,1
5 premiers mois	11.938	352,4	209,4	47,0	27,7	23,2	7,0
6 premiers mois	17.192	456,6	300,2	64,7	35,5	31,6	8,7
7 premiers mois	18.190	483,7	315,9	69,4	37,9	33,2	10,2
8 premiers mois	18.563	486,1	320,3	70,5	38,3	33,4	11,1
9 premiers mois	19.112	493,6	326,3	71,8	39,5	33,8	12,4
10 premiers mois	19.729	502,3	335,0	72,8	41,0	34,1	14,6
11 premiers mois	20.199	513,3	344,7	74,6	41,3	34,8	15,7
12 mois	20.793	525,2	354,4	77,1	42,7	36,2	19,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5
1977 1 ^{er} mois	3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	0,9	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	24,3	16,0	3,7	0,4	3,5	0,3
6 premiers mois	128	38,8	34,5	4,7	0,8	4,5	0,4
7 premiers mois	143	39,8	35,1	4,8	0,8	4,6	0,5
8 premiers mois	145	40,2	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
9 premiers mois	149	40,3	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
10 premiers mois	158	41,4	36,2	4,9	0,8	4,7	0,6
11 premiers mois	164	41,7	36,7	4,9	0,8	4,7	0,6
12 mois	169	44,0	37,1	5,1	0,8	4,8	0,6

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4
1977 1 ^{er} mois	208	6,5	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	529	21,7	13,8	2,6	1,2	0,9	2,4
3 premiers mois	2.118	53,2	38,0	7,3	3,0	3,2	3,7
4 premiers mois	5.332	134,6	100,8	19,3	12,9	8,9	5,3
5 premiers mois	12.009	376,7	225,4	50,7	28,1	26,7	7,3
6 premiers mois	17.320	495,4	334,7	69,4	36,3	36,1	9,1
7 premiers mois	18.333	523,5	351,0	74,2	38,7	37,8	10,7
8 premiers mois	18.708	526,3	356,0	75,3	39,1	38,0	11,6
9 premiers mois	19.261	533,9	362,0	76,6	40,3	38,4	12,9
10 premiers mois	19.887	543,7	371,2	77,7	41,8	38,8	15,2
11 premiers mois	20.363	555,0	381,4	79,5	42,1	39,5	16,3
12 mois	20.962	569,2	391,5	82,2	43,5	41,0	20,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII. - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations		Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	34,5	16,0	8,7	7,3	14,9	22,2	56,7	79,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979	*	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
C. — Total général									
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	34,5	16,0	9,1	6,9	14,9	21,8	56,3	79,5

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1983 3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,2	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
1984 Novembre	13,4	13,3	0,0	13,3
Décembre	37,2	21,1	0,4	21,5
1985 Janvier	5,1	2,6	0,0	2,6
Février	3,3	1,5	0,0	1,5
Mars	13,1	8,1	2,0	10,1
Avril	13,5	11,9	4,0	15,9
Mai	19,4	8,3	1,5	9,8
Juin	13,3	6,2	0,0	6,2
Juillet	8,8	3,8	0,0	3,8
Août	5,4	3,8	0,0	3,8
Septembre	25,4	15,1	0,0	15,1
Octobre	21,0	9,8	0,0	9,8
Novembre	17,0	17,2	0,0	17,2

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	345,3	371,5	374,6	1,9	1.525,3	2.715,3	120,3
1985	0,0	0,2	1.246,3	1.246,5	434,6	368,9	376,5	388,1	1,5	1.574,6	2.821,1	109,1
1983 Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	468,8	319,6	349,3	345,8	1,6	1.485,1	2.588,6	106,5
1983 Décembre ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Mars ⁵	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	443,1	328,2	371,0	370,2	2,6	1.515,1	2.634,2	120,5
1984 Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	443,4	335,3	368,1	371,6	2,2	1.520,6	2.669,6	118,1
1984 Septembre ⁵	0,2	0,3	1.144,5	1.145,0	439,5	340,9	367,1	369,7	2,0	1.519,2	2.664,2	117,3
1984 Décembre	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	345,3	371,5	374,6	1,9	1.525,3	2.715,3	120,3
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	349,4	367,0	376,3	2,0	1.521,0	2.693,8	118,6
1985 Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,4	1.207,7	430,1	356,1	364,7	383,9	1,5	1.536,3	2.744,0	113,1
1985 Septembre	0,1	0,2	1.173,5	1.173,8	439,1	362,1	365,8	387,1	1,7	1.555,8	2.729,6	112,1
1985 Décembre	0,0	0,2	1.246,3	1.246,5	439,6	368,9	376,5	388,1	1,5	1.574,6	2.821,1	109,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1983 4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
1984 2 ^e trimestre	15,5
1984 3 ^e trimestre	14,2
1984 4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
1985 2 ^e trimestre	14,2
1985 3 ^e trimestre	16,3
1985 4 ^e trimestre	17,5

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	29,8	31,4	35,6	41,3	24,3	26,2	29,2	33,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	11,3	12,5	13,2	13,6	6,1	6,8	7,8	7,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	158,4	174,3	200,7	216,7	80,7	89,7	97,3	100,3
Textile, habillement et cuir	84,0	83,4	89,8	100,5	51,0	47,1	47,9	54,0
Industrie chimique ⁴	227,9	240,5	252,6	264,5	95,1	91,6	85,8	89,4
Métallurgie de base	182,1	186,9	158,6	134,2	129,5	123,3	101,1	69,5
Fabrications métalliques	352,7	349,5	362,4	392,6	191,7	174,5	173,4	169,7
Produits minéraux non métalliques et bois	95,9	96,6	102,7	103,3	56,6	56,1	60,4	60,1
Papier, carton et imprimerie	40,3	41,4	42,6	49,3	25,7	25,1	25,7	28,7
Pétrole	64,3	77,4	81,2	87,6	18,6	17,6	17,8	19,3
Diamant et orfèvrerie	60,2	65,0	70,1	69,2	42,7	45,3	49,9	46,8
Autres	2,0	1,9	1,9	3,3	1,3	1,2	1,2	1,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	113,6	109,5	108,2	105,8	76,3	70,2	69,3	65,4
Production et distribution d'énergie et d'eau	107,6	122,8	115,1	125,5	41,0	53,6	45,0	43,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	50,6	61,4	72,1	88,5	30,0	35,3	45,2	52,5
Commerce de détail	74,4	74,7	81,8	87,7	45,7	46,7	52,3	54,6
Transports, entrepôts et communications	133,4	150,5	158,0	167,1	88,1	106,1	105,4	114,7
Services financiers ⁵	136,1	128,4	149,3	181,4	53,7	44,8	55,6	60,7
Autres services aux entreprises ⁶	45,4	48,2	48,3	67,6	27,9	27,7	29,6	35,7
Autres services aux particuliers ⁷	145,3	153,4	174,5	171,0	124,6	129,8	148,9	143,7
Total	2.115,3	2.209,7	2.318,7	2.470,7	1.210,6	1.218,7	1.248,8	1.250,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Communauté Economique Européenne ...	419,4	477,0	511,8	601,6	248,5	271,2	263,4	274,1
Royaume-Uni	75,1	97,7	127,7	210,3	27,8	36,5	29,3	74,3
République Fédérale d'Allemagne	201,0	181,3	137,8	132,9	132,6	105,1	78,1	46,0
France	47,0	73,0	90,5	95,7	24,4	42,1	60,6	65,7
Pays-Bas	33,1	42,6	48,4	52,8	13,4	18,4	18,7	20,3
Italie	30,5	43,1	55,3	65,9	25,1	35,8	41,9	45,1
Luxembourg	9,9	10,1	19,5	19,7	6,8	6,8	8,5	7,2
Danemark	14,9	17,5	18,7	12,3	11,2	15,5	14,4	6,7
Irlande	3,0	6,1	8,0	6,5	3,0	5,5	6,9	4,0
Grèce	4,9	5,6	5,9	5,5	4,2	5,5	5,0	4,8
Autre pays d'Europe	134,9	155,4	187,7	216,2	95,0	118,3	137,9	149,2
dont : Espagne	52,3	58,7	81,7	95,3	49,9	55,9	73,7	83,4
Suisse	32,8	38,3	40,4	50,6	9,3	12,4	11,1	13,3
Norvège	7,1	6,2	6,1	6,3	5,5	4,9	3,0	3,6
Suède	14,9	18,2	21,3	15,7	10,5	13,8	15,7	7,5
Etats-Unis et Canada	84,9	97,7	133,7	240,8	28,3	31,9	34,1	71,7
Pays exportateurs de pétrole	83,9	92,8	84,0	85,6	61,8	71,0	71,2	74,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	191,4	244,5	273,2	301,8	149,0	191,0	231,4	237,8
dont : Brésil	53,1	55,0	59,6	64,1	48,2	51,0	54,7	61,5
Mexique	59,6	64,6	78,4	79,5	49,0	59,4	72,7	76,9
Autres pays d'Afrique	40,7	50,0	58,9	65,4	32,8	37,7	41,8	50,0
dont : Afrique du Sud	3,3	6,6	6,1	6,3	2,2	3,1	4,3	4,8
République du Zaïre	9,1	8,7	8,5	13,2	8,8	8,7	6,3	11,2
Australie et Nouvelle Zélande	27,3	38,6	54,0	87,0	12,5	23,5	34,7	60,9
Autres pays d'Asie	41,2	58,5	78,9	137,2	26,6	35,1	43,5	59,2
dont : Japon	8,1	9,2	29,9	68,9	7,3	8,3	10,4	15,5
Total	1.023,7	1.214,5	1.382,2	1.735,6	654,5	779,7	858,0	977,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
1985 Mars	7,2	0,0	3,6	5,4	0,1	3,7	1,6	10,8
Avril	6,6	0,0	2,4	4,5	0,7	2,5	1,3	9,0
Mai	6,8	0,1	3,3	6,2	0,3	2,1	1,6	10,2
Juin	7,7	0,0	2,7	6,5	0,6	2,0	1,3	10,4
Juillet	8,5	0,0	2,6	4,5	1,2	4,0	1,4	11,1
Août	8,1	0,0	2,0	4,6	1,4	2,7	1,4	10,1
Septembre	6,8	0,0	2,6	5,0	0,8	2,3	1,3	9,4
Octobre	6,1	0,0	2,5	4,7	0,1	2,2	1,6	8,6
Novembre	5,6	0,0	3,0	5,3	0,0	2,0	1,3	8,6
Décembre	8,1	0,0	3,4	4,8	0,1	4,9	1,7	11,5
1986 Janvier	6,1	0,0	3,1	5,2	0,3	3,0	0,7	9,2
Février	6,8	0,0	2,7	5,5	0,1	2,4	1,5	9,5
Mars	6,9	0,0	4,1	4,4	1,4	3,6	1,6	11,0

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1983 4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Avril	116,7	14,4	102,3	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Mai	116,7	12,9	103,8	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Juillet	118,8	12,9	105,9	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Août	118,8	11,8	107,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Octobre	121,6	21,1	100,5	20,0	0,0	20,0	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Novembre ..	121,6	18,2	103,4	20,0	0,0	20,0	10,5	0,6	9,9	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Janvier	123,6	20,1	103,5	20,3	1,0	19,3	10,7	0,8	9,9	212,7	62,4	22,0
Février	123,6	16,2	107,4	20,3	1,0	19,3	10,7	0,9	9,8	212,7	62,4	22,0
Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires		Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an		Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers		
					à court terme		à long terme		
	données mensuelles				données trimestrielles				
2 novembre 1977	1,3		2,5		3,3		5,3		0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre....	9,00
23 décembre....	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1983 4 ^e trimestre ...	9,49
1984 1 ^{er} trimestre ...	10,38
2 ^e trimestre ...	10,67
3 ^e trimestre ...	9,61
4 ^e trimestre ...	9,20
1985 1 ^{er} trimestre ...	8,74
2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
1985 Mars	8,74
Avril	8,70
Mai	8,69
Juin	8,91
Juillet	8,77
Août	8,70
Septembre	8,67
Octobre	8,49
Novembre	8,23
Décembre	8,51
1986 Janvier	8,54
Février	8,42
Mars	9,06

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984 Mars	—	11,25	—
				Juin	10,90	—	—
				Septembre	10,40	—	—
				Décembre	10,15	—	—
				1985 Mars	—	—	—
				Avril	—	—	—
				Mai	8,55	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	8,65	8,65
				Août	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Janvier	—	—	—
				Février	—	—	—
				Mars	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00				
1983	8,65	9,90	9,75				
1984 Mars	10,15	10,90	10,50				
Juin	10,40	10,90	10,50				
Septembre	10,40	10,90	10,50				
Décembre	9,90	10,90	10,50				
1985 Mars	9,90	10,90	10,50				
Avril	9,40	10,90	10,50				
Mai	8,40	9,40	9,00				
Juin	8,15	9,15	8,75				
Juillet	—	9,40	8,75				
Août	8,90	9,90	9,25				
Septembre	8,40	9,40	8,75				
Octobre	7,90	8,90	8,50				
Novembre	7,65	8,65	8,25				
Décembre	8,65	9,65	9,25				
1986 Janvier	8,65	9,65	9,25				
Février	8,65	9,65	9,25				
Mars	8,65	9,65	9,25				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1978	5,17	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	1985 Mars	9,13
1979	7,96	2 ^e trimestre	9,87	Avril	9,45
1980	11,11	3 ^e trimestre	9,72	Mai	8,84
1981	11,41	4 ^e trimestre	9,52	Juin	8,00
1982	11,41	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Juillet	6,97
1983	8,07	2 ^e trimestre	8,73	Août	8,00
1984	9,45	3 ^e trimestre	7,61	Septembre	7,91
1985	8,25	4 ^e trimestre	7,51	Octobre	8,26
		1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Novembre	7,91
				Décembre	6,60
				1986 Janvier	8,10
				Février	8,47
				Mars	7,20

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1978 12 décembre ...	6	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1980 9 décembre ...	6	6	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1981	16,25	16,00	16,00	15,49	15,49	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1984 13 mars	12,25	12,35	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	12 juin	12,10	12,10	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	11 septembre ..	11,10	11,10	6
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	11 décembre ...	10,75	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	1985 12 mars	6	6	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	9 avril	10,50	10,50	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	14 mai	9,65	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	11 juin	9,10	6	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	9 juillet	9,10	6	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	13 août	9,60	9,70	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	10 septembre ..	9,50	9,60	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	8 octobre	9,35	9,50	6
1985 Mars	10,45	10,45	10,45	6	6	12 novembre ...	8,65	8,65	6
Avril	9,25	9,50	9,50	9,75	10,23	10 décembre ...	8,65	6	6
Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40	1986 14 janvier	9,60	9,60	6
Juin	8,75	8,90	8,90	8,90	8,97	11 février	9,60	9,60	6
Juillet	9,25	9,25	9,50	8,90	8,90	11 mars	9,00	8,90	6
Août	9,10	9,25	9,50	9,60	9,58	8 avril	8,00	7,80	6
Septembre	8,85	9,00	9,15	9,35	9,46				
Octobre	8,60	8,70	8,80	8,85	9,12				
Novembre	8,60	8,60	8,60	8,60	8,70				
Décembre	9,75	9,75	9,75	9,75	9,14				
1986 Janvier	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75				
Février	9,75	9,75	9,75	9,65	9,73				
Mars	9,75	9,75	9,75	9,25	9,41				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paratâtes d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1978	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 % était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	8,86 ²
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	11,86
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	11,77
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	11,61
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Mai	11,03	11,11	11,49	11,46	11,22
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	10,67
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Août	10,19	10,14	10,50	10,48	10,30
Septembre	10,16	10,13	10,49	10,65	10,30
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
Novembre	9,42	9,48	9,65	9,72	9,55
Décembre	9,16	9,29	9,43	9,48	9,33
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Février	9,36	9,36	9,62	9,44	9,47
Mars	9,16	9,20	9,38	9,34	9,27
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1977	6,75	7,75	8,50	9,00
1978 13 avril	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1982 ...		8,50		5,00		12,75		21,00		5,50		4,50		5,50
1983 Janvier					4	12,50			14	5,00				
Mars			18	4,00					1	4,50	18	4,00		
Mars							9	20,00						
Avril									3	5,00				
Mai					27	12,25								
Juin									9	5,50				
Septembre													22	5,00
Octobre					30	12,00								
Novembre														
1984 Février								15	19,00					
Avril	9	9,00												
Mai			29	4,50	10	11,75	7	18,50						
Juin					21	11,50								
Juillet					5	11,25								
Septembre					7	11,00	4	19,50						
Novembre	21	8,50			28	10,75								
Décembre	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			10	4,00

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1982	10,00		10,05		1985 Mars	12,75		10,65	
1983	9,00		9,96		Avril	12,25		10,02	
1984	9,38		10,09		Mai	12,25		9,76	
1985	11,31		9,49		Juin	12,25		9,58	
1983 4 ^e trimestre	9,00		9,96		Juillet	11,31		9,31	
1984 1 ^{er} trimestre	8,50		10,78		Août	11,31		9,20	
2 ^e trimestre	8,94		12,36		Septembre	11,31		9,00	
3 ^e trimestre	10,38		12,27		Octobre	11,31		8,78	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Novembre	11,31		9,10	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		Décembre	11,31		9,49	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		1986 Janvier	12,31		10,80	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Février	12,31		11,80	
4 ^e trimestre	11,31		9,49		Mars	11,31		10,44	
1986 1 ^{er} trimestre	11,31		10,44						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1985 :

* Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte ; ce taux est applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 7 févr.	1986 6 févr.	1985 7 mars	1986 6 mars
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	320,5	331,9	381,6	410,3	418,6	380,6	421,3	382,6
Or	194,6	247,0	259,0	256,9	256,9	210,2	256,9	210,2
Disponibilités à vue à l'étranger	36,2	13,6	27,4	62,3	71,7	90,0	74,3	91,8
Ecus	76,5	58,2	80,1	73,2	71,7	63,2	71,7	63,2
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,2	13,1	15,1	17,9	18,3	17,2	18,4	17,4
Créances sur le Trésor	4,9	5,8	11,9	18,4	26,6	33,6	26,6	33,6
Monnaies divisionnaires	0,5	0,6	0,8	0,8	1,1	1,2	1,1	1,2
Comptes courants postaux	0,7	0,8	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	0,0	0,0	5,8	11,5	19,5	25,6	19,5	25,6
Avances à l'Institut d'Emission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	3,7	4,4	5,0	5,6	5,8	6,6	5,8	6,6
Créances provenant d'opérations de refinancement	153,2	286,8	253,7	259,5	170,1	147,8	167,4	139,7
Effets escomptés ⁴	72,8	86,0	86,1	87,8	87,0	82,8	86,7	82,0
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴ ..	49,8	167,8	119,3	117,9	66,2	43,6	59,6	32,8
Avances sur titres	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Effets en cours de recouvrement	30,5	32,8	48,0	53,5	16,6	21,2	20,8	24,7
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	56,3	66,1	77,6	74,4	75,2	62,2	75,2	62,2
Divers	7,4	6,8	7,5	8,8	7,9	8,8	9,0	9,8
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	698,4	633,0	699,5	627,9
PASSIF								
Billets en circulation	163,3	180,6	195,8	204,9	196,9	206,1	195,9	205,2
Comptes créditeurs extérieurs	9,0	10,3	12,6	14,7	13,5	11,3	14,9	11,5
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1,8	2,3	3,1	4,5	3,3	2,3	4,7	2,5
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	7,2	8,0	9,5	10,2	10,2	9,0	10,2	9,0
Compte courant du Trésor public	31,7	81,6	46,8	64,8	10,3	18,1	6,5	9,0
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	36,2	67,2	77,3	95,4	92,4	81,1	97,2	86,4
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	23,2	32,2	21,0	27,4	18,8	19,9	24,0	25,1
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	4,7	18,4	27,6	36,7	38,0	42,7	37,9	42,7
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	8,3	16,6	28,7	31,3	35,6	18,5	35,3	18,6
Ecus à livrer au FECOM	58,5	53,6	79,5	73,2	71,7	60,0	71,7	60,0
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	223,4	289,0	303,9	301,3	301,3	242,9	301,3	242,9
Capital et fonds de réserve	1,9	2,2	2,6	2,8	2,8	3,0	3,0	3,1
Divers	18,3	12,9	13,8	14,3	9,5	10,5	9,0	9,8
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	698,4	633,0	699,5	627,9
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,0	6,5	11,4	12,3	12,5	10,2	12,5	10,4
Acquisition de droits de tirage spéciaux	7,2	6,6	3,7	5,6	5,8	7,0	5,9	7,0
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	3,2	0,0	5,8	11,5	19,5	25,6	19,5	25,6
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	2,2	33,4	56,7	62,9	36,3	15,0	29,3	18,0
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	75,0	87,1	87,4	88,7	87,8	84,3	87,9	83,6
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	72,8	86,0	86,1	87,8	87,0	82,8	86,7	82,0
— Autres crédits	2,2	1,1	1,3	0,9	0,8	1,5	1,2	1,6
Crédits à court terme	45,4	123,1	61,3	54,1	29,1	27,1	29,1	13,2
— Crédits à l'exportation	13,9	21,5	6,4	13,9	8,7	7,9	10,5	4,9
— Autres crédits	31,5	101,6	54,9	40,2	20,4	19,2	18,6	8,3

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1985 February 6	1986 February 5	1985 March 6	1986 March 5
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.8	11.0	11.5	12.0	11.9	12.0	12.0	12.0
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	11.9	12.0	12.0	12.0
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	4.2	3.3	2.0	2.0	2.2	2.7	2.6	2.0
Other Securities	6.6	7.7	9.5	10.0	9.7	9.3	9.4	10.0
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	11.9	12.0	12.0	12.0
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.6	0.2	4.2	3.9	4.7	5.5	4.8
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.6	0.7	0.8	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8
Reserves and Other Accounts	1.9	2.2	1.5	1.8	1.7	1.6	1.7	1.5
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	6.5	7.1	8.0	7.1
Government Securities	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.6	0.6	0.5
Advances and Other Accounts	1.2	1.4	0.5	1.0	1.1	0.7	1.0	0.9
Premises, Equipment and Other Securities	1.2	1.8	1.6	5.2	4.9	5.8	6.4	5.7
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	6.5	7.1	8.0	7.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 February 6	1986 February 5	1985 March 6	1986 March 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.6	4.7
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6
Loans and securities	142.1	151.0	162.2	173.2	165.0	181.9	170.1	183.3
<i>Loans</i>	1.6	0.7	0.9	3.6	1.0	0.6	1.5	0.5
<i>Acceptances</i>	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.4	9.5	8.9	8.8	8.4	8.2	8.4	8.2
<i>U.S. Government securities</i>	130.9	139.3	152.0	160.8	155.6	173.1	160.2	174.6
Items in process of collection	10.6	13.0	11.6	6.8	9.4	10.8	7.9	7.8
Other assets	9.2	9.9	8.7	12.4	12.4	15.8	11.4	15.2
Total assets ...	176.8	190.1	198.6	208.5	203.0	224.9	205.7	222.7
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	131.9	142.0	157.1	168.3	162.7	174.9	163.7	175.9
Deposits	30.7	34.3	26.1	28.3	27.7	36.4	29.2	33.2
<i>Depository institutions</i>	25.2	26.5	21.4	21.8	21.3	28.6	24.6	28.1
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.3	5.0	3.7	5.3	5.6	7.2	4.0	4.4
<i>Foreign-official accounts</i>	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.3
<i>Other</i>	0.7	2.5	0.8	0.9	0.6	0.4	0.4	0.4
Deferred credit items	8.9	8.8	10.0	6.0	6.7	7.2	7.1	7.1
Other liabilities and accrued dividends ...	2.7	2.3	2.5	2.7	2.3	2.2	2.3	2.1
Capital accounts	2.6	2.7	2.9	3.2	3.6	4.2	3.4	4.4
Total liabilities and capital accounts.....	176.8	190.1	198.6	208.5	203.0	224.9	205.7	222.7

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 7. Febr.	1986 7. Febr.	1985 7. März	1986 7. März
AKTIVA								
Währungsreserven	100,1	84,4	81,5	81,6	78,8	84,4	75,0	87,6
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,2	12,2	14,6	16,1	15,8	13,2	15,8	13,3
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	39,9	19,6	15,4	14,3	12,8	17,1	12,8	17,1
Devisen und Sorten	37,3	38,9	37,8	37,5	36,5	40,4	32,7	43,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	68,1	74,8	85,5	96,3	88,5	97,9	106,7	90,3
Inlandswechsel	44,8	46,7	46,6	47,8	48,6	44,3	49,1	43,0
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	11,9	9,1	16,2	25,7	22,0	34,4	32,3	28,9
Auslandswechsel	5,4	7,0	9,4	14,8	15,7	19,2	15,7	18,1
Lombardforderungen	6,0	12,0	13,3	8,0	2,2	0,0	9,6	0,3
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	13,4	10,1	9,6	11,1	15,6	15,2	15,3	10,8
Kassenkredite (Buchkredite)	4,7	1,4	0,9	2,4	6,9	6,5	6,6	2,1
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,7	5,4	7,8	4,3	4,2	4,1	4,2	4,2
Deutsche Scheidemünzen	0,9	1,1	1,0	1,0	9,2	7,4	1,0	1,0
Postgiroguthaben	0,3	0,2	0,2	0,1			0,2	0,2
Sonstige Aktiva	6,2	7,8	9,0	11,3			9,1	5,9
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	198,8	211,5	214,0	202,5
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,8	88,6	96,1	100,6	97,8	103,0	98,6	103,8
Einlagen von Kreditinstituten	50,6	51,9	52,7	54,3	45,2	53,3	53,0	46,6
auf Girokonten	50,6	51,9	52,7	54,3	45,2	53,3	53,0	46,6
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	0,8	1,3	2,1	1,0	1,0	1,5	1,5	1,7
Bund	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,4	0,3	0,6	0,5	0,9	1,4	1,4	1,5
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,1	3,5	3,2	2,8	3,1	3,4	2,0	1,6
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	1,5	2,9	2,6	2,1	2,6	2,8	1,5	1,1
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,9	4,6	6,3	6,5	5,5	6,9	6,1	6,3
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	8,9	12,0	9,8	11,4	12,1	14,7	13,4	14,0
Einlagen ausländischer Einleger	8,8	9,5	9,8	11,4	12,1	14,7	13,4	14,0
Sonstige	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	23,4	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,2	3,2	3,5	3,7	3,7	3,3	3,7	3,3
Sonstige Passiva	18,6	21,2	23,4	27,9	30,4	25,4	35,7	25,2
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	198,8	211,5	214,0	202,5

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 10 février	1986 10 février	1985 8 mars	1986 10 mars
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	25,5	31,9	32,7	38,9	35,9	35,8	35,4	35,5
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,8	2,1	2,5	2,4	0,2	0,2	0,2	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,5	1,6	2,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
autres	1,0	1,2	1,5	1,7	1,6	1,7	1,7	1,7
Correspondants en Suisse	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,2	0,3	0,2	0,3
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	50,1	50,2	49,7	49,8
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,3	24,5	24,7	26,5	23,7	23,8	23,8	23,9
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	12,5	14,0	14,2	14,2	7,8	7,1	6,8	7,3
autres engagements à vue	2,5	1,7	1,0	1,2	1,4	3,2	1,6	2,4
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	—	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	5,7	8,9	11,9	16,7	17,1	16,0	17,4	16,1
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	50,1	50,2	49,7	49,8

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1985 31 janvier	1986 31 janvier	1985 28 février	1986 28 février
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,5	1,2	0,5	1,3	0,4	0,9
Dépôts à terme et avances	14,0	18,0	13,5	16,2	13,2	18,9
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,3	16,4	11,6	14,4	11,0	17,0
à plus de 3 mois	1,7	1,6	1,9	1,7	2,1	1,8
Titres à terme	3,1	3,5	2,6	3,2	2,7	3,0
à 3 mois au maximum	1,9	2,4	1,5	2,1	1,6	1,8
à plus de 3 mois	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,7	27,8	21,7	25,8	21,5	27,9
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves						
Fonds de réserve légale	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,3	4,4	4,3	4,4	4,3	4,4
à 3 mois au maximum	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	21,6	15,8	19,6	15,6	21,5
Banques centrales :						
à vue	0,3	0,8	0,3	0,8	0,3	1,1
à 3 mois au maximum	15,4	19,5	14,3	17,4	13,8	18,8
à plus de 3 mois	1,0	0,6	1,1	0,7	1,3	0,7
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,1	0,7	0,1	0,7	0,2	0,9
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,6	0,4	0,7	0,4	0,8
<i>Total du passif</i>	22,7	27,8	21,7	25,8	21,5	27,9
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

MARS 1986

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBl pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTE EUROPEENNE.

Adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Voir aussi sous 6 : Importations - Exportations - Transit. Défense contre le dumping.

Adaptation de la législation belge sur les étrangers.

Arrêté royal du 14 février 1986 modifiant, en ce qui concerne les travailleurs espagnols et portugais et les membres de leur famille, l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *Moniteur* du 14 mars 1986, p. 3412.

Modification de textes antérieurs.

Plusieurs numéros du Journal officiel datés de mars 1986 publient des textes portant adaptation de textes antérieurs en raison de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans les Communautés.

POUVOIRS SPECIAUX.

Loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, *Moniteur* du 28 mars 1986, p. 4107.

Article 1^{er}. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

1° à défaut d'un accord interprofessionnel, assurant le maintien de la compétitivité, la promotion de l'emploi et de la flexibilité du marché du travail et portant sur la formation des revenus et le pouvoir d'achat, applicable pour les années 1987, 1988 et 1989, conclu au sein du Conseil national du travail avant le 31 juillet 1986 et rendu obligatoire par le Roi pour autant qu'il assure le maintien de la compétitivité :

- a) de fixer une norme de compétitivité, valable pour les années 1987, 1988 et 1989, par comparaison avec la moyenne des principaux partenaires commerciaux de la Belgique ;
- b) le cas échéant, d'assurer le respect de cette norme après concertation avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture ;
- c) et, en tenant compte de la situation spécifique des petites et moyennes entreprises,
 1. d'arrêter le cadre dans lequel des accords sectoriels ou d'entreprise portant sur la promotion de l'emploi et de la flexibilité du marché du travail et sur la formation des revenus et le pouvoir d'achat peuvent être librement négociés dans le respect de la norme visée au a) ;

2. de fixer dans ce cadre les modalités selon lesquelles, pour autant que des résultats d'exploitation suffisamment favorables soient réalisés dans une entreprise, il est possible de négocier dans cette entreprise, outre de l'emploi additionnel, la participation de tous les travailleurs concernés à ces résultats ;
3. à défaut des accords visés au 1, de prendre les mesures tendant à réaliser les objectifs énoncés par cette disposition, en tenant compte, s'il échet, des entreprises en difficulté ;

2° de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

- a) en modifiant les règles relatives à la comptabilité de l'Etat et au contrôle et à la gestion de certains organismes d'intérêt public ;
- b) en fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat ;
- c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions ;
- d) en modifiant les dispositions légales entraînant des dépenses à charge de l'Etat ;

3° d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale, fondés sur l'assurance et la solidarité ;

4° de compléter, d'adapter ou de modifier la législation sur les hôpitaux, les laboratoires de biologie clinique et les services médico-techniques, particulièrement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, la gestion, le financement et la programmation de ces institutions ou services, tant pour les institutions publiques que privées, y compris les hôpitaux universitaires ;

5° à défaut des accords ou conventions prévus au Titre III, Chapitre IV, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, de créer un cadre réglant les relations entre les bénéficiaires et les organismes assureurs d'une part, et les prestataires de soins, services et institutions d'autre part ;

6° de contribuer à la création d'emplois et à la résorption du chômage :

- a) par la suppression, la diminution ou par une autre répartition des cotisations patronales de sécurité sociale ;
- b) par des mesures spécifiques pour les jeunes et les enseignants ;
- c) par des mesures visant à adapter les programmes actuels de résorption du chômage ;

7° d'assurer, sans préjudice de l'application des dispositions de la loi 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, la restructuration et la viabilité des entreprises des secteurs considérés par l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, 2^e partie, 1°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, comme secteurs relevant de la politique nationale et, dans le cadre de cette restructuration et afin d'assurer cette viabilité, de fixer des règles spécifiques en matière de rémunérations, d'indemnités et d'avantages, en ce compris toute forme d'indemnités aux administrateurs et commissaires dans les entreprises de ces mêmes secteurs, par dérogation aux lois, conventions collectives, conventions individuelles et décisions unilatérales de l'employeur, pour autant que soient respectées les dispositions relatives au revenu minimum mensuel moyen garanti, prévues par les conventions collectives de travail n^{os} 21 et 23 des 15 mai 1975 et 25 juillet 1975.

Art. 2. — L'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide de redressement financier des communes, modifié par la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, est remplacé par la disposition suivante :

« Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut, jusqu'au 31 décembre 1986, rendre applicable le présent arrêté aux communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale qu'Il détermine ainsi qu'à l'Agglomération bruxelloise. Les demandes d'intervention doivent être introduites dans un délai de deux mois à partir de la publication de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. »

Art. 3. — § 1^{er}. Les projets des arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, sont soumis à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat, dans les cas et avec les effets prévus pour les avant-projets de loi à l'article 3, § 1^{er} à 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal auquel il se rapporte.

§ 2. Sous réserve du § 1^{er}, les arrêtés peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 3. Avant la publication des arrêtés au *Moniteur belge*, le Premier Ministre en communique le texte au Président de chacune des Chambres législatives, en y annexant le projet soumis au Conseil d'Etat, l'avis de celui-ci et le rapport au Roi relatif à l'arrêté.

§ 4. Le Roi peut assurer l'application des dispositions prises en exécution de la présente loi par des sanctions administratives civiles et pénales. Les sanctions pénales ne pourront excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de 100.000 francs ou l'une de ces peines seulement.

Le Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent paragraphe.

Art. 4. — § 1^{er}. Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 1^{er}, 1^o, 5^o, 6^o et 7^o, expirent le 31 décembre 1986 ; les pouvoirs accordés au Roi par l'article 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, expirent le 31 mars 1987.

Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 3, § 4, expirent, selon le cas, le 31 décembre 1986 ou le 31 mars 1987.

§ 2. Les arrêtés, pris en vertu de ces pouvoirs, peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales.

§ 3. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés que par une loi, sans préjudice de la disposition de l'article 6.

§ 4. Les arrêtés pris jusqu'au 31 décembre 1986 peuvent rétroagir au 1^{er} janvier 1986.

Les arrêtés pris après le 31 décembre 1986 peuvent rétroagir au 1^{er} janvier 1987.

Toutefois, les dispositions qui créent des infractions ou aggravent des peines, au sens du Livre premier du Code pénal, et les dispositions qui créent ou aggravent des sanctions administratives et civiles, ne peuvent rétroagir.

Art. 5. — Le Roi peut coordonner les lois qu'Il modifie en application de la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner ;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau ;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions ;
- 4° établir, lorsqu'il fait défaut, un texte néerlandais officiel des dispositions à coordonner ;
- 5° arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Art. 6. — § 1^{er}. Il sera fait rapport aux Chambres, avant le 30 septembre 1986, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, et publiés avant le 1^{er} août 1986. Ces arrêtés sont abrogés au 31 décembre 1986 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 2. Il sera fait rapport aux Chambres, avant le 31 janvier 1987, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, et publiés à partir du 1^{er} août 1986 jusqu'au 31 décembre 1986. Ces arrêtés sont abrogés au 31 mars 1987 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 3. Il sera fait rapport aux Chambres, avant le 30 avril 1987, sur les arrêtés pris en vertu des pouvoirs conférés par l'article 1^{er}, et publiés après le 31 décembre 1986. Ces arrêtés sont abrogés au 31 juillet 1987 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

Art. 7. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Aides aux investissements et à l'installation.

Arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, *Moniteur* du 20 mars 1986, p. 3708 ; errata *Moniteur* du 8 avril 1986, p. 4646.

Cet arrêté royal adapte les mesures nationales en matière de modernisation des exploitations agricoles aux dispositions du Règlement (CEE) n° 797/85 et abroge l'arrêté royal du 21 juin 1974 ayant le même objet.

Il prévoit les aides suivantes aux agriculteurs et horticulteurs à titre principal (art. 1), essentiellement sous forme de subvention-intérêt :

1. *Une aide communautaire à certains investissements (art. 3 à 10), complétée par une aide nationale (art. 11). Un régime semblable est prévu pour l'aide à l'installation de jeunes agriculteurs (art. 12 à 17).*
2. *Un régime national d'aide aux investissements ouvert à ceux qui sont exclus du bénéfice du régime précédent (art. 18 et 19).*

3. *Une aide à l'acquisition de bâtiments nécessaires au maintien de l'exploitation et au remplacement d'animaux suite à une maladie infectieuse (art. 20 à 22).*
4. *Une aide de démarrage aux mouvements reconnus (art. 23 à 27).*

Arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture dans les régions défavorisées, *Moniteur* du 20 mars 1986, p. 3715.

Des aides supplémentaires aux investissements sont accordées aux agriculteurs qui se trouvent dans les régions défavorisées et qui bénéficient de l'aide communautaire aux investissements prévue à l'arrêté précédent.

Elles remplacent celles prévues par l'arrêté royal du 29 juillet 1980 concernant la modernisation des exploitations agricoles situées dans les régions défavorisées, qui est abrogé.

Marché viti-vinicole. Sanctions pénales.

Loi du 21 février 1986 sanctionnant les infractions aux règlements de la Communauté économique européenne en matière de marché viti-vinicole, *Moniteur* du 19 mars 1986, p. 3639.

ALIMENTATION.

Substances hormonales. Contrôle

Directive 85/649/CEE du Conseil, du 31 décembre 1985, interdisant l'utilisation de certaines substances à effet hormonal dans les spéculations animales, *Journal officiel* n° L 382 du 31 décembre 1985, p. 228.

Interdiction d'utiliser des substances hormonales à des fins d'engraissement. Contrôle de l'utilisation thérapeutique de ces substances. Contrôle des échanges et des importations de pays tiers.

ASSURANCES.

Commissaires agréés. Agrément et discipline.

Règlement n° 6 de l'Office de Contrôle des Assurances relatif à l'agrément et à la discipline des commissaires agréés auprès des entreprises d'assurances et des institutions privées de prévoyance, *Moniteur* du 26 mars 1986, p. 3985.

INSTITUTIONS FINANCIERES.

Caisse des dépôts et consignations.

Arrêté ministériel du 10 mars 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 15 janvier 1986 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1986 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des dépôts et consignations, *Moniteur* du 22 mars 1986, p. 3813.

Les sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations, et provenant des ventes et recouvrements faits par le curateur d'une faillite, bénéficient à partir du 1^{er} avril 1986 d'un taux d'intérêt de 8,75 p.c..

SOCIETES COMMERCIALES.

Commission pour la révision des lois coordonnées. Suppression.

Arrêté royal du 24 février 1986 modifiant l'arrêté royal du 2 juin 1977 relatif à la durée d'existence des organes consultatifs créés par mesure administrative et mettant fin à l'existence de commissions, *Moniteur* du 20 mars 1986, p. 3699.

Revisorat d'entreprise.

Arrêté royal du 17 mars 1986 relatif à la présentation par les conseils d'entreprise de candidats à la mission de commissaire-reviseur ou de reviseur d'entreprises, *Moniteur* du 27 mars 1986, p. 4019.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Carnets de dépôts et d'épargne. Immunité fiscale. Conditions.

Arrêté royal du 13 mars 1986 modifiant, en matière de revenus de dépôts d'épargne, l'arrêté royal du 4 mars 1965, d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 15 mars 1986, p. 3469, et rectificatif, *Moniteur* du 21 mars 1986, p. 3769.

Pour bénéficier de l'immunité fiscale, la rémunération des carnets de dépôt et d'épargne ne pourra plus, à partir du 16 mars 1986, dépasser les pourcentages suivants :

- taux de base : 4,75 %*
- prime de fidélité et d'accroissement : 35 % du taux de base, sauf application des mesures transitoires de l'article 2.*

Avant cette modification, seul le taux de base était plafonné, au taux de base du marché tel que publié par la Commission bancaire.

Versements anticipés. Absence ou insuffisance. Majoration.

Arrêté royal du 12 mars 1986 fixant, pour l'exercice d'imposition 1987, un taux de référence s'écartant de celui visé à l'article 89, § 1^{er} et 7, du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 27 mars 1986, p. 4021.

Pour l'exercice d'imposition 1987, la majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé est fixée à 8 %.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2 ETAT BELGE.

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunt 9,50 p.c. 1986-1994 du Fonds des Routes.

Arrêté royal du 4 mars 1986 relatif à l'émission de l'emprunt 9,50 p.c. 1986-1994 du Fonds des Routes, *Moniteur* du 12 mars 1986, p. 3255.

Arrêté ministériel du 14 mars 1986 relatif à l'émission de l'emprunt 9,50 p.c. 1986-1994 du Fonds des Routes, *Moniteur* du 14 mars 1986, p. 3413.

Extrait

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 9,50 p.c. 1986-1994 du Fonds des Routes est fixé à 101 p.c. de leur valeur nominale.

4.3 COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget - Crédits provisoires.

Décret du 6 février 1986 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1986, *Moniteur* du 12 mars 1986, p. 3262.

REGION FLAMANDE.

Garantie. Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 8 janvier 1986 autorisant la société coopérative « Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses » à contracter sous la garantie de la Région, un emprunt d'un montant effectif de 740 millions de francs, *Moniteur* du 15 mars 1986, p. 3478.

REGION WALLONNE.

Fonds des communes. Fonds spécial de l'aide sociale.

Arrêté ministériel de la Région wallonne du 9 septembre 1984 fixant, pour l'année 1985, le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne, aux fins d'alimenter le Fonds spécial de l'aide sociale, *Moniteur* du 11 mars 1986, p. 3198.

Extrait

Article 1^{er}. — Le pourcentage de la part du Fonds des communes revenant à la Région wallonne qui doit être réparti par le Fonds spécial de l'aide sociale, entre les centres publics d'aide sociale de cette région est, pour l'année 1985, fixé à 5 p.c.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1 TRAVAIL.

FERMETURE D'ENTREPRISES.

Voir Cotisations sociales. Cotisations des employeurs au Fonds de fermeture.

MODERATION DES REVENUS.

Travailleurs indépendants. Cotisation définitive pour 1984.

Arrêté royal du 19 février 1986 fixant, pour l'année 1984, les coefficients visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 6 mars 1986, p. 3016.

Travailleurs salariés. Calcul de la modération salariale afférent aux années 1985 et 1986.

Arrêté royal du 10 février 1986 modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1983 pris en exécution de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et de l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi modifié par l'arrêté royal du 29 mars 1985, *Moniteur* du 7 mars 1986, p. 3062.

Arrêté ministériel du 28 février 1986 modifiant l'arrêté ministériel du 2 février 1984 portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 10 octobre 1983 pris en exécution de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi, modifié par l'arrêté ministériel du 10 avril 1985, *Moniteur* du 7 mars 1986, p. 3063.

PROTECTION DU TRAVAIL.

Règlement général pour la protection du travail. Modifications.

Arrêté royal du 27 février 1986 modifiant et complétant le titre III, chapitre III du Règlement général pour la protection du travail concernant les substances et préparations dangereuses, *Moniteur* du 27 mars 1986, p. 4031.

REMUNERATION.

Paiement en monnaie scripturale.

Arrêté royal du 5 mars 1986 déterminant les modalités relatives au paiement de la rémunération en monnaie scripturale et à la cession ou la saisie de l'avoir du compte bancaire ou de chèques postaux auquel la rémunération du travailleur est virée, *Moniteur* du 21 mars 1986, p. 3771.

Extrait

Article 1^{er}. — § 1^{er} Le paiement de la rémunération en monnaie scripturale s'effectue exclusivement par :

- 1^o assignation postale ;
- 2^o chèque circulaire ou
- 3^o virement à un compte bancaire ou de chèques postaux.

§ 2. En cas de paiement de la rémunération en monnaie scripturale, le travailleur a, en tout cas, le droit de choisir le paiement par assignation postale ou par chèque circulaire plutôt que le paiement par virement à un compte bancaire ou de chèques postaux.

Art. 2 — En cas de paiement de la rémunération selon un des modes de paiement visés à l'article 1^{er}, la rémunération est censée être payée au travailleur :

- 1^o le troisième jour ouvrable qui suit la date indiquée sur l'assignation ;
- 2^o le jour où le compte bancaire ou de chèques postaux du travailleur est crédité ;
- 3^o le troisième jour ouvrable qui suit la date indiquée sur le chèque circulaire lorsque ce dernier est adressé au travailleur par la poste ;
- 4^o le premier jour ouvrable qui suit la date de la remise de la main à la main du chèque circulaire au travailleur.

Art. 3 — § 1^{er} Lorsque la rémunération du travailleur ou l'avoir de son compte bancaire ou de chèques postaux auquel sa rémunération est virée font l'objet d'une cession ou d'une saisie, l'employeur paie le travailleur, au choix de ce dernier, soit de la main à la main, soit par assignation postale ou par chèque circulaire.

§ 2. En cas de cession ou de saisie de l'avoir de son compte bancaire ou de chèques postaux auquel sa rémunération est virée, le travailleur communique à l'employeur, par lettre recommandée à la poste, au plus tard le quatrième jour ouvrable avant la date habituelle de paiement de la rémunération :

- 1) en cas de cession, soit une copie de la signification du transport faite au débiteur cédé, délivrée par ce dernier au travailleur et à la demande de celui-ci, soit un document délivré, à sa demande, au travailleur par le débiteur cédé attestant que l'avoir de son compte bancaire ou de chèques postaux fait l'objet d'une cession ;
- 2) en cas de saisie, une copie de la dénonciation de la saisie.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 1986.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

CONVENTION EUROPEENNE DE SECURITE SOCIALE.

Loi du 2 septembre 1985 portant approbation de la Convention européenne de sécurité sociale et de l'Accord complémentaire pour l'application de la Convention

européenne de sécurité sociale, faits à Paris le 14 décembre 1972, *Moniteur* du 14 mars 1986, p. 3411.

La convention a pour objet l'égalité de traitement des étrangers, des réfugiés et apatrides et des migrants avec les nationaux, ainsi que la conservation de leurs droits acquis ou en cours d'acquisition.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisations des employeurs au Fonds de fermeture.

Arrêté royal du 12 février 1986 fixant, pour l'année 1986, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues par les employeurs au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise, *Moniteur* du 1^{er} mars 1986, p. 2721.

Le taux des cotisation dues en 1986 est fixé à 0,60 % ou 0,42 % des rémunérations telles que prises en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, suivant que le nombre moyen de travailleurs occupés en 1985 dépassait ou non 20.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

AIDE AU DEVELOPPEMENT.

Systèmes transitoires ACP-PTOM. Recommandation de prorogation.

Recommandation 86/37/CEE,CECA de la Commission, du 28 février 1986, aux Etats membres concernant la prorogation des systèmes transitoires ACP-PTOM :

- règlement (CEE) n° 485/85 et
- règlement (CEE) n° 486/85 du Conseil et
- décision 85/159/CEE du Conseil et
- décision 85/160/CECA des représentants des gouvernements des Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier réunis au sein du Conseil du 26 février 1985, *Journal officiel* n° L 55 du 1^{er} mars 1986, p. 109.

ECU.

Remplacement de l'unité de compte par l'Ecu. Accords de coopération. CEE-Maroc.

Règlement (CEE) n° 747/86 du Conseil, du 10 mars 1986, concernant l'application de la décision n° 1/86 du Conseil de coopération CEE-Maroc remplaçant l'unité de compte par l'Ecu dans le protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires et aux méthodes de coopération administrative, de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le royaume du Maroc, *Journal officiel* n° L 71 du 14 mars 1986, p. 1.

Décision n° 1/86 du Conseil de coopération CEE-Maroc, du 21 février 1986, remplaçant l'unité de compte par l'Ecu dans le protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires et aux méthodes de coopération administrative, de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le royaume du Maroc *Journal officiel* n° L 71 du 14 mars 1986, p. 2.

IMPORTATIONS - EXPORTATIONS - TRANSIT.

Défense contre le dumping.

Règlement (CEE) n° 812/86 du Conseil, du 14 mars 1986, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping entre la Communauté à Dix et les nouveaux Etats membres ou entre les nouveaux Etats membres pendant la période d'application des mesures transitoires définies par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, *Journal officiel* n° L 78 du 24 mars 1986, p. 1.

Décision n° 813/86/CECA du Conseil, du 14 mars 1986, relative à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping entre la Communauté à Dix et les nouveaux Etats membres ou entre les nouveaux Etats membres pendant la période d'application des mesures transitoires définies par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, *Journal officiel* n° L 78 du 24 mars 1986, p. 10.

Restrictions CEE à l'importation. Pays à commerce d'Etat.

Décision 85/648/CEE du Conseil, du 19 décembre 1985, relative aux contingents d'importation à ouvrir par les Etats membres à l'égard des pays à commerce d'Etat en 1986, *Journal officiel* n° L 382 du 31 décembre 1985, p. 1.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Transport aérien. Accord Belgique - Togo.

Accord relatif aux transports aériens entre le Royaume de Belgique et la République Togolaise, Annexe et Protocole, signés à Bruxelles le 12 mai 1981, *Moniteur* du 27 mars 1986, p. 4065.

Transport routier. Tarif. Belgique - RFA.

Arrêté ministériel du 25 février 1986 mettant en vigueur le tarif obligatoire pour les transports de marchandises par route entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, *Moniteur* du 1 mars 1986, p. 2725.

7. — DIVERS

PARLEMENT BELGE.

Maintien de certains projets et propositions de loi antérieurs.

Loi du 14 février 1986 portant diverses dérogations à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés, *Moniteur* du 7 mars 1986, p. 3052.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

333.432.8 - 382.242.4 - 382.254.

ARNAUD, P.

L'instabilité sur les marchés du pétrole et du crédit international.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 3, 1986 03, p. 17-20.)

LU 4

338.340. - 338.341.0 - 338.341.1
338.341.2 - 338.342.0 - 338.342.1
338.342.2 - 333.164.0

BAUM, W.C. & TOLBERT, S.M.

Investing in development; lessons of World Bank experience.

Oxford, Oxford University Press, 1985, XIV + 610 p.

336.212.4 - 336.201.

AUTENNE, J.

Réflexion sur une réforme de l'impôt des personnes physiques en Belgique, à la lumière de l'expérience européenne.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 139-158.)

BE 131A

334.3 - 334.10

BEAN, C.R.

Macroeconomic policy co-ordination : theory and evidence.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve*, 3-4, 1985 07/12, p. 267-283.)

BE 34

368.43 - 333.633.0 - 336.207.
339.311.6 - 368.43 - 333.633.0
336.207. - 339.311.6

BABEAU, A. & ICOLE, E.

La banque et le marché de l'épargne-retraite.

(In : *BANQUE & MANAGEMENT*, Paris, 4, 1985 12, p. 43-46.)

FR 4

336.301. - 336.311.0 - 333.631.
333.832.6 - 336.32

BOEYKENS, D. & VUCHELEN, J.

De marktwaarde van de obligatieschuld van de overheid.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 1, 1986, p. 13-29.)

BE 171

382.33 - 382.51

BALASSA, B. & MICHALOPOULOS, C.

Liberalizing trade between developed and developing countries.

(In : *JOURNAL OF WORLD TRADE LAW*, Geneva, 1, 1986 01/02, p. 3-28.)

GB 27

347.734. - 333.139.2 - 347.734.

BOLLETTINO...

L'attuazione della Direttiva comunitaria 77/780 in materia di costituzione di enti creditizi.

(In : *BOLLETTINO ECONOMICO - BANCA D'ITALIA*, Roma, 6, 1986 02, p. 1*-7*.)

IT 25

BREHAIN, P.

La rentabilité des investissements et la fiscalité.

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 169-179.)

BE 131A

BULLETIN...

Les garanties bancaires à l'exportation : une technique à maîtriser. (II)

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 262, 1986 02, p.10-13.)

BE 27CF

307.03 - 307.4 - 307.61

330.543. - 338.047. - 339.312.4

BRODIN, A. & BLADES, D.

The OECD compatible trade and production data base 1970-1983.

(In : WORKING PAPERS - O.E.C.D., Paris, 31, 1986 03, p. 1-81.)

OECD 12B

BULLETIN...

L'Etat et les entreprises : une évaluation des participations des pouvoirs publics dans le secteur privé.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 262, 1986 02, p. 1-9.)

BE 27CF

338.046.0 - 338.048. - 338.041.
338.040. - 339.312.7336.451. - 336.60 - 336.301.
336.302. - 336.020. - 336.030.

BUIJINK, W. et al.

Ondernemingsgroei als een stochastisch proces : een onderzoek naar de wet van het proportioneel effect, België 1977-1982.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 1, 1986, p. 31-50.)

BE 171

BULLETIN...

Le gouffre des finances publiques en Belgique.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 262, 1986 02, p. 14-24.)

BE 27CF

368.611. - 382.0

332.622.3

BULLETIN...

Les garanties bancaires à l'exportation : une technique à maîtriser. (I)

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 261, 1986 01, p. 12-17.)

BE 27CF

BULLETIN...

Le chômage des femmes en Belgique.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 5, 1986 03 14, p. 367-377.)

BE 32

333.451.2 - 333.451.4 - 333.647.
333.451.7

333.432.8

BULLETIN...

Les options sur devises.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*,
Bruxelles, 12, 1986 03 21, p. 1-6.)

BE 33

CLARKE, S.V.O.

Summary and comments on the Brookings work-
shop on the evolution of the International Moneta-
ry Fund.

(Brookings Discussion Papers in International Eco-
nomics, 30.)

Washington, The Brookings Institution, 1985, 31 p.

334.151.59 - 332.602.2

333.139.2 - 333.78

BULLETIN...

Orientations pour une politique communautaire
des migrations.

(In : *BULLETIN DES COMMUNAUTES EUROPEENNES-
SUPPLEMENT, Luxembourg, 9, 1985, p. 1-21.*)

EEC 1SF

CLAROTTI, P.

Le contrôle bancaire dans la Communauté Euro-
péenne.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EURO-
PEENNE, Luxembourg, 3, 1986 03, p. 1-9.*)

LU 4

334.150.7 - 334.150.1 - 334.150.2
334.150.3 - 334.150.4

658.42

CAPOTORTI, F.

La structure institutionnelle de l'Union européen-
ne.

(In : *CAHIERS DE DROIT EUROPEEN, Bruxelles, 5-6,
1985 09/12, p. 512-529.*)

BE 538

CMB...

La réforme du révisorat d'entreprise.'

(In : *CMB-INFORM, Bruxelles, 101, 1986 01/02, p. 3-
53.*)

BE 37F

333.450. - 333.403. - 382.22
382.250. - 382.20 - 333.131.38

333.139.2

CHALMOVSKY, L.E.

Der internationale Zahlungsverkehr und die Devi-
senmärkte in der volkswirtschaftlichen Theorie und
in der bankbetrieblichen Praxis; eine kritische
Wuerdigung des Problemeinstiegs ausgewählter
Zahlungsbilanz- und Wechselkurs-theorien.

(Europäische Hochschulschriften, V. Volks- und
Betriebswirtschaft, 542.)

Frankfurt/Main, Peter Lang, 1984, VII + 313 p.

COOKE, W.P.

Towards the 1990s - Banking, financial interme-
diation and supervision.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCI-
WEZEN, Bruxelles/Brussel, 2, 1986 02, p. 5-10.*)

BE 134

COUTURIER, J.-J.

Plaidoyer pour une nouvelle architecture fiscale.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE*, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 27-34.)

BE 158FB

DEHAENE, J.-L.

Capacité économique, sécurité sociale et impôt des personnes physiques.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 8, 1985 08, p. 753-761.)

BE 141

338.8 - 331.062. - 331.01

333.23

CUDDY, J.D.A.

Some reflections on growth in the OECD economies.

(In : *TRADE AND DEVELOPMENT - AN UNCTAD REVIEW*, Geneva, 6, 1985 11, p. 47-82.)

UN 26

DE NOOSE, K.

De Vereniging Privé-Spaarkassen.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER- WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 2, 1986 02, p. 45-46.)

BE 134

380.23 - 332.630.

333.712.3 - 333.111.31 - 333.112.1
333.112.7

DAEMS, H.

La compétitivité et l'emploi : réflexions à propos d'une politique pour le secteur marchand.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5-6, 1984, p. 33-54.)

BE 149B

DE NYS, C.

Bijdrage van de Nationale Bank van België in de exportfinanciering betaalbaar op korte, middellange en lange termijn.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER- WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 2, 1986 02, p. 19-26.)

BE 134

382.51 - 333.432.8 - 338.043.

333.103. - 382.242.0

de CASTRO, J. et al.

Changes in international economic relations in the last two decades.

(In : *TRADE AND DEVELOPMENT - AN UNCTAD REVIEW*, Geneva, 5, 1984 08, p. 1-39.)

UN 26

de SEZE, N.

Vers Swift II.

(In : *BANCAIQUE*, Paris, 14, 1986 03, p. 118-129.)

FR 5Z

DEPOORTERE, C.

Les recettes publiques en Belgique et dans la Communauté Européenne.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 105-123.)

BE 131A

DONCKELS, R.

Les P.M.E. et l'emploi.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5-6, 1984, p. 55-117.)

BE 149B

334.153.1

DEUTSCHES...

Wie wirksam sind die Allgemeinen Zollpräferenzen der EG fuer Industrieprodukte?

(In : *DEUTSCHES INSTITUT FUER WIRTSCHAFTSFORSCHUNG - WOCHENBERICHT*, Berlin, 10, 1986 03 06, p. 129-135.)

DE 34B

332.621.0 - 332.691. - 334.151.54

DONGES, J.B.

Chronic unemployment in Western Europe forever?

(In : *THE WORLD ECONOMY*, London, 4, 1985 12, p. 353-372.)

GB 63

334.151.27 - 334.151.25

DEVILLE, V.

The European Monetary System and the European Currency Unit.

(In : *EUI WORKING PAPERS*, Florence, 206, 1986 03, p. 1-55.)

IT 6A

332.630.

DUYSENS, D.

Tewerkstellingsprogramma's en werkloosheidsbeleid.

(In : *NIEUW TIJDSCHRIFT VOOR POLITIEK*, Brussel, 5-6, 1984, p. 187-215.)

BE 149

334.150.6

DOCUMENTATION...

Le budget de la Communauté Européenne.

(In : *DOCUMENTATION EUROPEENNE*, Luxembourg, 1, 1986, p. 3-67.)

EEC 5DF

382.51 - 307.61

ECONOMIC...

Recent changes in Europe's trade.

(In : *ECONOMIC BULLETIN FOR EUROPE - THE JOURNAL OF THE UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE*, London/Geneva, 4, 1985 12, p. 305-449.)

UN 8

FITOUSSI, J.-P. & SZPIRO, D.

Politique de l'emploi et réduction de la durée du travail.

(In : EUI WORKING PAPERS, Florence, 48, 1983 05, p. 1-32.)

IT 6A

GERARD, M. & HUVENEERS, C.

Les nouveaux produits fiscaux : que, comment, pourquoi ?

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 181-198.)

BE 131A

331.01 - 338.340. - 339.115.

334.150.5

FROEBEL, F. et al.

The global crisis and developing countries.

(In : TRADE AND DEVELOPMENT - AN UNCTAD REVIEW, Geneva, 5, 1984 08, p. 41-51.)

UN 26

GILBERT, P.L.

The EIB as a financial intermediary.

(In : CAHIERS BEI - EIB PAPERS, Luxembourg, 1986 02, p. 39-43.)

BEI 2

338.732.

332.27 - 339.21 - 332.630.

GAULT, J.C.

European gas : contractual terms in a climate of uncertainty.

(In : OPEC REVIEW, Vienna, 1, 1986 01/03, p. 43-61.)

AT 6

GINSBURGH, V.

Can a real wage decrease cure unemployment? A general equilibrium analysis for Belgium.

(In : RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN, Louvain-la-Neuve, 3-4, 1985 07/12, p. 381-386.)

BE 34

654.

338.043. - 332.621.3 - 332.86
333.103.

GEENS, G.

Het Vlaamse beleid ten overstaan van de informatica.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 1, 1986, p. 115-122.)

BE 171

GOBEL, R. & CLAJOT, G.

L'automatisation : des conséquences sur la formation et sur l'emploi.

(In : BANQUE & MANAGEMENT, Paris, 4, 1985 12, p. 51-57.)

FR 4

GOREUX, L.M.

Zaïre : le succès de l'effort d'ajustement économique dépend de l'appui des créanciers.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 5, 1986 03 10, p. 72-75.*)

FMI 2F

KENNETH BROMLEY, A.

L'expansion internationale des banques commerciales.

(In : *BANQUE & MANAGEMENT, Paris, 4, 1985 12, p. 38-42.*)

FR 4

333.137. - 333.109.

GUTTENTAG, J.M. & HERRING, R.J.

Disaster myopia in international banking.
(Brookings Discussion Papers in International Economics, 31.)

Washington, The Brookings Institution, 1985, 53 p.

333.131.2 - 333.604. - 333.662.

KESSLER, J.-R.

Internationale Normen fuer das Wertpapiergeschäft.

(In : *DIE BANK, Köln, 2, 1986 02, p. 92-96.*)

DE 2

338.722.7

HERZOG, C.

Les transformations du marché agro-alimentaire mondial.

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I., Paris, 25, 1986 01/03, p. 63-71.*)

FR 51E

336.212.2

KLEYNEN, G.

Bevrijdende roerende voorheffing.

(In : *ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT, Brussel, 2, 1986 02, p. 27-31.*)

BE 510

382.51 - 307.61

INFORMATIONS...

Commerce extérieur de l'UEBL en 1985.

(In : *INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR, Bruxelles, 4, 1986 03, p. 2-6.*)

BE 25

331.034.

KOLM, S.-Ch.

Les explications d'inspiration Marxiste de la crise.

(In : *ANNALES - ECONOMIES - SOCIETES - CIVILISATIONS, Paris, 6, 1985 11/12, p. 1453-1461.*)

FR 3

LEROY, R. & GODANO, A.

L'emploi des jeunes dans la crise. Données de base.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 107, 1986 03, p. 1-40.*)

BE 33Z

LYCOPS, J.F.

Stock options en aandelenopties.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR FISCAAL RECHT - FISKOFON, Antwerpen, 59, 1986 01/02, p. 23-31.*)

BE 570

333.451.6 - 333.451.1 - 333.454.2

336.201.

LEUSCHEL, R.

Auf dem Weg zu festen Wechselkursen.

(In : *DIE BANK, Köln, 2, 1986 02, p. 68-71.*)

DE 2

MALDAGUE, R.

Réforme fiscale! Mais encore?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 93-104.*)

BE 131A

339.115. - 338.341.1 - 382.256.
382.254. - 333.109.

332.27 - 338.021.

LEVER, H. & HUHNE, C.

Debt and danger; the world financial crisis.

London, Penguin Books, 1985, 160 p.

MALINVAUD, E.

Jusqu'où la rigueur salariale devrait-elle aller?
Une exploration théorique de la question.

(In : *REVUE ECONOMIQUE, Paris, 2, 1986 03, p. 181-205.*)

FR 57

334.150.7 - 334.150.0

338.021.

LOUIS, J.-V.

Principes de base et modalités de l'action de l'Union européenne.

(In : *CAHIERS DE DROIT EUROPEEN, Bruxelles, 5-6, 1985 09/12, p. 530-552.*)

BE 538

McCOMBIE, J.S.L.

Why cutting real wages will not necessarily reduce unemployment - Keynes and the « postulates of the classical economics ».

(In : *JOURNAL OF POST KEYNESIAN ECONOMICS, White Plains N.Y., 2, 1985 10/12, p. 233-248.*)

US 30A

MEGANCK, B.

L'enquête de conjoncture de la Banque Nationale de Belgique, instrument de prévision économique.
(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 65-79.)

BE 131A

NEVIN, M.

Dilemmas in development banking.

(In : *SAVINGS AND DEVELOPMENT*, Milan, 4, 1985 10/12, p. 421-439.)

IT 24

336.212.4 - 336.207. - 336.204.

334.151.1 - 334.151.27

MEULDERS, D.

Fiscalité et famille : état de la question.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 159-167.)

BE 131A

OUDIZ, G.

European policy coordination : an evaluation.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN*, Louvain-la-Neuve, 3-4, 1985 07/12, p. 301-339.)

BE 34

338.731.

368.40 - 336.212.4

MOLLE, W.T.M. & WEVER, E.

De herstructurering van de Europese raffinage-industrie.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3548, 1986 03 19, p. 306-309.)

NL 10

PACOLET, J.

Sécurité sociale et impôt des personnes physiques.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 8, 1985 08, p. 679-714.)

BE 141

338.043.

332.630. - 338.40

NAERT, Ph.

Innovatiepolitiek in de traditionele bedrijfstak.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 1, 1986, p. 93-114.)

BE 171

PEETERS, T.

La dimension macro-économique d'une politique de l'emploi.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5-6, 1984, p. 5-32.)

BE 149B

333.731. - 333.154.

REGA, J.

Bancontact, Mister Cash, Postomat. Oude ervaringen, nieuwe realiteiten.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 2, 1986 02, p. 11-18.)

BE 134

339.115. - 336.311.2 - 382.254.

382.256. - 338.341.1 - 338.340.

333.109.

RIEFFEL, A.

The role of the Paris Club in managing debt problems.

(Essays in International Finance, 161.)

Princeton, N.J., *International Finance Section*, 1985, 48 p.

382.242.0 - 333.451.0

REUSS, C.

La libre circulation des capitaux en Belgique.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 3, 1986 03, p. 21-23.)

LU 4

338.76 - 330.3 - 339.112.10

333.832.4

ROSIERS, M.

De bouwsector en een financieel model van België. Een econometrische specificatie van de bouwvraag en de hypothecaire rente.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 1, 1986, p. 51-79.)

BE 171

347.720.0

REVUE...

Loi du 5 décembre 1984 modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES*, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 2-10.)

BE 140

333.432.8

SAKBANI, M.

The crisis of the international economic system : proposals for monetary and financial reforms.

(In : *TRADE AND DEVELOPMENT - AN UNCTAD REVIEW*, Geneva, 6, 1985 11, p. 149-193.)

UN 26

332.630.

REVUE...

La politique de l'emploi, défi d'aujourd'hui et de demain.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5-6, 1984, p. 1-173.)

BE 149B

305.0 - 301.

SCHAFF-BOHINGER, A.

Ueberblick ueber die Konjunkturbefragungen der Europäischen Gemeinschaften.

(In : *WIRTSCHAFT UND STATISTIK*, Wiesbaden, 2, 1986 02, p. 97-106.)

DE 33

SCHOENINGER, K.-E.

Politique monétaire nationale et changes flexibles :
une source de tensions pour les marchés financiers.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 3, 1986 03, p. 24-27.)

LU 4

SNOY, B.

L'endettement du Tiers-monde et le rôle de la
Banque mondiale.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 3-22.)

BE 131A

338.731.

SERVICE...

Contre-choc pétrolier.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, Louvain-la-Neuve, 1986 03, p. 14-21.)

BE 87

307.03 - 347.78 - 347.771.

SPOOR, J.H.

Banques de données et droit d'auteur.

(In : *DROIT DE L'INFORMATIQUE*, Bruxelles, 2, 1984 07/09, p. 14-21.)

BE 733

336.200.

SIBILLE, P.

Dialogue fiscal, dialogue de sourds?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 2-3, 1986 03, p. 125-138.)

BE 131A

334.150.7 - 334.151.20

STEENBERGEN, J.

Les politiques de l'Union.

(In : *CAHIERS DE DROIT EUROPEEN*, Bruxelles, 5-6, 1985 09/12, p. 553-573.)

BE 538

334.151.6 - 334.151.27

SILVIS, H.J.

Gemeenschappelijk landbouwprijsbeleid en mone-
taire instabiliteit.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rotterdam, 3548, 1986 03 19, p. 292-297.)

NL 10

334.151.1

STEINHERR, A.

Policy coordination in the European Economic
Community.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN*, Louvain-la-Neuve, 3-4, 1985 07/12, p. 285-299.)

BE 34

TURNOVSKY, S.J.

Short-term and long-term interest rates in a monetary model of a small open economy.

(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 1716.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1985, 20 p.

VIGNON, J.

Sept ans pour construire le vrai Marché Commun. La voie d'une nouvelle phase de l'intégration économique européenne.

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I.*, Paris, 25, 1986 01/03, p. 5-23.)

FR 51E

336.225.

332.691. - 311.94

VANDEN EEDE, R.

Classement des circulaires T.V.A.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE*, Bruxelles, 2, 1986 02, p. 35-45.)

BE 158FB

VIMONT, C.

L'emploi industriel dans les pays occidentaux : situation actuelle et perspectives.

(In : *S.E.D.E.I.S. - CHRONIQUES D'ACTUALITE*, Paris, 3, 1986 03 15, p. 84-93.)

FR 10B

332.630.

347.722.

VAN ROMPUY, H.

La politique de l'emploi : un défi pour l'avenir. Rapport de synthèse.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5-6, 1984, p. 157-173.)

BE 149B

WALEWIJK, G.

Les sociétés en nom collectif.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES*, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 11-15.)

BE 140

332.691. - 350.2 - 330.543.

338.751.0 - 334.151.7

VERPLAETSE, A.

L'emploi dans le secteur public.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 5-6, 1984, p. 119-128.)

BE 149B

WETTIG, E.

Die Stahlindustrie in der Europäischen Gemeinschaft. Derzeitige Situation und Aussichten fuer die Zukunft.

(In : *VIERTELJAHRSHEFTE ZUR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG - DEUTSCHES INSTITUT FUER WIRTSCHAFTSFORSCHUNG*, Berlin, 3, 1985 07/09, p. 321-334.)

DE 23B

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prenant cours à partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 650,—. Autres pays : voie normale : FB 650,— voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPRE

Jusqu'au numéro de juin 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.
A partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 65,—. Autres pays : voie normale : FB 65,— voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer
- Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire
recevoir l'édition française ou néerlandaise.
